AUDIENCES PUBLIQUES

Vers une réconciliation

**Compte rendu
de la quatrième série d'audiences**

**Commission royale
sur les
peuples autochtones**

AUDIENCES PUBLIQUES

Vers une réconciliation

**Compte rendu
de la quatrième série d'audiences**

Avril 1994

**Commission royale
sur les
peuples autochtones**

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre:

Vers une réconciliation : compte rendu de la quatrième série d'audiences

Publ. aussi en anglais sous le titre: Toward reconciliation.

En-tête du titre: Audiences publiques.

ISBN 0-660-94490-1

N° de cat. Z1-1991/1-11-1-4F

1. Autochtones -- Canada.
2. Autochtones -- Canada -- Conditions sociales.
3. Autochtones -- Canada -- Conditions économiques.
4. Autochtones -- Canada -- Politique et gouvernement.
- I. Canada. Commission royale sur les peuples autochtones.
- II. Titre: Compte rendu de la quatrième série d'audiences.

E78.C2T6814 1994

971'.00497

C94-980185-2

8 Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1994

En vente au Canada chez

votre libraire local

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada - Édition

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue Z1-1991/1-11-1-4F

ISBN 0-660-94490-1

Table des matières

Préface	vii
Introduction.....	1
La quatrième série d'audiences	5
Organisations autochtones nationales.....	5
Assemblée des premières nations	5
Inuit Tapirisat du Canada.....	9
Ralliement national des Métis.....	13
Association nationale des centres d'amitié	17
Conseil national des autochtones du Canada	21
Association des femmes autochtones du Canada	26
Pauktuutit	30
La relation.....	34
Approches autochtones.....	35
Approches non autochtones.....	37
Perspective québécoise.....	40
La guérison.....	47
Les femmes et la famille	47
Santé.....	49
Personnes handicapées.....	52
Langue et culture.....	53
Éducation.....	57
Jeunesse.....	60
L'autodétermination	63
Autonomie gouvernementale	63
Droits issus de traités.....	66
Territoire et revendications territoriales	68
La <i>Loi sur les Indiens</i> et l'administration fédérale	73
Autochtones citadins	75
Métis	77
Justice.....	78
L'autosuffisance	82
Développement économique	82
Emploi	88
Ressources naturelles.....	91
Chasse et pêche.....	95

Annexe 1 – Consultation spéciale auprès des Églises missionnaires.....	101
Annexe 2 – Mémoire du premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador.....	109
Annexe 3 – Calendrier de la quatrième série d'audiences	113
Annexe 4 – Consultations publique.....	115
Postface.....	121

**Commission royale
sur les peuples autochtones**

Coprésidents

René Dussault, j.c.a.

Georges Erasmus

Commissaires

Paul L.A.H. Chartrand

J. Peter Meekison

Viola Robinson

Mary Sillett

Bertha Wilson

Préface

La parution du présent compte rendu marque la fin du processus d'audiences publiques amorcé en avril 1992 par la Commission sur les peuples autochtones avec la tenue d'une cérémonie spéciale à Winnipeg, en plein coeur du continent nord-américain C la tortue.

Au cours des 20 mois qui ont suivi, les membres de la Commission se sont rendus dans 96 collectivités disséminées dans tout le pays, entendant plus de 2 000 intervenants, tenant des audiences pendant 172 jours et parcourant des centaines de milliers de kilomètres. Nous avons voyagé de l'Atlantique au Pacifique, et de la frontière américaine jusqu'à Cambridge Bay, dans les Territoires du Nord-Ouest.

Lorsqu'il a défini notre mandat, le très honorable Brian Dickson, ancien juge en chef de la Cour suprême du Canada, a recommandé que la Commission visite de nombreuses communautés autochtones dans tout le pays afin de donner à ceux qui y habitent l'occasion de livrer leur témoignage de vive voix. Nous nous sommes efforcés de suivre son conseil; en effet, plus de la moitié de nos audiences se sont déroulées dans de telles communautés, loin des grands centres urbains du Canada.

Nous avons été profondément influencés par ce que nous ont dit les autochtones et par nos séjours dans leurs collectivités. Cela nous a permis d'apprendre à connaître les questions qui intéressent les autochtones, beaucoup mieux que si nous nous en étions tenus au processus habituel des commissions royales. Nous nous sommes toutefois rendu compte que nous avons besoin de l'apport d'autres sources. C'est dans ce souci d'équilibre que nous avons tenu la dernière série d'audiences.

Étant donné l'importance que nous attachons aux relations futures entre les peuples autochtones et le reste du Canada, nous avons cherché à connaître les points de vue de Canadiens non autochtones, peu représentés aux audiences antérieures. Nous avons été heureux d'apprendre que c'est souvent à notre incitation que des organisations non autochtones se sont mises à réfléchir à la question autochtone en général et à leurs propres activités.

Au début de nos travaux, le gouvernement fédéral a mis de côté environ 8 millions de dollars afin de permettre aux organisations autochtones de mener à bien leurs propres recherches. C'est ainsi que notre Programme d'aide financière aux intervenants (PAFI) a financé 142 organismes, dont 126 étaient autochtones. Les projets de recherche entrepris avaient pour but de trouver des solutions aux problèmes faisant l'objet de notre mandat, et nous voulions entendre le plus grand nombre possible de ces intervenants durant notre dernière série d'audiences.

Nous estimions en outre que les conclusions et recommandations des organisations autochtones nationales, qui avaient bénéficié du tiers environ du budget du PAFI, revêtaient une importance particulière pour nos dernières audiences. Nous croyions enfin que la Commission se devait d'en apprendre plus sur les particularités du dossier autochtone au Québec.

On trouvera à l'annexe 4 la liste des groupes et des individus qui ont témoigné lors de nos audiences; ils sont répartis par province et territoire. Au cours des quatre séries, nous avons entendu 1 623 intervenants autochtones, soit 1 032 groupes, organisations ou gouvernements, et 591 particuliers. Les 444 intervenants non

autochtones se composaient de 361 groupes, organisations ou gouvernements et de 83 particuliers.

Notre mandat en tant que commission royale consistait notamment à encourager le dialogue et à favoriser la communication et une meilleure compréhension des questions autochtones. Un des moyens d'y parvenir était de publier des comptes rendus de nos quatre séries d'audiences publiques; ces documents pourront aussi permettre aux Canadiens de comprendre comment nous en sommes arrivés aux recommandations qui figureront dans notre rapport final l'an prochain.

Nous nous sommes aussi appuyés sur un certain nombre d'autres sources d'information et d'analyses. Citons notamment un important programme de recherche, des études sur le terrain effectuées dans un grand nombre de collectivités autochtones rurales et urbaines, des consultations spéciales avec les gouvernements et divers groupes autochtones, les travaux de recherches

financés par notre Programme d'aide financière aux intervenants, et les conclusions d'études antérieures sur les questions autochtones.

Au cours des 30 premiers mois de notre mandat, nous avons aussi organisé des tables rondes nationales et des consultations spéciales sur la justice, la santé, l'éducation, le développement économique, les Métis, les autochtones en milieu urbain, le suicide, les pensionnats, et la réinstallation des Inuit du nord du Québec dans l'Extrême-Arctique par le gouvernement fédéral dans les années 50. Les résultats de plusieurs de ces consultations ont déjà été publiés, et d'autres suivront.

Nous avons aussi publié des commentaires sur le droit à l'autonomie gouvernementale afin de susciter un débat et de proposer des orientations aux gouvernements. Nous avons diffusé à grande échelle des documents de réflexion destinés à resserrer le dialogue avec les intervenants et à donner un aperçu de l'évolution de notre pensée.

Si nos audiences sont terminées, cela ne veut pas dire que nos consultations le sont aussi. Tout au long de la rédaction de notre rapport final en 1994, nous continuerons de consulter les organisations autochtones et les gouvernements ainsi que des spécialistes indépendants afin de solliciter leurs vues au sujet des orientations possibles et des solutions que nous envisageons.

Nous tenons encore une fois à remercier tous ceux et celles, groupes et particuliers, qui ont

préparé des mémoires à notre intention et témoigné à nos audiences. Ils sont parvenus à donner un aperçu saisissant des problèmes esquissés dans notre mandat tout en nous proposant un large éventail d'idées et de

solutions. Il nous faut maintenant produire un rapport qui permettra de s'attaquer aux griefs historiques des peuples autochtones et qui fournira un cadre à de nouveaux rapports fondés sur la justice, l'égalité et le respect.

René Dussault, j.c.a.
Coprésident

Georges Erasmus
Coprésident

Introduction

La Commission royale sur les peuples autochtones avait quatre objectifs principaux en commençant sa quatrième et dernière série d'audiences, qui se sont tenues du 1^{er} novembre au 3 décembre 1993 : recueillir l'opinion des organisations autochtones nationales; entendre le plus possible de représentants d'organisations ayant préparé un mémoire avec le concours du Programme d'aide financière aux intervenants (PAFI) de la Commission; solliciter un large éventail d'opinions de la collectivité non autochtone sur les questions autochtones; et encourager une plus grande participation du Québec.

La Commission a atteint ces objectifs pendant ses trois semaines d'audiences tenues à Ottawa, Montréal, Vancouver, Winnipeg et Toronto (voir l'annexe 3). Les sept commissaires ont participé à la première semaine d'audiences à Ottawa, avec les organisations autochtones nationales. Pendant la deuxième semaine et comme pour les séries d'audiences précédentes, ils se sont répartis en trois groupes qui ont tenu des consultations respectivement à Vancouver, à Winnipeg et à Toronto. Finalement, deux commissaires ont participé à la dernière semaine d'audiences à Montréal.

Les commissaires ont par ailleurs participé à une consultation spéciale avec des représentants des Églises missionnaires du Canada. Cette consultation a porté sur le rôle passé et présent des Églises dans les collectivités autochtones du Canada, notamment sur la responsabilité des Églises à l'égard des pensionnats (voir l'annexe 1). La Commission a également reçu un mémoire du premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador, l'honorable Clyde Wells, que nous résumons à l'annexe 2.

Pendant la dernière série d'audiences, la Commission a entendu en tout 113 intervenants,

dont la plupart représentaient des organisations et des groupes bénévoles. Elle a accueilli en tout 68 intervenants non autochtones et 45 intervenants autochtones, ce qui veut dire que cette série d'audiences a été la première où la Commission a accueilli une majorité de non-autochtones. Étant donné la nature des intervenants et de leurs mémoires, les témoignages ont duré plus longtemps qu'aux audiences précédentes et ont souvent été suivis d'une longue période de discussion avec les commissaires.

Ce compte rendu de la quatrième série d'audiences est structuré comme les précédents et vise à rendre les témoignages accessibles aux personnes intéressées par les questions autochtones ou par les travaux de la Commission sans qu'elles aient à consulter les transcriptions. (On trouvera dans la postface des précisions sur ces transcriptions.) Nous nous sommes efforcés dans ce compte rendu de réunir sous des thèmes communs les domaines au sujet desquels de nombreux intervenants ont présenté des opinions similaires. Toutefois, à la différence des comptes rendus précédents, nous avons accordé une attention spéciale à l'opinion des organisations nationales autochtones exprimée pendant la première semaine de cette série d'audiences, ainsi qu'aux mémoires qu'elles et d'autres nous ont adressés avec le concours du PAFI.

Les premières audiences de la Commission avaient mis en relief la profonde détresse de nombreux autochtones qui avaient exposé en détail les problèmes de leurs communautés et commencé à esquisser des solutions. Suite aux deux premières séries d'audiences, la Commission avait formulé quatre *éléments clés+ qui semblaient constituer une synthèse des préoccupations fondamentales des intervenants.

Ces quatre éléments clés C l'autodétermination, la

guérison, l'autosuffisance et la relation entre autochtones et non-autochtones ont encore occupé une place importante dans les témoignages de la quatrième série d'audiences et ont servi à structurer bon nombre des mémoires.

La nature des groupes comparissant devant la Commission et l'appui que beaucoup ont reçu du PAFI ont exercé une certaine influence sur les témoignages recueillis. Bon nombre d'intervenants avaient préparé des mémoires ou des documents d'orientation exhaustifs, contenant maintes recommandations. Certains avaient étoffé des propositions qu'ils n'avaient qu'esquissées lors de comparutions antérieures. Cette fois, les discussions ont été plus axées sur des questions de fond et de portée nationale, suite à des débats entrepris dans les collectivités autochtones elles-mêmes. Les audiences antérieures avaient été plus orientées sur des questions d'intérêt local et avaient attiré une plus grande proportion d'intervenants autochtones.

Pendant toute cette dernière série d'audiences, les groupes autochtones ont continué de mettre l'accent sur l'autonomie gouvernementale, l'autodétermination, la concrétisation des droits issus de traités et l'autonomie. Les participants acceptent généralement les conclusions sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale formulées par la Commission dans son document intitulé *Partenaires au sein de la Confédération : Les peuples autochtones, l'autonomie gouvernementale et la Constitution*, mais ce n'est pas une question sur laquelle les intervenants non autochtones se sont penchés avec beaucoup d'attention.

Au sujet de la relation avec les non-autochtones, les intervenants autochtones ont surtout mis l'accent sur les engagements pris mais non respectés par les gouvernements et par les Canadiens non autochtones. L'une des préoccupations fondamentales des autochtones est

d'obtenir le règlement des revendications territoriales, la mise en oeuvre des traités et la reconnaissance concrète du droit à l'autonomie gouvernementale. En ce qui concerne la nouvelle relation souhaitée avec les non-autochtones, elle devrait avant tout reposer sur le respect mutuel, la bonne foi et l'égalité.

Pour ce qui est des participants non autochtones, ils ont surtout mis en exergue la participation, la coopération, la main tendue aux autochtones, et le dialogue entre les deux communautés. Bon nombre de groupes non autochtones reconnaissent le droit à l'autonomie gouvernementale mais se demandent comment il serait appliqué. Plusieurs ont exprimé des préoccupations sur les aspects pratiques des relations entre collectivités voisines, et certains, notamment au Québec, ont formulé des réserves au sujet des revendications autochtones ou se demandent s'il est vraiment utile d'élaborer les politiques d'aujourd'hui en fonction des torts du passé.

Des représentants des deux communautés ont exprimé des inquiétudes particulières au sujet de l'incidence des non-autochtones sur les territoires autochtones dans les zones de ressources naturelles du Nord ou isolées, et au sujet des droits ancestraux et des questions de gestion de la faune. On a constaté par rapport aux audiences antérieures un intérêt accru des deux communautés en ce qui concerne la cogestion des ressources et des territoires traditionnels non assujettis à un contrôle autochtone exclusif.

Les problèmes auxquels font face les autochtones handicapés et les jeunes ont suscité un intérêt particulier pendant cette série d'audiences. Quant aux femmes autochtones, leurs principales préoccupations sont les suivantes : la reconnaissance par leurs propres collectivités, les problèmes que continue de causer le projet de loi C-31 (loi de 1985 ayant modifié la *Loi sur les*

Indiens), la violence familiale, et la nécessité de préserver dans l'autonomie gouvernementale la protection de l'égalité des sexes garantie par la Charte.

Au Québec, on a souvent parlé de détérioration des relations entre les autochtones et les non-autochtones depuis la crise d'Oka, et de ce que deviendraient les droits ancestraux des autochtones dans un Québec souverain. Il convient de souligner à cet égard la déclaration faite devant la Commission par le Forum paritaire, groupe représentant des chefs de premières nations de la province et des dirigeants de plusieurs organisations non autochtones importantes favorables à la souveraineté.

On a proposé pendant la quatrième série d'audiences plusieurs sources éventuelles de revenus pour les gouvernements autochtones et on a longuement discuté des différentes démarches pouvant être envisagées en matière de développement économique. On continue cependant de percevoir chez les intervenants autochtones un fort consensus sur la nécessité de lier l'autonomie gouvernementale à une assise territoriale et à une reprise de contrôle de leurs ressources.

Dans leur dialogue avec les intervenants, les commissaires ont souvent demandé des précisions sur la mise en application des changements proposés en matière d'orientations et de législation, et sur l'établissement de la nouvelle relation d'égalité si ardemment souhaitée par les participants autochtones. Plusieurs idées ont été avancées à ce sujet, notamment la création d'une commission des traités inspirée du tribunal Waitangi de la Nouvelle-Zélande, la signature d'un traité national entre le gouvernement fédéral et les Premières Nations en guise de premier pas vers le renouvellement des traités, et l'établissement d'un processus bilatéral de négociation pour ce renouvellement des traités et le règlement des

revendications territoriales.

L'une des fonctions de la Commission est de favoriser le dialogue, la communication et la compréhension au sujet des questions autochtones.

Comme l'a montré la quatrième série d'audiences, c'est un but que partagent de nombreux groupes et individus au Canada, autochtones ou non. Les comptes rendus de nos audiences sont l'une des méthodes que nous utilisons pour nous acquitter de cette tâche. Ils permettront peut-être aussi de familiariser la population canadienne avec ce qu'ont vécu les commissaires pendant les deux premières années de leur mandat et de lui expliquer comment nous sommes parvenus aux recommandations que nous formulerons dans notre rapport final.

La quatrième série d'audiences

Organisations autochtones nationales

Assemblée des premières nations

L'Assemblée des premières nations (APN), représentant les Indiens inscrits et les signataires de traités parmi plus de 600 premières nations réparties dans tout le pays, souhaite de nouvelles relations entre les autochtones et les non-autochtones, fondées sur le principe de la coexistence et sur les traités signés avec la Couronne.

Témoignant devant la Commission au complet, l'APN a formulé un ensemble exhaustif de recommandations concernant les principes généraux des droits issus des traités et de l'autodétermination, et elle a avancé des propositions précises sur l'application de ces principes dans la vie des autochtones.

Son mémoire contenait 168 recommandations touchant quasiment chaque aspect du mandat de la Commission. Étant donné leur ampleur, bon nombre des propositions de l'APN sont présentées dans les chapitres thématiques de ce compte rendu.

Les premiers porte-parole de l'APN ont été un groupe d'anciens présidé par Violet McGregor, une ancienne de la réserve de Birch Island. Son message concernait l'importance de la préservation des langues autochtones, des liens entre les autochtones et la terre, et de l'enseignement des ancêtres.

*Nous devons apprendre aux jeunes qui occupent aujourd'hui des fonctions officielles à comprendre leur langue, leur histoire et leur culture... Nous ne pouvons pas fonctionner avec les règlements de la société blanche car cela ne marche pas pour nous+,

dit M^{me} McGregor. *Il nous faut nos propres règlements, adaptés à nos besoins, parce que nous sommes des peuples différents. Nos sociétés ne sont pas les mêmes que la société blanche et ne le seront jamais. Quoi que nous fassions, nous ne serons jamais cette race de gens car nous avons reçu le don d'être des gens différents. Nous sommes un peuple différent.+

L'ancienne Rose Fox, une enseignante à la retraite, a rappelé l'époque où les écoles fonctionnaient uniquement en anglais et où les élèves autochtones recevaient le fouet s'ils disaient un seul mot dans leur langue autochtone.

Tobaonakwut Kinew (Peter Kelly), un ancien qui est aussi le grand chef du Traité n° 3, a évoqué les difficultés auxquelles ont fait face les anciens qui ont voulu enseigner les langues autochtones dans des écoles où ils devaient se conformer aux méthodes d'enseignement de l'Ontario. Il a parlé du lien entre la langue et la terre, qui se transmet de génération en génération mais qui est aujourd'hui menacé. Les enfants ojibwa développaient une relation inhérente avec l'eau et avec la nécessité de pêcher mais, a-t-il ajouté, *comme la langue n'est plus là, ce lien inhérent n'est plus là non plus+.

Le chef Ovide Mercredi a dit que l'APN voulait éviter dans son témoignage de ressasser les griefs du passé ou de mettre l'accent sur les problèmes sociaux et les injustices historiques. Il a évoqué avec optimisme les nouvelles chances qui s'offrent aux premières nations suite aux élections fédérales, étant donné les engagements pris par le Parti libéral envers les autochtones. Toutefois, a-t-il précisé, il ne faut pas que le nouveau gouver-

nement se serve de la Commission royale pour temporiser, et il a invité celle-ci à accélérer son travail dans les secteurs prioritaires, par exemple la recherche de nouvelles politiques pour remplacer celle de l'extinction des droits et la mise en oeuvre du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale.

Le message primordial de l'APN C message déjà exprimé par bon nombre d'intervenants lors des audiences précédentes C portait sur la nécessité de rétablir les relations issues des traités entre les peuples autochtones et non autochtones du Canada, d'une manière qui soit compréhensible par les premières nations. Tony Mercredi, grand chef du Traité n° 8, en Alberta, a exposé cette position en détail devant la Commission :

Quand nous avons eu nos premiers contacts avec les Européens, nous leur avons offert notre amitié et nous avons conclu des ententes ou des traités pour pouvoir coexister sur cette terre. Le principe fondamental de ces traités était celui de la coexistence. C'est encore un principe crucial dans notre interprétation des relations à l'intérieur du Canada d'aujourd'hui.

Nous devons apprendre à vivre côte à côte, sans chercher à nous contrôler ou à nous dominer. Telle doit être la base de nos nouvelles relations.

Depuis les premiers contacts, nous sommes considérés comme des peuples distincts, ayant des langues, des cultures, des traditions, des institutions gouvernementales et des économies distinctes. Il faut respecter ces différences et accepter le fait que nous avons le droit à l'autodétermination pour assurer l'épanouissement de nos peuples.

En tant que nations distinctes, nous ne sommes pas inférieurs aux autres sociétés du monde. Il faut reconnaître et respecter la manière particulière dont nous envisageons notre relation avec cette terre, une relation importante pour la survie de l'humanité.

Le chef Mercredi a parlé de l'amertume qu'ont ressentie les autochtones quand ils ont été exclus de cette terre qui était essentielle à leur mode de vie, et il a évoqué la litanie de promesses brisées et de politiques destructrices qu'ont connues les autochtones.

Je veux que tous ceux qui nous écoutent se mettent à notre place et ressentent notre besoin crucial d'assurer le respect des traités, dans l'intérêt de nos peuples, par respect pour nos ancêtres, et pour rétablir l'honneur du Canada, détenteur d'obligations envers les nations signataires de traités.

Envers et contre tout, nos peuples ont miraculeusement survécu à l'oppression et à la colonisation. Nous avons résisté à l'assimilation complète de nos identités culturelles, de nos langues, de nos institutions traditionnelles de gouvernement et de nos économies. Nous sommes maintenant sur le chemin de la renaissance et de la guérison de nos peuples et de nos nations.+

Il a rappelé comment les autochtones avaient accordé l'accès à leurs terres, dans un esprit d'amitié et de partage, pour se retrouver en fin de compte dépossédés de leurs terres ancestrales et réduits à la pauvreté. *Toute nouvelle relation avec le peuple du Canada doit également être fondée sur le principe du partage. Il est temps de mettre un terme aux politiques d'exclusion et de rejet des

premières nations.+

Les traités ne reflétaient pas une relation à sens unique imposée par les gouvernements des colonisateurs européens sur nos terres ancestrales. Ils ont toujours été et seront toujours l'expression d'une relation fondée sur les principes fondamentaux de la confiance, du partenariat et du respect mutuel. Voilà pourquoi nos traités sont tellement importants pour nous. Ils doivent rester l'assise de toute nouvelle politique formulée pour l'avenir, comme cela en avait toujours été l'intention à l'origine.

Partant de cette approche fondamentale, l'APN a formulé une série de recommandations concernant les traités. Il s'agit notamment d'obtenir la reconnaissance fédérale du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale et de la relation historique de nation à nation entre les premières nations et la Couronne, dont témoignent les traités existants; de consacrer dans la Constitution cette relation issue des traités; et de créer un processus de révision des traités avec la participation des gouvernements et nations concernés.

L'APN a proposé que les deux parties mettent sur pied un tribunal des traités qui serait chargé de résoudre les litiges concernant la mise en oeuvre des traités. Elle recommande la nomination d'un commissaire aux traités convenant aux deux parties pour chaque territoire touché par un traité, afin qu'il joue le rôle d'intermédiaire entre le gouvernement fédéral et les premières nations.

Pendant la discussion avec les représentants de l'Assemblée, les commissaires se sont concentrés sur les questions relatives aux traités. L'une de ces questions concernait le fait de savoir pourquoi les autochtones ne réclament pas le même accès aux services publics que les autres Canadiens, en vertu

des droits de la personne, que l'accès à ces services soit ou non un droit issu des traités. Le chef Mercredi a répondu qu'il s'agit là d'une question de droits collectifs des autochtones et pas simplement de droits individuels.

*Si nous acceptions votre thèse que toutes nos revendications sont des questions de droits de la personne, cela voudrait dire que nous accepterions de renoncer à notre identité collective. Nous devrions renoncer à notre histoire et à notre patrimoine. Il faudrait brûler le mémoire que nous vous avons remis au sujet de la renaissance de notre état de nation.

Nos peuples voient différemment leur situation au Canada. La seule raison pour laquelle les droits issus des traités ne nous donnent pas le pouvoir d'accéder aux services publics dont vous parlez est que le gouvernement ne les reconnaît pas comme des services de même qualité et de même niveau, mais cela ne veut pas dire qu'il a raison.

Le fait qu'il ne les reconnaisse pas [les droits issus des traités] n'est pas une raison valable pour nous y faire renoncer, dans le simple but de jouir du même niveau de droits que les autres Canadiens... La source de nos droits n'est pas consacrée par une loi fédérale, comme la *Loi sur la santé*, par exemple. La source de nos droits se trouve dans notre propre histoire, notre propre culture. Et nous voulons préserver cela pour l'avenir.

Si nous renonçons aux traités ou si nous reconnaissons simplement que les traités ne nous donnent pas, par exemple, des soins de santé de même niveau et de même qualité que ceux auxquels nous aurions droit en invoquant les droits de la personne, cela représenterait pour nous

un renoncement, au sens le plus absolu du terme.

Un commissaire a expliqué que la Commission s'efforce de trouver une alternative à la *Loi sur les Indiens* et il a demandé à l'APN si elle appuierait la négociation d'un traité national entre le gouvernement fédéral et les premières nations, pour interpréter l'article 35 de la Constitution et le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale.

Le chef Mercredi a répondu que le désir des premières nations est que les traités soient respectés, certes, mais qu'aucune ne souhaite à son avis un traité national. Il a dit que l'Assemblée espère mettre sur pied un processus bilatéral avec le gouvernement fédéral pour établir un programme de réforme fondé sur la discussion et la négociation et comprenant un plan d'action garantissant le respect des traités et l'application du droit inhérent.

Les autres thèmes abordés par l'APN sont l'éducation, la terre, les ressources, la fiscalité et l'environnement. S'inspirant du mémoire de l'Assemblée, les représentants de l'APN revendiquent le droit des premières nations à assumer le contrôle de ces secteurs, eu égard à leur droit à l'autonomie gouvernementale.

En matière d'éducation, l'APN demande aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de sortir de ce champ de compétence pour ce qui est des premières nations. En ce qui concerne la terre, elle demande que ces gouvernements veillent à ce que les premières nations aient une assise territoriale adéquate pour garantir l'accès à leurs territoires traditionnels et le plein exercice de leurs droits ancestraux et de leurs droits issus des traités en matière de chasse, de pêche, de piégeage et de cueillette.

Dans son mémoire, l'APN étend les principes

d'autodétermination et de contrôle autochtones à des domaines tels que la santé, le logement, la justice, la culture et le développement économique.

Elle propose la création de nouvelles institutions, notamment une agence nationale de développement économique des premières nations, un établissement financier des premières nations, une commission de l'eau des premières nations, un conseil national d'éducation autochtone, et une fondation des langues et de l'alphabétisation des premières nations.

Conformément à la politique qu'elle défend depuis de nombreuses années, l'APN recommande par ailleurs dans son mémoire que les gouvernements du Canada conviennent que le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale est le fondement de toutes les politiques, lois et relations concernant les premières nations.

Le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale devrait être explicitement reconnu et protégé par la Constitution du Canada, dit l'APN, même s'il fait déjà partie des droits issus de traités protégés par l'article 35. Un tel amendement est nécessaire pour garantir que tous les gouvernements du Canada respectent l'autorité juridique des gouvernements des premières nations, fondée sur le droit inhérent.

L'APN recommande l'abolition progressive de la *Loi sur les Indiens*, la transition vers l'autodétermination devenant une priorité absolue pour tous les gouvernements du Canada. Elle affirme cependant que la responsabilité de fiduciaire des gouvernements fédéral et provinciaux à l'égard des premières nations devrait être maintenue étant donné qu'elle ne découle pas de la *Loi sur les Indiens*.

En matière de compétence juridique, l'APN affirme que les Canadiens ont un choix à faire : ou ils reconnaissent les compétences autochtones et

prennent des dispositions pour une transition ordonnée vers l'autonomie gouvernementale, ou les premières nations assument unilatéralement ces compétences sans discuter ou négocier avec les autres gouvernements. Elle recommande aux gouvernements fédéral et provinciaux de se retirer de tous les domaines au sujet desquels les premières nations veulent exercer leur pleine compétence juridique, et elle propose que la compétence autochtone soit reconnue au moyen d'ententes négociées *pour garantir la paix sociale+.

Inuit Tapirisat du Canada

L'Inuit Tapirisat du Canada (ITC) a centré son témoignage sur l'autonomie gouvernementale et l'autodétermination, en demandant que les préoccupations des Inuit soient traitées séparément de celles des autres autochtones. L'ITC a présenté un mémoire préliminaire contenant 48 recommandations, en promettant d'adresser un rapport final à la Commission d'ici mars 1994.

Rosemarie Kuptana, présidente de l'ITC, a parlé du malaise que ressentent les Inuit quand on les qualifie d'autochtones, et des problèmes que cela a causés à son peuple.

*Trop souvent, qualifier d'autochtones les préoccupations des Inuit les amène à disparaître dans le labyrinthe de la plupart des gouvernements et des tribunes consacrées aux questions autochtones. À bien des égards, l'étiquette "autochtone" est plus un obstacle qu'une aide. Elle banalise le caractère distinct de notre peuple et sert trop souvent à justifier la limitation ou la négation de notre droit fondamental à déterminer notre avenir en tant que peuple et à avoir des relations d'égal à égal avec les autres peuples.

*Cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas un peuple autochtone, au sens où cette expression est

utilisée au Canada. Cela ne veut pas dire que nous nous dissociions des autres autochtones. Cela veut dire plutôt que, pour les Inuit, être qualifiés de peuple autochtone a trop souvent abouti à ne pas reconnaître leur caractère distinct. Par définition, les Inuit se distinguent des autres peuples, y compris des autres autochtones, par la langue, la culture, les terres, les valeurs et la manière de penser... Voilà les différences qui font de nous un peuple.+

M^{me} Kuptana expose ensuite le droit des Inuit à l'autodétermination, mais elle souligne que les Inuit ne souhaitent pas se séparer du Canada; ils souhaitent plutôt y être des partenaires égaux. Elle demande à la Commission de reconnaître le statut des Inuit comme peuple distinct et de consacrer aux préoccupations inuit une partie distincte de chaque chapitre de son rapport final, pour que celles-ci ne disparaissent pas dans le labyrinthe gouvernemental.

Elle critique la situation actuelle à laquelle font face les Inuit, et le rôle des gouvernements qui en sont à l'origine. *La question de l'autonomie gouvernementale sous-tend pratiquement chaque grande question stratégique, depuis le développement économique jusqu'à la justice ou à la santé C tout autant que la responsabilité de fiduciaire de la Couronne envers les Inuit+, dit-elle. *Cela s'explique par le fait que la négation de nos droits collectifs par les gouvernements fédéral et provinciaux a pesé sur quasiment chaque aspect de notre vie. Ces gouvernements se sont permis de régenter nos vies sans notre consentement, et cela menace notre culture et notre existence même en tant que peuple.

Notre peuple souffre mais le chemin qui nous ramènera à l'autosuffisance exige que le reste du Canada partage avec nous comme nous avons partagé avec lui. Nous ne pouvons redevenir autosuffisants

sans reprendre un certain contrôle de nos propres ressources C notre terre, nos ressources renouvelables et non renouvelables, et les revenus provenant de notre territoire. Or, la structure actuelle de traitement des revendications territoriales est trop restreinte pour permettre ce cheminement. La question de l'autonomie gouvernementale doit être réglée et nos intérêts ne peuvent être sacrifiés dans les coupures budgétaires.

En bref, ce qui caractérise la relation actuelle entre les Inuit et le Canada est essentiellement l'inégalité de pouvoir, ce qui fait que les droits des Inuit ont trop souvent été ignorés, et les pouvoirs inuit, usurpés par des gouvernements que nous ne contrôlons pas.

En fin de compte, la restructuration de la relation de pouvoir, pour garantir notre égalité à l'échelle collective, ne pourra se faire sans un partage des ressources et un partage du pouvoir législatif.

Nous attendons le jour où le Canada nous reconnaîtra officiellement comme peuple ayant droit à l'autodétermination. Nous attendons le jour où notre droit inhérent à l'autonomie gouvernementale sera exprimé dans la Constitution. Nous attendons le jour où nous pourrions assumer une certaine responsabilité de gouvernement face aux problèmes et préoccupations de nos collectivités. Nous attendons le jour où nous aurons une relation continue avec les autres gouvernements canadiens fondée sur la reconnaissance de notre droit à être au Canada un peuple ayant des droits égaux à ceux des autres peuples.

Dans son mémoire, l'ITC promet de traiter de l'extinction des droits dans son rapport final. Toutefois, pendant la discussion, M^{me} Kuptana

mentionne que le Parti libéral avait promis dans son document d'orientation de 1993 d'abandonner la clause d'extinction globale conditionnant actuellement les négociations sur les revendications territoriales. Elle dit qu'il serait injuste que cette promesse ne s'accompagne pas d'une réouverture des ententes actuelles sur les revendications territoriales.

L'ITC souligne la préférence des Inuit pour un régime de gouvernement public et non ethnique couvrant un territoire complet, par opposition à des gouvernements ethniques ayant des pouvoirs et des territoires limités. Elle évoque le risque de conflit entre cette notion inuit de l'autonomie gouvernementale et l'opinion généralement acceptée au Canada que les droits autochtones reposent sur des droits préexistants, et elle demande à la Commission d'effectuer une analyse de cette question sous l'angle des droits de la personne.

Un commissaire demande ce que pense l'ITC de la proposition du Conseil national des autochtones du Canada d'adresser un renvoi devant la Cour suprême du Canada sur l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* et le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale. M^{me} Kuptana répond que les Inuit ont toujours préféré négocier avec le gouvernement canadien sur un large éventail de questions, dont les amendements constitutionnels. Elle évoque le risque d'un jugement négatif mais ajoute : *je pense que le climat politique actuel est favorable à l'acceptation de la majeure partie des revendications inuit en matière d'autonomie gouvernementale, notamment à la reconnaissance du droit inhérent tel qu'il est actuellement exprimé dans la Constitution canadienne+. Les Inuit n'en réclament pas moins un énoncé explicite de ce droit dans la Constitution canadienne, dit-elle, pour éviter l'ambiguïté qui règne actuellement.

Dans son mémoire, l'ITC réitère la volonté des Inuit d'être traités comme société distincte au sein

de la collectivité autochtone du Canada, et il expose son argument en faveur du traitement de la question de l'autonomie gouvernementale sous l'angle des droits de la personne.

L'autodétermination n'est pas définie comme un droit ethnique à l'échelle internationale. C'est un droit fondamental des peuples, pas des groupes ethniques. Ce principe constitue probablement l'assise d'une reconnaissance du droit des Inuit à négocier des formes de gouvernement non ethniques puisque le droit à l'autodétermination peut se concrétiser de plusieurs manières, par exemple par l'association avec d'autres nations ou la participation aux tribunes internes des États reconnus.

L'ITC affirme dans son mémoire qu'il convient de faire une distinction entre le souci de protéger les pratiques autochtones traditionnelles et la reconnaissance constitutionnelle des droits humains des Inuit. Cela refléterait l'opinion que *l'autonomie gouvernementale est plus qu'un droit ancestral ou un droit ethnique; c'est aussi un droit fondamental des peuples autochtones, en tant que peuples; cela éviterait les arguties sur l'extinction des droits [...] et l'incohérence qu'il y aurait à assujettir le droit fondamental à l'autonomie gouvernementale à la réglementation d'un autre ordre de gouvernement.+

*Bien que les pratiques traditionnelles soient importantes pour protéger la culture, un peuple ne peut survivre sans la liberté de déterminer ses propres valeurs sociales, économiques et politiques (tout en respectant les droits des autres peuples).+

Le mémoire de l'ITC traite longuement de l'objectif inuit d'accroître l'autosuffisance régionale, et de la nécessité d'assurer un contrôle inuit local et

régional pour garantir la préservation et la gestion de l'environnement arctique et des ressources renouvelables, dans l'intérêt des générations actuelles et futures. L'ITC demande en particulier au gouvernement fédéral d'élaborer et de financer des programmes de soutien de la chasse et de la pêche pour en faire des *instruments supérieurs capables de renforcer la viabilité économique et culturelle des collectivités autochtones+.

*Le secteur des ressources renouvelables C fondé sur la chasse, le piégeage et la pêche C est crucial pour les Inuit, tant sur le plan culturel que sur le plan économique, dit l'ITC. Mais ces activités coûtent de l'argent et, bien qu'elles assurent généralement un approvisionnement alimentaire abondant et précieux, elles ne permettent pas aux chasseurs d'obtenir suffisamment de revenus en espèces pour subvenir à leurs besoins et acheter leur matériel de chasse... Beaucoup d'Inuit craignent que les compétences et connaissances qu'il faut une vie complète pour acquérir ne soient perdues pour les générations futures. Cela aurait de graves conséquences culturelles et économiques.+

Dans son mémoire, l'ITC relie la pauvreté et le chômage aux problèmes sociaux des collectivités inuit et réclame des programmes de soutien du revenu pour les chasseurs et des programmes efficaces de création d'emplois pour contribuer à la résolution des problèmes sociaux.

Avant les premiers contacts avec les Européens, les Inuit vivaient en harmonie avec le monde. Notre existence dépendait de notre aptitude à interpréter les caractéristiques du monde naturel. Nous pensions être entourés par des forces naturelles et surnaturelles que nous ne pouvions totalement contrôler... La relation dynamique et complexe qui existe entre les êtres humains, l'environnement et le monde naturel est un défi constant.

ronnement et les autres êtres vivants se trouvait au coeur de la religion inuit... Nous pensions que le monde contenait aussi bien de bons esprits que de mauvais, sur lesquels les chamans pouvaient exercer une influence positive...

Tout cela a changé avec l'arrivée des Européens dans le Grand Nord, car ils ont apporté avec eux des institutions non inuit comme l'Église, l'État, la technologie moderne, de nouvelles valeurs et traditions, des lois étrangères et une pléthore de problèmes sociaux. À cause de cela, nos familles et nos collectivités souffrent aujourd'hui de pathologies sociales comme l'alcoolisme, la violence familiale, la violence sexuelle envers les enfants et le suicide. Bon nombre de nos collectivités font face à de graves difficultés sociales et économiques.

Les gouvernements devraient adopter une démarche plus holistique face aux problèmes des collectivités inuit, dit l'ITC, et les Inuit devraient obtenir l'autonomie et des ressources adéquates pour s'attaquer à ces problèmes.

Ralliement national des Métis

Le Ralliement national des Métis (RNM) dépose devant la Commission un rapport exhaustif de 230 pages contenant 33 recommandations. Ce rapport, dit le RNM, *constitue un message adressé par la nation métisse à l'État et au peuple du Canada sur la manière dont les Métis envisagent leur intégration à la fédération canadienne à l'aube du XXI^e siècle+.

Gerald Morin, président du RNM, présente le rapport à la Commission accompagné de cinq chefs métis qui sont ministres au sein du Ralliement national des Métis. Le rapport est axé sur la lutte

des Métis pour faire reconnaître leur identité individuelle et nationale, pour obtenir une assise territoriale et des ressources, pour être reconnus par les autorités fédérales comme un peuple autochtone et une collectivité nationale distincte, et pour atteindre l'autodétermination par le truchement de l'autonomie gouvernementale.

La principale recommandation du rapport est que les gouvernements agissent de concert avec le RNM pour mettre en oeuvre l'Accord relatif à la nation métisse, négocié à l'époque de l'Entente de Charlottetown pour assurer la reconnaissance constitutionnelle des Métis et créer un processus législatif d'évolution vers l'autonomie gouvernementale. Le RNM estime que les dispositions de l'accord pourraient être mises en oeuvre dès maintenant au moyen d'ententes tripartites, sans modification constitutionnelle.

Comparaissant devant la Commission, M. Morin souligne que le point de départ fondamental pour les Métis est *la reconnaissance que nous sommes une nation métisse distincte établie sur la patrie métisse dans l'Ouest canadien. En tant que peuple métis, nous avons comme les autres autochtones le droit inhérent de gouverner nos collectivités et de déterminer notre destin... Voilà l'essentiel de ce qu'il faut reconnaître.+

M. Morin est optimiste à ce sujet étant donné l'appui exprimé par le Parti libéral durant la campagne électorale et par les 10 premiers ministres des provinces lors d'une réunion récente à Baddeck, en Nouvelle-Écosse. *Au moment où nous nous parlons, dit-il, nous avons un nouveau gouvernement fédéral et 10 premiers ministres provinciaux dont le point de départ est la reconnaissance du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale.+

Le président du RMN explique ensuite comment la nation métisse a concrétisé le droit à l'autonomie

gouvernementale en forgeant ses propres institutions et structures de gouvernement à l'échelle locale, régionale et provinciale, et en créant des organisations affiliées pour dispenser des services à la population métisse. Les associations provinciales évoluent peu à peu vers la formation d'assemblées législatives à mesure que les Métis avancent vers une autonomie gouvernementale accrue et s'affirment dans divers champs de compétence.

*Nous aimerions que l'on apporte un amendement à la Constitution pour indiquer clairement que nous avons le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale, dit-il. Mais c'est quelque chose dont nous nous occuperons sérieusement plus tard... Pour le moment, nous pouvons aller de l'avant dans le cadre constitutionnel existant.+

M. Morin évoque les efforts déployés par les Métis pour relancer les discussions sur l'Accord relatif à la nation métisse avec le gouvernement fédéral, les Territoires du Nord-Ouest et les cinq provinces qui avaient souscrit à l'accord : l'Ontario, les trois provinces des Prairies et la Colombie-Britannique. Il précise que l'accord portait sur toutes les grandes questions qui permettraient aux Métis de s'épanouir, notamment sur des mécanismes d'autonomie gouvernementale, sur l'établissement d'un processus de règlement des revendications territoriales, sur le recensement et l'enregistrement des Métis, et sur la création d'un processus de transfert des programmes et services gouvernementaux aux instances métisses.

L'accord pourrait être adapté pour tenir compte du fait qu'il n'y a pas eu de changement constitutionnel, puis mis en vigueur simplement par le truchement d'une législation habilitante adoptée par les assemblées provinciales et par le Parlement. Après l'adoption de cette législation, ses dispositions pourraient être mises en vigueur au moyen de pourparlers tripartites dans chaque

province et territoire, comme cela s'est fait pour les ententes déjà signées par les gouvernements métis dans les trois provinces des Prairies.

*L'accord relatif à la nation métisse avait été accepté, souligne-t-il. Nous l'appuyons toujours. Des pourparlers tripartites se tiennent dans certaines provinces et nous voulons continuer ce processus dans les autres. Il s'agit simplement d'avancer dans cette voie, à condition que les gouvernements fédéral et provinciaux en aient la volonté politique.+

M. Morin rappelle comment Louis Riel et le peuple métis avaient déclaré la création d'un gouvernement provisoire métis en 1869 puis entamé des négociations sur l'entrée de la nation métisse dans la Confédération. *Nous sommes fidèles à Louis Riel en affirmant l'existence de nos propres gouvernements, en instaurant nos propres structures gouvernementales, en déployant notre drapeau et en définissant les principes en fonction desquels nous négocierons les modalités précises de notre entrée dans la Confédération canadienne.+

Pendant leur témoignage, les chefs métis qui prennent la parole après M. Morin abordent les principales questions mentionnées dans le rapport du RNM. Ernie Blais, président de la Fédération métisse du Manitoba, traite de la question des terres. Cette question est examinée en détail dans le rapport du RNM, qui fait le point sur les recherches entreprises depuis les années 70 sur la manière dont les Métis ont été dépossédés de leurs droits fonciers au XIX^e siècle à cause des attermolements de l'administration fédérale et des abus généralisés du système des titres fonciers. Ces abus se sont produits sur le territoire aujourd'hui occupé par la Saskatchewan et l'Alberta, ainsi qu'au Manitoba.

M. Blais souligne que l'on avait promis aux Métis, dans la *Loi de 1970 sur le Manitoba*, 1,4 million

d'acres en contrepartie de l'extinction des titres de propriété indiens dans la nouvelle province. Ces d'acres de terre n'ont jamais été cédées, dit-il, parce que le gouvernement fédéral a bafoué ses responsabilités de fiduciaire. En conséquence, les Métis estiment que la cession de leurs titres fonciers était nulle et non avenue et que leur titre ancestral reste intact.

M. Blais invite la Commission à déclarer dans son rapport final que le titre ancestral des Métis n'est pas éteint, et à encourager le gouvernement à négocier une entente-cadre pour que des négociations puissent se tenir sur les revendications territoriales des Métis. Dans son propre rapport, le RNM recommande l'instauration d'un processus de revendications métisses distinct du processus des revendications globales des premières nations. Il affirme qu'un territoire métis devrait être établi par le transfert des terres de la Couronne ou par l'achat de terres.

Gary Bohnet, président de la nation métisse des Territoires du Nord-Ouest, demande à la Commission de recommander que les lois et règlements relatifs à la faune soient modifiés de façon à consacrer le droit ancestral des Métis à exploiter et à utiliser les ressources correspondantes.

Beaucoup trop de gouvernements [...] avancent l'idée que la chasse, la cueillette et la pêche sont des privilèges consentis aux Métis. Ce ne sont pas des privilèges, ce sont des droits fondamentaux que les Métis exercent depuis qu'ils existent et qu'ils continueront d'exercer.

Quand on parle de terres et de ressources, on s'imagine souvent que les Métis ont moins de droits que certains autres peuples autochtones du pays. Nos droits coexistent avec ceux des autres autoch-

tones. Nous avons besoin de fermes recommandations à ce sujet de votre part, commissaires, dans votre rapport final.

Les commissaires demandent aux témoins d'expliquer pourquoi ils tiennent à ce que les services destinés aux Métis des régions urbaines soient fournis par le truchement d'organisations métisses plutôt que selon un système universel ne tenant pas compte du statut, comme le propose le Conseil national des autochtones du Canada. M. Morin répond qu'il y aurait une contradiction flagrante de la part du gouvernement fédéral à reconnaître le droit inhérent des Métis à l'autonomie gouvernementale tout en refusant de traiter avec des gouvernements métis.

Un commissaire précise que bon nombre de prestataires de services ont exprimé le désir d'un système universel ne tenant pas compte du statut, afin d'en préserver l'indépendance par rapport aux organisations politiques autochtones. M. Morin répond que cette opinion a souvent été exprimée par les gouvernements, et il appelle cela "deux poids, deux mesures" puisque personne ne s'attend à ce que les ministères soient détachés du contexte gouvernemental fédéral ou provincial.

Il faut que les gouvernements cessent de vouloir tout contrôler, dit-il. *Certes, il se peut que nous connaissions des échecs, dans certains cas, et nous ferons probablement des erreurs [...] mais nous devons avoir le droit de faire nos propres erreurs. Nous devons avoir le droit de tomber de temps à autre et de nous relever tout seuls. Cela fait partie du processus requis pour apprendre à se gouverner comme peuple et comme nation.+

Un commissaire demande ensuite s'il y a des cas où une structure comprenant plus que des Métis pourrait être adéquate. M. Morin répond que les Métis ne s'opposent pas à la collaboration dans certaines circonstances, notamment au niveau

communautaire, mais qu'il faut d'abord assurer le respect fondamental des gouvernements indiens, métis et inuit.

Invitée à dire si les Métis accepteraient d'avoir le même genre de représentation que les autres autochtones au sein des conseils consultatifs gouvernementaux, Sheila Genaille, présidente du Ralliement national des femmes métisses, répond par l'affirmative. Elle ajoute qu'il s'agit là d'une question d'égalité, les Métis ne voulant plus être considérés comme des *Canadiens de troisième classe et des autochtones de deuxième classe+.

Dans son mémoire, le RNM présente un aperçu exhaustif de l'histoire des Métis et de leurs relations avec les gouvernements fédéral et provinciaux; il expose également les arguments en faveur du recensement et d'un registre national des Métis du Canada, et il avance de nombreux éléments justifiant le titre ancestral revendiqué par les Métis et confirmant les mesures prises par les gouvernements pour provoquer l'extinction de ce titre, notamment le système des *scrips*.

Il propose par ailleurs un modèle d'autonomie gouvernementale à l'échelle locale, régionale et nationale comprenant des propositions de développement social et culturel de la nation métisse, de réforme judiciaire et de protection environnementale. Comme nous l'avons déjà indiqué, bon nombre des 33 recommandations concernent la mise en oeuvre de l'Accord relatif à la nation métisse.

Le RNM mentionne par ailleurs dans son mémoire trois obstacles fondamentaux à l'épanouissement de la société métisse : le déni de l'identité métisse, le déni de la responsabilité fédérale d'agir au nom des Métis, et le déni d'une assise territoriale. L'incapacité du gouvernement de tenir des statistiques exactes sur les Métis, ajoute-t-il, a entraîné un *double désavantage par rapport aux

collectivités indiennes+ : les Métis ont été écartés des programmes du ministère des Affaires indiennes et du Nord, et ils ont dans l'ensemble été privés de l'accès aux programmes dispensés sans considération du statut.

Après la reconnaissance officielle, le RNM réclame que l'on accorde la priorité au recensement et à l'enregistrement des Métis, et à l'acceptation par le gouvernement fédéral de ses responsabilités constitutionnelles et fiduciaires en matière de résolution des revendications territoriales des Métis dans l'Ouest canadien.

Dans le cadre de ses recommandations sur l'autonomie gouvernementale et sur le contrôle des programmes par les Métis, le RNM formule plusieurs propositions pour que le gouvernement fédéral garantisse aux Métis un traitement comparable à celui des autres autochtones. Il propose notamment que le gouvernement fédéral finance les études des Métis, y compris l'enseignement postsecondaire, assume la responsabilité des services de santé dispensés aux Métis, prenne des mesures pour rehausser la participation des Métis au système judiciaire, et prenne des mesures spéciales, avec la nation métisse, pour préserver la langue métisse. Dans chacun de ces domaines, ajoute-t-il, les services devraient dans toute la mesure du possible être élaborés et gérés par les Métis eux-mêmes.

Association nationale des centres d'amitié

La principale question soulevée par l'Association nationale des centres d'amitié (ANCA) concerne le lien entre le rôle traditionnel des centres d'amitié comme prestataires de services en milieu urbain et la nécessité d'assurer la représentation politique des autochtones des collectivités urbaines.

L'ANCA présente à la Commission un rapport

exhaustif et détaillé sur les implications de l'autonomie gouvernementale urbaine et sur le rôle futur des centres d'amitié. Sans tirer de conclusions définitives, l'Association souligne qu'il faut que les autochtones des collectivités urbaines et les centres d'amitié participent aux futures discussions sur l'autonomie gouvernementale.

Elle expose ensuite en détail les activités des 111 centres d'amitié qu'elle représente, en mettant l'accent sur la croissance rapide de la population autochtone urbaine. Selon ses estimations, 600 000 autochtones sont directement desservis par les centres. Wayne Helgason, président de l'ANCA, précise que plus de 70 % des 1,1 million d'autochtones du Canada ne vivent pas sur les réserves et n'ont donc pas accès aux programmes fédéraux destinés aux autochtones, par exemple à ceux du ministère de la Santé.

Darlene Cardinal, trésorière de l'ANCA, parle du prix que les centres d'amitié attachent à leur politique de prestation de services sans considération du statut. *Ils ne font aucune ségrégation, ni aucune discrimination, ils ne tournent le dos à aucun autochtone, aucun non-autochtone... Les centres d'amitié considèrent que toute personne a sa valeur, son prix, sa fierté et ses sentiments. Les gens qui utilisent les centres d'amitié ne sont pas simplement une clientèle ou un groupe-cible, ce sont des membres d'une même famille. La notion de famille élargie est centrale dans la vie des autochtones.+

Terry Doxtator, directeur général de l'ANCA, précise pourquoi cette politique d'accès libre est nécessaire. *Nous devons avoir dans les collectivités urbaines un mécanisme de prestation de services accessible sans que l'on doive prouver son identité, sans que l'on doive déclarer à la porte "je suis un Indien inscrit" ou "je n'ai pas de carte" ou "je suis métis" ou "je suis inuit" ou "j'arrive d'une réserve". Les conditions de vie en milieu urbain

sont bien trop dures pour qu'on commence à discuter de séparer les services en fonction des différents groupes.

*Nous avons des dossiers sur la manière dont nous répondons aux besoins des collectivités. Ces besoins sont très réels. Quand un service est mis sur pied, ce n'est pas à l'intention des personnes venant de telle ou telle première nation, collectivité métisse ou collectivité inuit. Le besoin communautaire émane du milieu urbain.+

M. Doxtator précise que les centres d'amitié ont l'intention de durer et qu'ils bénéficient d'une expérience et d'un passé que ne devraient plus ignorer tous ceux qui discutent d'autonomie gouvernementale.

*Nous voulons que l'on comprenne bien [...] que les centres d'amitié sont essentiels à la poursuite du mouvement d'autonomie gouvernementale dans ce pays et ont un rôle crucial à jouer dans l'avenir des peuples autochtones+, dit-il. Les services fournis par les centres d'amitié contribuent à l'unité et à l'autosuffisance des autochtones.

Dans les discussions avec les commissaires, les représentants de l'ANCA se demandent si les organisations politiques autochtones ont vraiment été efficaces pour représenter les autochtones en milieu urbain. Ils soulignent en même temps que, bien souvent, la dimension politique découlant de l'origine ou du statut n'était pas une réalité pour beaucoup d'autochtones.

*Si nous voulons vraiment redéfinir comment les autochtones des milieux urbains peuvent avoir plus de participation, plus de pouvoir et plus de responsabilité par rapport au système environnant, je doute personnellement que ce sera par le truchement des groupes politiques tels qu'ils existent aujourd'hui; ce sera plutôt par le truchement d'un processus d'intégration et de

participation. Est-ce un geste politique de faire ses achats à tel ou tel endroit, de manger à tel restaurant, de s'entraider et de travailler ensemble pour atteindre la sécurité économique et sociale, alors, oui, nous avons un nouvel intérêt. Peut-être n'est-il pas nouveau mais en tout cas il est important pour garantir que les droits politiques des gens ont un sens concret.+

M. Helgason affirme que la distinction qui a été faite entre les divers groupes autochtones a été une excuse pour l'inaction des gouvernements. À son avis, les autochtones citadins commencent honnêtement à travailler ensemble, tout en restant sensibles à leurs différences de culture et d'identité, car ils savent que la collaboration est le seul moyen d'être efficace et efficient en milieu urbain.

Interrogé par les commissaires sur le rôle que les centres d'amitié s'attendent à jouer en matière d'autonomie gouvernementale urbaine, M. Helgason répond que les centres se voient contribuer de manière importante à l'épanouissement de l'autonomie gouvernementale autochtone, en favorisant *une représentation réelle, une participation efficace et un résultat positif+.

Dans son mémoire, l'ANCA met l'accent sur la question de l'autonomie gouvernementale autochtone en milieu urbain et traite en détail des droits des autochtones citadins. Elle rappelle d'abord la position prise en 1992 par l'Association sur l'autonomie gouvernementale, notamment son appui au droit inhérent et au droit de tous les autochtones, y compris ceux des milieux urbains, de participer à la création de leurs propres gouvernements.

L'ANCA demande dans sa politique que tous les organismes et gouvernements autochtones reconnaissent la légitimité et l'autonomie des structures existantes, notamment des centres d'amitié. Elle affirme que les gouvernements

devraient reconnaître le rôle primordial de l'ANCA dans la prestation de services aux autochtones des milieux urbains et veiller à ce qu'elle participe aux débats sur les besoins de cette clientèle.

Dans son mémoire, elle aborde de manière plus complète la contradiction existant entre le rôle de prestataire de services des centres d'amitié et le besoin de représentation politique des autochtones en milieu urbain :

Les centres d'amitié sont des organismes de prestation de services et leur association nationale a les outils nécessaires pour exprimer leurs préoccupations à l'échelle nationale. Ils n'ont pas été créés pour jouer un rôle politique mais il n'en reste pas moins qu'ils font face aux mêmes problèmes que les organismes politiques autochtones à l'échelle nationale. Soyons parfaitement clairs : nous ne représentons pas des particuliers, nous répondons aux besoins des collectivités autochtones des régions urbanisées du Canada.

*Quelle que soit leur origine, les autochtones des villes font face à des problèmes communs. Les centres d'amitié existent pour les aider à surmonter ces problèmes, pas pour s'exprimer au nom des personnes recevant leur aide.+ L'Association conclut dans son rapport qu'il faut laisser à chaque centre urbain le soin de décider si les centres d'amitié doivent être intégrés aux associations politiques autochtones. *Quelles que soient les options, les centres d'amitié ne peuvent plus rester isolés des organisations politiques représentant leurs membres.+

Si les centres d'amitié décident de rester à l'écart de l'autonomie gouvernementale autochtone en milieu urbain, poursuit l'Association, ils devront décider quel est leur rôle par rapport à l'autonomie gouver-

nementale. Elle fait ensuite une mise en garde : les autochtones citadins risquent sérieusement de rester à l'écart du processus de négociation sur l'autonomie gouvernementale s'ils n'ont pas de porte-parole politique efficace.

Dans son rapport, l'Association reproche à la Commission royale de ne pas avoir abordé la question du droit à l'autonomie gouvernementale des groupes autochtones n'ayant pas d'assise territoriale, dans son rapport sur le droit inhérent intitulé *Partenaires au sein de la Confédération*.

*Si la Commission royale éprouve des difficultés à traiter de cette question, il n'est pas étonnant que ce soit la même chose pour les groupes autochtones en milieu urbain.+

En ce qui concerne la notion de responsabilité politique, l'Association déclare dans son rapport qu'on ne sait pas encore bien comment l'Assemblée des premières nations peut rendre des comptes aux autochtones des milieux urbains. *Toute organisation politique prétendant représenter les autochtones des milieux urbains sur le plan gouvernemental devrait être obligée de leur rendre des comptes. Or, il n'existe actuellement aucun processus pour traiter des questions politiques concernant les centres d'amitié et leurs membres. Étant donné que près de 75 % des autochtones vivent en milieu urbain, ce manque de représentation politique est frappant.+

Selon l'Association, les centres d'amitié seraient parfaitement capables de coordonner et de faciliter la prestation de services aux autochtones des milieux urbains dans un contexte d'autonomie gouvernementale. *Les quatre groupes politiques oeuvrant à l'échelle nationale n'ont pas été conçus pour fournir des services aux collectivités urbaines et n'en ont pas le mandat. Ils s'expriment au nom de leurs membres mais ils sont incapables de répondre aux besoins des collectivités autochtones en expansion. L'ANCA se situe entre ces deux

mondes...

Pour les collectivités autochtones urbaines, l'autonomie gouvernementale n'est pas qu'une question de représentation politique. Il s'agit aussi de permettre aux autochtones d'exercer un certain contrôle sur la manière dont leurs besoins sont satisfaits. Les services doivent être conçus, fournis et gérés par des organisations autochtones locales. L'ANCA estime devoir jouer un rôle de premier plan à cet égard.

En ce qui concerne la question des droits, l'Association reconnaît dans son rapport que le problème de l'autonomie gouvernementale sera difficile à résoudre pour les autochtones citadins, étant donné que l'un des critères utilisés pour établir l'admissibilité à négocier l'autonomie gouvernementale est l'occupation historique d'un territoire identifiable. Or, les autochtones des villes ne répondent généralement pas à ce critère.

*En conséquence, continue l'Association dans son rapport, ou ce critère sera modifié pour garantir l'accès égal des autochtones sans assise territoriale au droit à l'autonomie gouvernementale, ou on devra leur donner une telle assise. Il serait évidemment plus facile de modifier le critère que d'entreprendre de nouvelles négociations pour leur donner une assise territoriale.+

Une partie du rapport est également consacrée à ce que devraient être la portée et les pouvoirs d'un gouvernement autochtone urbain, et les auteurs soulignent les difficultés auxquelles feront face les autochtones des villes pour établir leurs relations historiques avec l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale. Puisque la société autochtone urbaine est composée de nombreuses nations autochtones différentes, les auteurs du rapport conviennent qu'il serait difficile, considérant la

jurisprudence actuelle, d'établir l'existence d'une obligation fiduciaire de la Couronne envers les autochtones urbains.

Pour ce qui est du financement de l'autonomie gouvernementale autochtone dans les milieux urbains, l'ANCA cite dans son rapport une estimation du Conseil national des autochtones du Canada selon laquelle les autochtones des villes payent environ 4,5 milliards de dollars de taxes par an. Selon l'Association, les problèmes de financement de l'autonomie gouvernementale en milieu urbain pourraient être résolus en utilisant cette somme. L'ANCA fournit ensuite une comparaison des dépenses fédérales consacrées aux autochtones des réserves et hors réserve. Selon son estimation, les dépenses fédérales consacrées aux services dispensés aux autochtones des réserves s'élevaient en 1993 à 899 \$ par personne, contre 12 412 \$ par personne pour les autochtones résidant dans les réserves et sur les terres de l'État.

Dans la dernière partie de son mémoire, l'ANCA traite des programmes et services destinés aux autochtones citadins. Ses recommandations comprennent le transfert à l'ANCA du Programme des centres d'accueil autochtones, et la prestation d'un soutien fédéral aux divers programmes destinés aux autochtones des milieux urbains, notamment aux programmes scolaires, aux programmes de formation culturelle et linguistique, aux programmes de garderie d'enfants gérés par les autochtones, et au rétablissement du programme d'aide au logement du gouvernement fédéral pour les autochtones hors réserve. Elle recommande enfin le lancement d'une initiative fédérale-provinciale, avec la participation des centres d'amitié, pour élaborer des systèmes de justice nouveaux et traditionnels dans les centres urbains et pour mettre sur pied des programmes spéciaux de formation, d'éducation et d'emploi des femmes autochtones.

Conseil national des autochtones du Canada

Le Conseil national des autochtones du Canada (CNAC) a centré son témoignage sur l'autonomie gouvernementale des autochtones en milieu urbain, en rappelant les arguments qu'il avait avancés pendant la troisième série d'audiences en faveur d'un traitement égal de tous les autochtones. Il a présenté dans son mémoire une argumentation soutenue en faveur de l'autonomie gouvernementale urbaine, en se fondant sur les aspirations des autochtones, sur les questions constitutionnelles et juridiques, et sur des questions de financement et de faisabilité administrative.

Le Conseil propose d'avoir recours à un traité national pour établir le processus d'autonomie gouvernementale urbaine, parallèlement à l'adoption d'une loi habilitante représentant une sorte de loi sur les pouvoirs autochtones. Il prévoit que les affaires dont sont actuellement saisis les tribunaux entraîneront rapidement l'effondrement définitif du régime de la *Loi sur les Indiens*, et il recommande un renvoi devant la Cour suprême au sujet de l'intégration de l'autonomie gouvernementale, considérée comme un droit ancestral, à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle*.

Le CNAC estime que les autochtones des milieux urbains payent trop de taxes par rapport aux services que leur fournit le gouvernement fédéral, et que l'autonomie gouvernementale urbaine est la forme d'autonomie gouvernementale autochtone la moins coûteuse étant donné que l'infrastructure requise est déjà en place.

Le mémoire du CNAC contenait les résultats d'un vaste sondage d'opinion réalisé dans tout le Canada auprès des autochtones, ainsi que les résultats d'études plus détaillées sur les besoins et attitudes de six collectivités autochtones urbaines, allant de Vancouver à Halifax. Ces recherches ont révélé

que 92 % des autochtones citoyens souhaitent plus de contrôle sur leurs propres affaires.

Lors des audiences, Ron George, président du CNAC, a parlé des efforts déployés depuis de nombreuses années par les autochtones que représente son organisation pour être reconnus par le gouvernement fédéral. *C'est nous qui frappons à la porte de la Confédération depuis 1867. C'est nous qui sommes restés dehors le plus longtemps, et qui avons connu certains hivers particulièrement froids. C'est nous qui avons finalement réussi à nous faire admettre, l'automne dernier, mais notre prince s'est soudainement transformé en grenouille le 26 octobre de l'an dernier, et nous avons été encore une fois jetés dehors.+

Selon M. George, les autochtones ne sont plus prêts à se faire éconduire et ils n'attendent pas que d'autres viennent résoudre leurs problèmes pour eux. *Ils ont actuellement recours aux processus de guérison nécessaires pour réparer les ravages d'un siècle de politiques et de programmes racistes, de politiques et de programmes qui visaient leur élimination définitive comme peuples distincts. Ils retrouvent aujourd'hui leurs traditions, leurs langues, leur dignité. Ils retrouvent espoir en l'avenir [...] en reprenant contrôle de ce qui garantira leur avenir, comme l'éducation.+

Dans son mémoire, le CNAC souligne que le nombre d'autochtones habitant les villes est passé à 400 000 en 1991, ce qui représente une hausse de 61 % depuis 1986, et qu'il s'agit du groupe de citoyens ayant connu le plus fort taux de croissance pendant cette période. En outre, on s'attend à ce que ce groupe représente 50 % de la population autochtone dans 20 ans, contre 35 % aujourd'hui. En même temps, les autochtones des milieux urbains connaissent des taux de chômage plus élevés, des revenus plus faibles et des indices de santé moins satisfaisants que la population non autochtone.

Dans son mémoire, le Conseil affirme que les autochtones ont été poussés vers les collectivités urbaines par les politiques du gouvernement fédéral; il ajoute que celui-ci aurait tort de croire qu'il n'a plus de responsabilités à leur égard parce qu'ils ont quitté les réserves. De fait, affirme-t-il, c'est dans les centres urbains que l'autonomie gouvernementale est le plus nécessaire, à de nombreux égards, car c'est là que les traditions et les valeurs culturelles des autochtones sont le plus difficiles à préserver.

Selon M. George, le seul obstacle à l'autonomie gouvernementale urbaine est l'absence de volonté politique. *Nous avons la conviction que les instruments existent déjà pour résoudre ce problème, qu'il s'agisse d'instruments juridiques, constitutionnels, législatifs ou administratifs.+

Il précise que 65 % des répondants au sondage de son organisation étaient favorables à un système communautaire ou local d'autonomie gouvernementale axé sur les régions particulières où les autochtones sont concentrés, ou d'un système d'un gouvernement pan-autochtone dans lequel on ne tiendrait pas compte du statut et qui serait ouvert à tous les résidents autochtones de chaque région urbaine.

Dans son mémoire, le CNAC prend position en faveur de ces deux options et réclame un *modèle confédéral+ d'autonomie gouvernementale urbaine dans lequel les centres urbains seraient considérés comme *des territoires communs ou neutres sur lesquels les autochtones pourraient s'entraider en mettant en commun leurs souverainetés collectives au sein de la Confédération+. Il rejette par contre deux autres options, soit la création de réserves urbaines et l'utilisation d'organismes autochtones autonomes pour dispenser des services particuliers.

Le Conseil ajoute dans son mémoire que l'on peut

s'inspirer de nombreux exemples d'autonomie gouvernementale, autochtones ou non autochtones, et il évoque un certain nombre de précédents concernant des gouvernements ayant exercé des pouvoirs sans posséder le territoire correspondant. Il existe également de nombreux précédents en matière de double citoyenneté, dit-il. En conséquence, faire partie d'un gouvernement urbain n'entraînerait pas de perte de citoyenneté au sein d'une nation, d'un clan ou d'une famille ayant son assise territoriale ailleurs, pas plus que posséder la citoyenneté d'une première nation ne prive quiconque de la citoyenneté provinciale ou fédérale.

M. George rappelle que les commissaires avaient déclaré que le droit à l'autonomie gouvernementale est indépendant de la propriété exclusive d'un territoire donné, et il les invite à répandre largement cette opinion. Le rapport du CNAC traite abondamment de la question de savoir si les droits autochtones sont transférables, et l'argument du Conseil est *qu'être autochtone n'importe où au Canada exige que l'on soit autochtone partout au Canada+.

*Les frontières arbitraires des réserves et des provinces, voire des traités, sont inacceptables si l'on s'en sert pour empêcher les autochtones d'exprimer leurs caractéristiques sociales distinctes et d'assurer leur survie au-delà de ces frontières+, affirme le Conseil dans son rapport. Son argument est que le droit à l'autonomie gouvernementale est issu non pas du territoire ou du Créateur mais des peuples eux-mêmes, organisés en collectivités.

*Il n'y a rien au paragraphe 91(24) de la *Loi sur les Indiens* ni dans aucun autre texte faisant autorité qui permette de penser que l'extinction des droits découle du transfert d'une assise territoriale définie par le gouvernement à une autre assise territoriale. Le droit des autochtones à l'autonomie gouver-

nementale ne devrait en aucun cas être réduit par la simple mobilité des autochtones... Nier que ceux qui sont exclus [des réserves] détiennent un droit à l'autonomie gouvernementale serait un cruel retournement de situation, et serait totalement injustifié. Cela reviendrait à entériner le colonialisme plutôt qu'à l'abolir.+

Dans ses recommandations, le Conseil énonce plusieurs principes qui avaient été acceptés dans l'entente constitutionnelle de 1992. Il réclame la reconnaissance du fait que tous les peuples autochtones ont droit à l'autonomie gouvernementale là où ils sont organisés en collectivités, qu'ils aient ou non une assise territoriale. Il propose que tous les Métis, de même que les Indiens non inscrits, bénéficient de la même reconnaissance que les Indiens inscrits en vertu du paragraphe 91(24) de la Constitution, ce qui mettrait un terme à leur exclusion arbitraire des revendications territoriales, des droits issus de traités et des programmes fédéraux destinés aux autochtones.

Il recommande par ailleurs que les autochtones soient reconnus comme peuples fondateurs du Canada et que leurs gouvernements constituent l'un des trois ordres de gouvernement constitutionnels au Canada. M. George convient que cette proposition inquiète les municipalités mais il affirme que celles-ci ne sont pas confrontées aux mêmes réalités ou pressions que les autochtones.

*En 1992, tout le monde convenait que, s'il y a bien un groupe qui est distinct au Canada, un groupe fondateur, c'est bien le groupe des peuples autochtones, dit-il. Notre intention n'est pas de contester le palier municipal de gouvernement mais il faut bien convenir que les collectivités autochtones, à la différence des municipalités, doivent bénéficier d'un statut constitutionnel protégé pour éviter l'assimilation sous la tyrannie des populations provinciales majoritaires.+

Pendant toute sa comparution, le CNAC met l'accent sur la disparité de traitement qui existe, de la part du gouvernement fédéral, entre les autochtones inscrits sur les réserves et tous les autres autochtones, comme le montrent les dépenses fédérales ainsi que l'accès aux droits autochtones et aux programmes fédéraux. Il reproche au gouvernement fédéral de ne pas avoir reconnu le principe d'un accès équitable, même après que ce principe eût été approuvé par la Cour suprême du Canada, et il invite vivement la Commission royale à faire de l'équité d'accès *un article de foi explicite+ de toutes ses recommandations, sans égard au statut ou au lieu de résidence.

*Nous avons obtenu en 1992 un accord unanime sur l'équité d'accès de tous les peuples autochtones aux revendications, aux droits issus des traités et aux processus d'autonomie gouvernementale, ajoute M. George. La question de savoir si une personne touchée par un traité bénéficie d'un statut en vertu de la *Loi sur les Indiens* est absolument sans objet...

*C'est comme cela que la Cour suprême interprète la loi et cela doit se refléter dans la législation et les politiques fédérales. Le fait que nous n'ayons pas encore un accès équitable à nos droits, 10 ans après la consécration de ces derniers dans la Constitution, n'est rien de moins qu'une honte nationale.+

Le CNAC recommande l'adoption d'une loi sur les obligations de fiduciaire du gouvernement qui permettrait d'énoncer juridiquement les normes déjà approuvées par les tribunaux à ce sujet. Le pendant naturel d'une telle loi, dit M. George, serait la création d'un bureau de protection des traités et des droits autochtones.

Le Conseil recommande l'abrogation de la *Loi sur les Indiens*, à condition qu'il existe un mécanisme clair de reconnaissance des collectivités autoch-

tones et de protection des terres autochtones, et à condition aussi que les personnes touchées par l'abolition de l'ancien régime aient la possibilité d'exprimer leur consentement. Constatant que 75 % des autochtones du Canada vivent en dehors des réserves, le Conseil recommande que les nouvelles initiatives fédérales concernant les autochtones soient confiées à un ministre des Affaires autochtones qui ne serait pas lié par la *Loi sur les Indiens*.

Il demande par ailleurs au gouvernement de cesser de faire des distinctions entre les autochtones en fonction du statut ou du lieu de résidence pour ce qui est de leur accès à des programmes tels que les programmes de santé et les programmes de soutien de l'enseignement postsecondaire. Il recommande une nouvelle forme de reconnaissance législative des collectivités autochtones non touchées par la *Loi sur les Indiens*, et il réclame l'adoption d'une charte autochtone des droits et responsabilités.

Dans son rapport, le Conseil donne des précisions sur la marche à suivre. *Notre proposition stratégique est très simple. L'autonomie gouvernementale autochtone dans les collectivités urbaines du Canada est un droit inviolable, c'est un droit réaliste, et c'est aussi la seule chose envisageable. Les mesures nécessaires pour la mise en oeuvre de ce principe peuvent être appliquées au moyen des outils politiques, juridiques et financiers offerts par le cadre constitutionnel actuel.+

Selon le CNAC, les quatre éléments clés énoncés par la Commission royale constituent les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif, mais il préfère parler *d'identités+ plutôt que de relation comme l'a fait la Commission. *Au lieu de relation, mot qui a une connotation d'engagement et de compréhension de la part de tous les peuples, nous pensons que l'effort le plus crucial à faire doit être de combler les failles et de guérir les plaies

dans et entre nos propres collectivités, nations et peuples.+

Certes, le Conseil convient qu'il est essentiel d'établir une nouvelle relation. mais, *à notre avis, la méthode la plus sûre pour trouver des ententes avec les non-autochtones et leurs gouvernements est d'abord d'éliminer toute confusion quant à nos propres identités+.

Les commissaires interrogent ensuite les témoins sur la recommandation du Conseil national des autochtones du Canada concernant un renvoi devant la Cour suprême du Canada de la question du droit à l'autonomie gouvernementale en vertu de l'article 35 de la Constitution, en soulignant que cela va à l'encontre des thèses présentées par d'autres témoins. Le Conseil répond qu'il préférerait que la question soit négociée mais qu'il ne doute pas qu'un renvoi devant la Cour suprême donnerait gain de cause aux autochtones.

Brad Morse, conseiller juridique du Conseil, souligne que la Cour suprême sera peut-être de toute façon saisie du problème de l'article 35 dans le cadre d'une affaire touchant les titres fonciers des autochtones. Toutefois, dit-il, la question ne pourra être traitée dans ce contexte aussi clairement et aussi nettement que dans le cadre d'un renvoi formulé conjointement par le gouvernement fédéral et par les autochtones.

Bien que les gens préfèrent la négociation, ajoute M. Morse, l'expérience des autochtones hors réserve est que les gouvernements ne font preuve d'aucune volonté politique cohérente de négocier les questions d'autonomie gouvernementale d'une manière qui constituerait une reconnaissance que les autochtones peuvent éventuellement détenir des droits ou compétences inhérents. L'autre solution, en vertu de laquelle les collectivités autochtones se contenteraient d'exercer immédiatement leurs pouvoirs, n'est pas réaliste, ajoute-t-il, car elle

ferait courir le risque que les gouvernements les traînent devant les tribunaux dans le cadre de procédures judiciaires interminables et coûteuses.

Les commissaires demandent par ailleurs si les propositions du Conseil en matière d'équité d'accès signifient que les services destinés à tous les groupes d'autochtones devraient être égaux.

*Non, nous ne voulons pas dire que tout le monde doit être pareil, répond M. George. Chaque nation a ses propres critères, qui déterminent le résultat final. L'essentiel est qu'aucun autochtone ne soit abandonné en chemin simplement parce qu'il a perdu son statut, qu'il n'est pas inscrit ou [...] à cause de son lieu de résidence, ce qui veut dire que tout le monde doit avoir une possibilité égale de participer et de voter, quel que soit le processus envisagé. Voilà ce que nous voulons dire par accès égal.+ M. George évoque enfin la *politique d'apartheid+ du gouvernement fédéral en vertu de laquelle celui-ci traite différemment les gens en fonction de leur statut, et il maintient que le gouvernement n'a aucun droit de faire de telles distinctions ni de priver les autochtones de leurs droits.

Association des femmes autochtones du Canada

Dans son témoignage, l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) met l'accent sur les préoccupations particulières des femmes autochtones, formulées suite à des activités d'animation sociale et de consultation entreprises essentiellement dans l'Ouest canadien. Les participantes s'étaient surtout intéressées aux questions locales et communautaires. Plusieurs avaient déclaré manquer d'informations sur l'autonomie gouvernementale et s'étaient plaintes également du travail de la Commission royale.

Lors des audiences, Laurel Claus-Johnston, admi-

nistratrice de l'AFAC, souligne que les consultations entreprises par l'Association ont permis à celle-ci de définir les préoccupations fondamentales des femmes autochtones, comme la propagation de l'alcoolisme et de la toxicomanie, la violence physique et sexuelle, la violence familiale et communautaire, et le suicide. S'ajoutent à ces thèmes les problèmes d'emploi et d'éducation, le manque de services de garde d'enfants et le caractère inadéquat des logements.

*Malgré de nombreuses victoires importantes ces dernières années, les femmes autochtones continuent d'être assujetties à des politiques sociales et économiques visant à miner les efforts déployés en vue de la stabilité, du changement social et du progrès+, dit-elle.

Elle ajoute qu'un grand nombre d'études et de rapports confirment la pauvreté des autochtones, notamment des femmes et des enfants de moins de six ans, de même que leurs conditions de vie déplorables, leur faible espérance de vie, et des taux élevés de toxicomanie, de violence familiale et de chômage.

Selon M^{me} Claus-Johnston, le Canadien moyen gagne entre 4 et 10 fois ce que gagnent la majorité des autochtones, et le revenu moyen des femmes autochtones reste inexorablement égal à environ 36 % du revenu moyen des hommes. Cela est d'autant plus préoccupant, dit-elle, que 28 % des foyers autochtones sont aujourd'hui dirigés par des femmes, et que la plupart sont des foyers monoparentaux avec des enfants de moins de six ans.

*On ne devrait pas être surpris que la majeure partie des femmes autochtones vivent dans la pauvreté et, souvent, dans des logements insalubres. Comme les revenus des femmes autochtones sont largement inférieurs à la moyenne nationale, une plus grande proportion en est

consacrée aux coûts d'hébergement, ce qui ampute les sommes disponibles pour faire face aux besoins essentiels que sont l'alimentation et le vêtement.+ Pour les mères autochtones monoparentales, l'absence de services abordables de garde d'enfants constitue un obstacle supplémentaire à l'accès à la formation professionnelle, à l'éducation et à un emploi rémunéré.

Pendant les audiences, Sharon McIvor, coordonnatrice du dossier judiciaire à l'AFAC, s'est présentée portant une couverture décorée de plusieurs rubans. Elle a rappelé une audience à huis clos qui avait été convoquée par l'AFAC et la Commission à Victoria, en juin de l'année précédente, afin d'offrir un milieu sans risque aux femmes autochtones devant témoigner sur la violence familiale et sur des questions connexes. *Chacun des rubans décorant cette couverture représente une femme racontant son histoire. Toutes ces femmes m'ont demandé de communiquer leur situation à la Commission royale car elles ne peuvent pas le faire elles-mêmes [...] et elles voulaient faire entendre leur voix.+

M^{me} McIvor rappelle que les femmes qui s'étaient présentées à cette audience avaient craint pour leur sécurité et demandé à ce que la réunion se tienne dans le plus grand secret possible. *Certaines ont dû abandonner leur propre collectivité à cause de ces incidents. Elles n'étaient plus en sécurité chez elles. Certaines ont complètement quitté l'île, alors que d'autres sont allées plus au nord. Elles s'étaient présentées devant la Commission dans le plus grand secret afin de ne pas se faire repérer.+

M^{me} Claus-Johnston apporte ensuite des précisions sur les préoccupations des femmes autochtones concernant l'autonomie gouvernementale. Certaines lui ont indiqué qu'elles n'ont pas leur mot à dire au sujet de décisions qui sont prises en leur nom. D'autres appréhendent le type d'autonomie gouvernementale que l'on envisage dans leurs

communautés. M^{me} McIvor demande à la Commission de reconnaître que la structure actuelle de prise de décision sur l'autonomie gouvernementale est très élitiste et qu'il n'existe aucun mécanisme obligeant les élites à consulter les membres de leurs collectivités pour savoir s'ils sont au courant de la situation et s'ils veulent participer au processus.

Interrogée sur le recours à un référendum pour ratifier les ententes d'autonomie gouvernementale, M^{me} Claus-Johnston hésite à prendre position. Elle préférerait un véritable processus de consultation permettant aux familles et aux femmes de participer à la prise de décision, ce qui veut dire que la ratification résulterait d'un exercice démocratique.

M^{me} McIvor précise que, selon certaines femmes autochtones, le processus électoral local est faussé.

*Lors des élections des conseils de bande, nous savons que beaucoup de gens votent pour certaines personnes pour des raisons autres que le désir sincère d'être représentées par elles. Nous le savons parce que nos collectivités sont très petites... Quels que soient les efforts déployés pour garantir le secret du vote, tout le monde finit par savoir comment les autres ont voté+, dit-elle. Elle cite le cas de femmes ayant reçu des menaces ou s'étant fait retirer des prestations de bien-être social ou de formation parce qu'elles avaient essayé de faire campagne contre une décision prise par leur bande.

Dès leur campagne interrompue, ajoute-t-elle, ces pressions ont cessé. *Tant qu'il y aura ce genre de structure, on ne pourra pas se fier à un référendum pour avoir l'assurance que tout le monde est d'accord.+

M^{mes} McIvor et Claus-Johnston s'expriment ensuite avec éloquence sur les obstacles auxquels font face les femmes autochtones qui font des études

postsecondaires, bien qu'un pourcentage élevé des étudiants autochtones de ce niveau soient des femmes. M^{me} McIvor, une juriste, parle du racisme qui règne dans les écoles de droit et parmi les autres étudiants, le personnel enseignant et les cabinets d'avocats; elle évoque ensuite les difficultés considérables que connaissent les étudiants autochtones pour achever leurs études postsecondaires. Selon M^{me} Claus-Johnston, seule la ténacité permet aux femmes autochtones de terminer leurs études postsecondaires. *Pour elles, ce n'est pas une période merveilleuse d'ouverture sur le monde. C'est un objectif très concret qui oblige les femmes à s'endurcir+, dit-elle.

Les commissaires soulignent que l'AFAC avait recommandé des peines plus sévères pour les agresseurs sexuels, et ils demandent si les facteurs culturels devraient jamais être invoqués pour atténuer les peines infligées aux agresseurs autochtones dans les affaires de violence familiale.

*Je ne pense pas que des peines plus sévères ou une incarcération plus longue puissent résoudre le problème, répond M^{me} Claus-Johnston. Le vrai problème est le mépris envers les femmes dont témoigne cette violence. Voilà pourquoi les programmes de guérison sont orientés sur le souci de guérir les femmes, les enfants et les hommes, pour les ramener là où ils étaient auparavant, lorsqu'ils pouvaient marcher ensemble sur cette terre dans l'esprit de respect qui avait été donné aux femmes.+ Elle affirme que si la relation de la collectivité avec une personne qui a des problèmes était axée sur la guérison, le châtement cesserait d'être le point de mire.

*Le risque et le mal sont difficiles à confronter mais nous ne pouvons pas isoler et exclure les hommes à cause de leur agression. Nous devons les ramener à leurs relations profondes avec la terre et avec les femmes, par le truchement de la

guérison.+

Les deux représentantes de l'AFAC sont favorables à la création d'un système de justice parallèle, permettant aux autochtones de traiter de leurs problèmes entre eux et avec les leurs. *Nous avons dit à maintes reprises qu'on ne peut pas "indianiser" le système de justice actuel+, dit M^{me} McIvor. Elle conteste le postulat que les autochtones bénéficient d'un traitement égal devant les tribunaux ou dans les prisons, et elle attribue la longueur de leurs peines et leurs difficultés à obtenir la libération conditionnelle au racisme systémique de l'appareil judiciaire. Tenter d'indianiser le système reviendrait à mélanger torchons et serviettes, dit-elle. Le racisme est inhérent à l'appareil judiciaire, et c'est cela qu'il faut combattre.

M^{me} McIvor critique le système de réforme au coup par coup et souligne que le recours aux cercles de détermination de la peine et à d'autres systèmes de remplacement a permis à des agresseurs sexuels de réintégrer leur collectivité en deux jours et à récidiver. Le message que cela a donné aux collectivités, dit-elle, est que ça ne sert à rien pour les femmes de signaler les cas de violence.

Le mémoire de l'AFAC contenait les résultats d'une enquête réalisée auprès de 250 femmes autochtones. Suite à cette enquête, l'Association a conclu que plus de 50 % des femmes autochtones sont préoccupées par la violence qui leur est faite, la violence à l'endroit des enfants et la protection de l'enfance. Les répondantes ont également exprimé, mais en moindre proportion, des préoccupations concernant l'autonomie gouvernementale, le logement, le suicide, le harcèlement sexuel, les droits de la personne, la langue, la *Loi sur les Indiens*, la justice et le développement économique.

Les répondantes ont pris vigoureusement position

en faveur de la participation des femmes autochtones aux débats sur les politiques gouvernementales, y compris à ceux concernant les droits issus des traités et les droits ancestraux. Plus des deux tiers appuient l'idée d'octroyer aux autochtones hors réserve les mêmes droits qu'aux autochtones des réserves.

Près de 90 % des répondantes estiment qu'il faudrait adopter une loi sur les mariages autochtones. De même, l'idée d'adopter une législation sur la protection de l'enfance autochtone a recueilli des appuis considérables, l'objectif étant de protéger les enfants autochtones au sein de leur famille et lorsqu'ils sont placés en adoption.

Les recommandations de l'AFAC portaient sur les questions au sujet desquelles ses membres avaient exprimé les préoccupations les plus vives. L'Association a ainsi proposé que des programmes soient élaborés par les autochtones pour faire face aux problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie et aux questions connexes de violence familiale et communautaire, de suicide et d'agression physique et sexuelle. Elle a recommandé d'accorder une aide financière aux femmes autochtones désirant devenir guérisseuses communautaires, ainsi que la création de huttes de guérison pour les toxicomanes.

L'Association réclame l'octroi de ressources supplémentaires pour aider les femmes autochtones à poursuivre leurs études, aussi bien dans des établissements postsecondaires que par le truchement de programmes de formation professionnelle décloisonnés.

En ce qui concerne les préoccupations exprimées quant au manque d'information, l'AFAC recommande la création d'un mécanisme pour diffuser des renseignements et des documents sur l'autonomie gouvernementale et les revendications territoriales. Elle souhaite également que l'on

poursuive les recherches et les consultations sur les questions autochtones, en garantissant la participation des femmes autochtones.

Pauktuutit

Le mémoire de Pauktuutit (l'association des femmes inuit) est consacré aux effets perturbateurs des contacts avec le Sud canadien sur les collectivités et la culture inuit, et à la nécessité d'imprimer des changements profonds aux structures politiques, sociales et économiques du Nord. Les femmes inuit réclament des services holistiques et intégrés, dont le contrôle serait exercé par les collectivités inuit plutôt que par des organismes gouvernementaux. Pauktuutit exprime des préoccupations particulières au sujet de la violence familiale et de la nécessité de garantir aux femmes inuit un rôle plein et égal au sein de la société inuit.

En présentant le mémoire de Pauktuutit, la présidente de l'Association, Martha Flaherty, souligne que la société inuit est encore en pleine transition, 30 ans après l'abandon du mode de vie nomade traditionnel en faveur de la sédentarisation. *L'imposition des valeurs, des lois et des institutions du Sud sur la société inuit a provoqué le chaos social, politique et économique dans nos collectivités. Les femmes en ont été doublement pénalisées car elles ont perdu leur statut au sein de leur propre société et elles ont été assujetties aux institutions patriarcales émanant du Sud+, dit-elle.

M^{me} Flaherty mentionne que les problèmes sociaux issus de la transition ont aggravé le stress au sein des familles inuit, ce qui s'est traduit par des taux élevés de suicide, de chômage, de violence familiale, d'alcoolisme et de toxicomanie, et par l'érosion des structures économiques traditionnelles. Les parents luttent pour élever leurs enfants dans un monde coincé entre deux cultures, à une époque où tout est en train de changer et où

personne ne sait où cela aboutira.

*À cette étape de notre histoire, nous faisons face à tellement de problèmes et nous avons tellement de besoins à satisfaire que nous risquons d'être complètement écrasées si nous perdons de vue nos atouts fondamentaux.+

M^{me} Flaherty explique comment a évolué le rôle des femmes dans la société inuit à mesure qu'elle s'est sédentarisée. Aujourd'hui, beaucoup de femmes occupent un emploi et beaucoup assument également la responsabilité officielle de fournir des soins pour combler les carences des services sociaux dans le Grand Nord. Cela dit, le système du Sud de sous-valorisation du travail non rémunéré des femmes s'est implanté dans le Nord et l'égalité entre les sexes est devenue une question importante pour les femmes inuit. Leur statut n'est plus celui de personnes *différentes mais égales+, comme dans la société traditionnelle, mais celui de personnes *différentes et foncièrement inégales+.

M^{me} Flaherty parle ensuite du peu de comptes que les dirigeants des organisations inuit rendent à leurs membres, ainsi que la sous-représentation des femmes dans les instances dirigeantes inuit, notamment lorsqu'il s'agit de questions considérées comme relevant des prérogatives des hommes, comme les revendications territoriales, le développement économique et l'autonomie gouvernementale. Des mécanismes sont donc nécessaires pour garantir la participation des femmes inuit à tous les organismes, comités et instances de décision, ainsi que la participation des jeunes et des anciens.

Selon M^{me} Flaherty, Pauktuutit est intervenue tellement souvent sur les questions de violence familiale *que nous avons parfois l'impression qu'il n'y a plus rien à dire à ce sujet. Nous sommes cependant constamment ramenées à la réalité par les histoires pénibles que viennent nous raconter

des femmes. Malgré tous les débats qui se sont tenus ces dernières années, les facteurs qui permettent à la violence d'éclater et de se répéter restent inchangés.+

Ces facteurs comprennent l'inégalité sexuelle, l'aliénation culturelle, l'érosion des économies et des modes de vie traditionnels, l'insalubrité des logements et le manque de contrôle sur les gouvernements et les institutions régissant la vie dans le Grand Nord. Les services disponibles dans les collectivités inuit visent avant tout à aider les femmes à résoudre les crises plutôt qu'à s'attaquer aux causes des problèmes.

M^{me} Flaherty affirme que Pauktuutit a fait un effort considérable de sensibilisation aux questions de violence et d'agression et qu'elle veut maintenant consacrer plus d'attention à la guérison des profondes blessures psychologiques causées par la violence. L'Association est cependant parvenue à la conclusion qu'elle ne peut plus faire de progrès dans ce domaine sans la participation active des hommes. Elle fait face à un besoin désespéré de services d'urgence, comme des maisons d'hébergement, et de services à long terme, comme des services de counselling et de soutien pour les victimes de violence et d'agression. Ces services devraient être conçus et gérés par les Inuit eux-mêmes pour respecter les caractéristiques culturelles de leur société.

Notre but réel est cependant de mettre un terme à toutes les formes de violence et d'agression dans nos collectivités. Cela ne peut se faire qu'en éliminant les facteurs qui exacerbent la violence C l'alcoolisme et la toxicomanie, la dévalorisation des femmes et des jeunes filles, la pauvreté et la dépendance, le surpeuplement des logements et l'instabilité économique. Il faut également que nos collectivités offrent

des possibilités de guérison et d'épanouissement personnel, et que nos terres, nos économies et nos institutions soient contrôlées par les Inuit eux-mêmes.

Bon nombre des préoccupations de Pauktuutit en matière de justice sont également reliées aux questions de violence familiale et au désir de l'organisation de voir les femmes inuit participer plus activement au processus judiciaire ou avoir accès à d'autres systèmes de justice. M^{me} Flaherty réitère la position prise par Pauktuutit lors de son assemblée générale annuelle de 1993, appelant tous les paliers de l'appareil judiciaire à considérer la violence, l'agression sexuelle et la violence sexuelle envers les enfants comme des crimes graves exigeant dans tous les cas le recours à une déclaration de la victime.

*Nous devons changer le plus rapidement possible notre système judiciaire, dit-elle, mais les tares du système actuel ne doivent pas nous amener à changer tellement vite que les femmes et les enfants seront laissés pour compte. Toutes les initiatives de justice inuit doivent garantir la participation pleine et égale des femmes inuit, de la conception jusqu'à la mise en application.+

Dans leurs discussions avec les représentantes de Pauktuutit, les commissaires mettent l'accent sur les questions de justice et de violence familiale. Les représentantes de l'organisation soulignent les différences qui existent entre les femmes inuit et les autres femmes autochtones, ainsi que la nécessité d'adopter des solutions différentes à cause des différences de culture et de croyances et de l'isolement. Il existe très peu de programmes ou de services dans les collectivités inuit, souligne-t-elle, alors qu'il suffit aux femmes des grandes villes de décrocher le téléphone pour obtenir de l'aide.

M^{me} Flaherty rappelle les difficultés qu'elle a rencontrées pour convaincre le Comité canadien sur la violence faite aux femmes de traiter le dossier inuit à part. *Il m'a été très difficile d'obtenir cela car j'étais constamment assimilée aux autres groupes autochtones. J'ai dû me battre sans relâche. Je n'arrêtais pas de leur dire que je n'étais pas blanche, que je n'étais pas comme les autres autochtones... Je ne suis pas indienne, je suis inuit. J'ai dû leur expliquer que c'était comme s'ils mettaient ensemble les Japonaises et les Chinoises... Il y a encore beaucoup d'éducation à faire chez les non-autochtones du Canada.+

M^{me} Flaherty lève les bras au ciel quand on l'interroge pour savoir si la violence familiale fait partie des préoccupations de la Fédération de Tungavik, l'organisation centrale des Inuit dans la nouvelle région du Nunavut. Si les femmes ne sont pas impliquées, dit-elle, des questions comme la violence familiale ne seront jamais soulevées. *Quand nous participons aux discussions, ils nous disent qu'ils nous appuient mais, dès que nous avons le dos tourné, ils rient de nous.+

Les représentantes de Pauktuutit précisent qu'il n'y a aucune représentation féminine au conseil d'administration de la Fédération de Tungavik, et que celle-ci n'a nommé aucune femme au sein de la commission de mise en œuvre du Nunavut. Elles expriment le vœu que des femmes inuit soient nommées par le gouvernement du Canada et par celui des Territoires du Nord-Ouest.

En réponse à une question des commissaires, Mary Crnkovich, conseillère juridique de Pauktuutit, évoque les difficultés qu'elle a rencontrées lorsqu'elle a voulu contester les sentences très légères infligées aux hommes inuit trouvés coupables d'agression sexuelle. Pauktuutit fait preuve de prudence sur cette question car elle sait que le système actuel est un échec et qu'il n'existe pas de services spéciaux dans les prisons à

l'intention des détenus inuit. En même temps, Pauktuutit ne veut pas que la culture soit invoquée pour infliger des sentences plus légères aux agresseurs inuit. Elle affirme que l'Association est favorable à des peines plus longues pour ce type d'infraction, à condition qu'elles soient accompagnées de counselling et de traitement.

Martha Greig, vice-présidente de Pauktuutit, précise que les huttes de purification et les cercles de guérison auxquels ont accès les détenus indiens ne sont pas adéquats pour les Inuit, sur le plan culturel, parce que ceux-ci ont des besoins spirituels différents et des stratégies de guérison différentes. Elle ajoute que bien des femmes hésitent à déposer une plainte en cas d'agression sexuelle car elles risquent l'humiliation et les commérages, surtout si le coupable est un chef communautaire ou un parent. *En voyant tout cela, les femmes se demandent pourquoi faire tout ce cirque quand le système qui devrait les aider s'est avéré inefficace.+

Pauktuutit recommande que l'on envisage le développement économique d'un point de vue holistique et souligne la nécessité d'intégrer aux initiatives économiques des services abordables de garde d'enfants, pour les rendre plus accessibles aux femmes. Simona Barnes, agente de développement économique, demande comment on peut séparer les questions sociales des questions économiques et comment on peut séparer le chômage et la pauvreté du bien-être physique et émotionnel ou de problèmes tels que le suicide des jeunes, l'alcoolisme et la toxicomanie.

En matière d'éducation, les femmes inuit évoquent les taux de décrochage élevés des élèves du secondaire, dont beaucoup sont obligés de quitter leur collectivité pour achever leurs études. Elles réclament un système d'enseignement plus souple et plus pertinent sur le plan culturel, et recommandent la création d'un collège inuit dans le Grand

Nord pour offrir des cours adaptés aux traditions, à la langue, aux arts et à la culture des Inuit.

Pauktuutit critique les méthodes de financement du gouvernement qui exigent que le vaste éventail de problèmes sociaux et de santé dont s'occupe chaque année l'Association soit séparé dans des catégories artificielles telles que l'alcoolisme et la toxicomanie, la santé mentale, la promotion de la santé et le développement économique. Elle souligne par ailleurs que le financement des projets est généralement relié à l'exercice financier du gouvernement.

*Cela fait qu'il est impossible de faire de la planification à long terme, que les projets sont souvent mis en oeuvre trop rapidement, et que nous devons constamment essayer d'inventer des projets susceptibles d'offrir des avantages concrets à nos membres tout en respectant les critères très restreints des bailleurs de fonds+, dit M^{me} Flaherty.

Les gouvernements devraient abandonner une fois pour toutes l'idée que les problèmes de société peuvent être séparés, catégorisés et ordonnés... Le bien-être général et la santé globale de notre peuple sont intrinsèquement reliés au développement social, politique et économique de nos collectivités. Nous ne pouvons plus nous payer le luxe de sérier les problèmes en portefeuilles, programmes et services différents. Il est indispensable d'envisager les choses de manière holistique et intégrées à chaque palier et pour chaque problème ou préoccupation.

Pauktuutit avance quatre principes qui devraient à son avis fonder les réformes : respect, contrôle, ressourcement et fierté. Elle associe ces principes aux quatre éléments clés énoncés par la Commission après ses premières séries

d'audiences.

En ce qui concerne le principe fondamental du respect, elle affirme que la société canadienne en général, ainsi que les agents et institutions qui travaillent ou oeuvrent dans le Nord, doivent accepter une fois pour toutes que *la manière d'agir des Inuit est tout aussi légitime que celle des Occidentaux+.

*Selon le principe du respect des méthodes inuit, les gouvernements devraient reconnaître juridiquement et constitutionnellement le droit des Inuit à l'autonomie gouvernementale et entamer des négociations pour en assurer la mise en application+. Tant que l'on n'aura pas rétabli un équilibre adéquat entre les hommes et les femmes inuit, des mécanismes seront nécessaires pour veiller à ce que les femmes soient représentées à égalité dans tous les processus et organismes de décision.

Pour ce qui est du ressourcement, Pauktuutit recommande comme principe fondamental la négociation d'ententes de financement à long terme avec les Inuit pour leur permettre de reprendre le contrôle de leur société afin d'en assurer la stabilisation, ainsi que l'élaboration de programmes fondés sur leurs propres priorités et besoins. Les femmes inuit devraient avoir l'assurance d'une participation pleine et égale aux décisions financières.

En ce qui concerne la fierté, les femmes inuit évoquent la nécessité pour les Inuit de ne plus se considérer comme des victimes et de commencer à bâtir une nouvelle société en se fondant sur leurs propres atouts, c'est-à-dire sur une culture très riche, sur une longue histoire de survie, sur l'esprit de coopération, sur une langue vivante, et sur un puissant système de valeurs.

*Les femmes inuit désirent travailler avec les

hommes pour reprendre le contrôle de la société inuit, afin que nos enfants puissent grandir en pleine santé, dans le bonheur et dans la fierté, déclare Pauktuutit. Nous désirons également faire partie de la société canadienne et nous considérons que le Canada est un pays offrant de nombreuses possibilités; le Canada peut être un pays diversifié, stimulant, producteur et généreux; un pays débarrassé du racisme et du sexisme sanctionnés par les institutions; un pays où chaque enfant bénéficie d'une chance égale de grandir avec espoir et enthousiasme pour l'avenir.

*Pauktuutit considère qu'il existe un lien puissant entre l'autodétermination politique et notre aptitude à résoudre nos problèmes communautaires. En tant que femmes, nous savons qu'il ne peut y avoir aucun changement social et politique réel sans nous.+

La relation

Bon nombre des participants à la quatrième série d'audiences ont parlé de la nature de la relation entre les autochtones et les non-autochtones. Malgré quelques thèmes communs, un certain nombre de différences notables sont ressorties de la démarche respective des deux groupes.

Les participants autochtones mettent l'accent sur la nécessité de fonder la nouvelle relation avec les non-autochtones du Canada sur l'autonomie gouvernementale, le règlement des revendications territoriales et le respect des traités. Comme pendant les audiences antérieures, ils ont vivement reproché au gouvernement fédéral de ne pas avoir respecté ses obligations envers les autochtones et de ne pas avoir la volonté politique requise pour faire avancer les revendications autochtones.

Parmi le grand nombre de participants non-autochtones à cette dernière série d'audiences, on a enregistré une large acceptation de l'autonomie

gouvernementale autochtone et, dans bien des cas, un appui explicite à l'idée que l'autonomie gouvernementale représente un droit inhérent. Plusieurs de ces participants ont décrit les mesures que prennent leurs organisations respectives pour établir des contacts avec les autochtones ou pour sensibiliser leurs membres aux préoccupations autochtones. Bon nombre ont souligné positivement la nécessité d'un dialogue et d'un respect mutuels entre les deux groupes. En revanche, peu ont parlé de la performance du gouvernement fédéral sur les questions de renouvellement des traités et de règlement des revendications territoriales.

Aux audiences de Montréal, les participants ont abordé l'incidence que pourrait avoir la souveraineté du Québec sur la relation entre la société québécoise et les autochtones du Québec. L'un des principaux témoignages à ce sujet émanait d'un groupe mixte de leaders autochtones et non autochtones du Québec, et c'était la première fois pendant les quatre séries d'audiences que la Commission accueillait ainsi des témoins représentant ensemble les deux collectivités.

Approches autochtones

La principale préoccupation des participants autochtones est l'instauration d'une relation avec les non-autochtones fondée sur l'égalité, la reconnaissance et le respect. L'élément central de leurs témoignages est la responsabilité du gouvernement fédéral de négocier de bonne foi en reconnaissant les droits collectifs et individuels des autochtones.

L'Assemblée des chefs du Manitoba et l'Association des chefs de l'Ontario ont toutes deux mis l'accent sur la nécessité de rétablir les relations issues des traités entre les premières nations et le gouvernement fédéral, se faisant ainsi l'écho de l'Assemblée des premières nations.

Dans leur mémoire, les chefs de l'Ontario ont parlé de l'assise spirituelle de la société autochtone en disant que la souveraineté, ainsi que la possession et l'utilisation des terres, sont à leurs yeux des dons du Créateur. En outre, le statut de nation constitue l'expression fondamentale de la souveraineté.

Pour ce qui est de la concrétisation du droit inhérent, les chefs de l'Ontario ont déclaré : *Pour nous, c'est clair et simple. Dans la mesure où des ententes ont été négociées avec la Couronne pour "aussi longtemps que poussera l'herbe, que brillera le soleil et que couleront les rivières", la mise en oeuvre du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale devra se faire en négociant de nation à nation avec la Couronne du chef du Canada, et de gouvernement à gouvernement avec l'Ontario. Cela dit, la clarté et la simplicité de la chose s'estompent en proportion directe avec l'absence de volonté politique des représentants de la Couronne.+

Les chefs de l'Ontario ont évoqué la nécessité pour les peuples autochtones d'utiliser pleinement leurs propres territoires d'origine, leurs langues, leurs coutumes, leurs traditions, leurs croyances et leurs lois. *Le comportement le plus honorable que pourraient avoir le Canada et l'Ontario serait d'agir conformément à leurs responsabilités juridiques en respectant les engagements qu'ils avaient pris dans les ententes d'origine. C'est quand ils reconnaîtront le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale de nos nations et qu'ils prendront des mesures pour évacuer rapidement nos champs de compétence que nous pourrons commencer à vivre dans le respect, la paix et l'harmonie.+

À Winnipeg, le grand chef Phil Fontaine, de l'Assemblée des chefs du Manitoba, a réclamé le rétablissement des relations bilatérales entre les premières nations et le Canada, en tant que signataires de traités.

*Le rétablissement des relations de nation à nation, conformément aux traités, garantirait l'épanouissement des premières nations. Si la Commission n'agit pas efficacement dans ce domaine, comment pourrions-nous faire confiance à des gouvernements qui ont constamment prouvé qu'ils résistaient au changement?+

Il a par ailleurs déclaré que l'Assemblée des chefs du Manitoba appuierait la création d'un comité mixte du Parlement et des premières nations pour mettre en oeuvre les recommandations de la Commission royale. En ce qui concerne les relations issues des traités, il propose que l'on ait recours à un processus de médiation avec des personnes complètement indépendantes des deux parties pour trouver une solution satisfaisante aux questions concernant les traités, puisque le recours aux tribunaux et au processus contradictoire a échoué. Il a également évoqué la nécessité d'un programme d'éducation des non-autochtones, qui devrait être une priorité pour les premières nations et pour l'octroi de crédits par le gouvernement.

Le grand chef Fontaine a demandé aussi que les pouvoirs provinciaux soient restreints de façon à laisser la place nécessaire à un exercice réel du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale. À Toronto, le grand chef Gordon Peters, des chefs de l'Ontario, dit que ces derniers cherchent un processus par lequel les provinces pourraient reconnaître juridiquement les droits des autochtones dans les domaines relevant de leur compétence exclusive sur le plan constitutionnel, comme l'environnement, ce qui devrait aller de pair avec l'obtention d'une reconnaissance fédérale officielle.

Dans leur mémoire, les chefs du Manitoba ont affirmé que les conditions de vie des sociétés des premières nations représentent une transgression des droits issus des traités et garantis par la Constitution, ainsi qu'une transgression des droits

ancestraux et des droits de la personne. *Les conditions sociales des premières nations sont le produit de nos relations historiques et actuelles avec la société canadienne, lesquelles sont caractérisées par le racisme systémique, la fourberie politique et l'inégalité.+

Beaucoup d'autres intervenants autochtones ont également reproché au gouvernement fédéral de ne pas avoir respecté ses engagements ni ses obligations de fiduciaire envers les peuples autochtones. À Toronto, le North Shore Tribal Council évoque le manque de volonté politique et bureaucratique du gouvernement fédéral face à la question de l'autonomie gouvernementale. Ses représentants parlent des difficultés qu'ils ont rencontrées lors des négociations sur l'autonomie gouvernementale à cause du processus fédéral de prise de décisions en coulisses, qui élimine quasiment toute notion de responsabilité ou de créativité. En imposant unilatéralement des échéanciers et des niveaux de ressources, le gouvernement fédéral sape le processus de négociation entre des parties qui devraient être égales.

Le même problème a été soulevé par le Conseil des Atikamekw et des Montagnais aux audiences de Montréal : *Nous [...] avons l'impression que les gouvernements n'ont l'intention de ne rien décider du tout et qu'ils font simplement comme s'ils dialoguaient avec nous, alors que les vraies décisions sont prises ailleurs.+

Dans son mémoire, le Conseil mentionne l'importance fondamentale pour les Atikamekw et les Montagnais de leur territoire ancestral, fondement de leur indépendance et de leur épanouissement social, économique et politique. *Notre territoire est la matrice, la source, l'élément absolument indispensable et primordial à partir duquel nous pourrions rebâtir notre indépendance, qui a été pendant des générations ridiculisée, bafouée et entravée.+

Le Conseil demande que la négociation de sa revendication territoriale globale soit fondée sur la reconnaissance des droits ancestraux et du droit à l'autonomie gouvernementale. Les droits reliés aux territoires faisant l'objet des revendications ne devraient jamais être aliénés sans le consentement des premières nations. Comme beaucoup d'autres intervenants autochtones, le Conseil demande au gouvernement fédéral de cesser de considérer que l'extinction des droits ancestraux est une condition au règlement des revendications territoriales.

Approches non autochtones

La plupart des participants non autochtones à la quatrième série d'audiences ont souscrit au droit des autochtones à l'autonomie gouvernementale et ont dit espérer de nouvelles relations fondées sur le partenariat, le partage et le respect. Très peu ont parlé directement des répercussions de l'autonomie gouvernementale ou des moyens requis pour la mettre en oeuvre.

La Coalition pour les droits des autochtones (CDA), représentant la plupart des grandes Églises canadiennes, a pris une position plus ferme en réponse à ce qu'elle considère être un devoir de transformation de la vie des autochtones et de réconciliation avec les non-autochtones.

*L'une des questions dominant tous les aspects de la relation entre les autochtones et les non-autochtones est le déséquilibre de pouvoir qui s'est instauré dans ce pays au cours des siècles, écrit-elle dans son mémoire. Cela reste à nos yeux un mal profond, qui empoisonne nos relations. Nous disons que ce déséquilibre de pouvoir est un mal profond car, chaque fois qu'il se manifeste, dans les relations autochtones avec les gouvernements, l'industrie et les Églises, il fait ressortir ce qu'il peut y avoir de mesquin et de laid dans ce pays. L'histoire a bien montré que le déséquilibre de

pouvoir entraîne toujours l'abus de pouvoir.+

La CDA souligne que les Églises ont tardé à prendre conscience de ce déséquilibre de pouvoir qui a caractérisé leurs activités auprès des autochtones, mais elle ajoute que les Églises ont maintenant pris l'engagement de contribuer à redresser les injustices qui ont dominé la relation pendant des siècles.

Darryl Klassen, s'exprimant pour la CDA, cite Platon pour décrire la relation qui devrait exister avec le Canada : *L'égalité et la justice ne sont pas garanties par la loi mais par l'amitié.+

*Ce n'est pas de nouvelles lois dont nous avons besoin au Canada mais d'une nouvelle relation, ajoute-t-il. Nous avons besoin d'une relation fondée sur le respect. Nous avons besoin d'une relation d'égal à égal fondée sur le principe que nous, non-autochtones, avons autant, sinon plus, à apprendre et à gagner qu'à enseigner et à donner.+

La Coalition a formulé de nombreuses recommandations dont le thème général est la prise en considération et le respect des préoccupations, des modes de pensée et des droits ancestraux. À son avis, la société dominante doit faire des compromis pour rendre les terres et les ressources aux autochtones, et elle accuse le gouvernement fédéral d'intransigeance et de mauvaise foi dans ses négociations.

La CDA parle aussi dans son mémoire de *la spirale de la violence+ qui affecte aujourd'hui les autochtones et dont elle retrace l'origine aux diverses formes de violence institutionnelle infligée par la société non autochtone. *L'extraction des ressources sur les terres autochtones sans le consentement des autochtones est un vol, une forme de violence. Les actes et attitudes racistes font violence à la fierté et à la dignité des individus et des peuples. La dévalorisation

systematique des cultures autochtones et les tentatives d'assimilation des autochtones constituent une forme extrême de violence et une forme de génocide culturel.+

Aux audiences d'Ottawa, Ian Cowie, consultant sur les questions autochtones, fait lui aussi des déclarations vigoureuses. Il dit que la relation actuelle des premières nations avec les non-autochtones est *mortellement viciée+, et il appelle les gouvernements à faire preuve du courage politique nécessaire pour que les négociations avec les peuples autochtones soient entreprises dans un esprit de justice, d'équilibre et d'égalité. Les négociations devraient être entreprises à partir des collectivités, dit-il, étant donné que la quasi-totalité des propositions formulées par les instances supérieures, autochtones ou non, ont été rejetées au niveau local. M. Cowie esquisse ensuite un processus communautaire de négociation de l'autonomie gouvernementale fondé sur la reconnaissance claire et nette des compétences autochtones et sur une étude détaillée des implications de chaque transfert de pouvoirs aux instances autochtones.

La Fédération canadienne des municipalités (FCM), témoignant à Montréal, a exprimé son appui à l'autonomie gouvernementale autochtone et ses préoccupations quant aux difficultés de mise en oeuvre de ce principe, notamment à cause du manque de communication avec les collectivités autochtones, des risques de concurrence déloyale, et de l'incidence des revendications territoriales sur les projets de développement économique et d'exploitation des ressources.

La FCM demande que l'autonomie gouvernementale autochtone dans les régions urbaines soit mise en oeuvre avec la coopération des autorités locales. *Il faut que les dirigeants municipaux conjuguent leurs efforts à ceux des chefs autochtones pour identifier et surmonter les

obstacles que constituent la méfiance, les préjugés, le racisme et la discrimination systémique. On peut trouver des solutions concrètes à l'échelle locale, quels que soient les impératifs constitutionnels. Nous pouvons prendre l'engagement de bâtir ensemble de meilleures collectivités.+

La notion d'autonomie gouvernementale autochtone a reçu l'appui d'un grand nombre de participants non autochtones, comme le Congrès du travail du Canada, la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants, la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, l'Organisation nationale anti-pauvreté et l'Association médicale canadienne. En outre, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada a exprimé son appui au droit des autochtones à l'autodétermination et à l'idée de droits ancestraux collectifs. À Winnipeg, un vice-président de la North West Company, qui fait essentiellement des affaires avec les collectivités autochtones, a exposé les efforts déployés par son entreprise pour forger de solides relations avec ses employés et clients autochtones, et il a exprimé son appui à la constitutionnalisation du droit des autochtones à l'autonomie gouvernementale.

Bon nombre de participants non autochtones ont axé leur témoignage sur leur secteur d'activité particulier, comme les services de santé, la protection de l'environnement ou l'éducation. Dans l'ensemble, ils conviennent de la nécessité pour les autochtones d'exercer plus de contrôle sur ces services et, dans bien des cas, ils expriment le désir de coopérer avec les collectivités autochtones pour les aider à obtenir les services dont elles sont généralement dépourvues.

Plusieurs participants ont exposé en détail les mesures spéciales prises par leurs organismes respectifs pour étoffer leurs relations avec les autochtones. Dans plusieurs cas, ces mesures ont été prises après la crise d'Oka en 1990.

À Ottawa, le Service d'assistance canadien aux organismes (SACO) a décrit une étude qu'il a entreprise après avoir comparu devant la Commission lors de la première série d'audiences. Cela a entraîné la formation d'une section distincte, dirigée par un conseil d'administration composé en majorité d'autochtones et chargé de mettre des experts bénévoles à la disposition des entreprises et collectivités autochtones.

M^{me} Paule Leduc, directrice du Conseil des Arts du Canada, a exposé plusieurs initiatives prises par le Conseil, notamment la création d'un comité des premières nations sur les arts dont le mandat est d'aider le Conseil à trouver les méthodes les plus efficaces possible pour appuyer les artistes autochtones du Canada. L'une des options actuellement examinées par le Conseil est de créer une unité autochtone dotée de ses propres ressources.

Plusieurs organisations syndicales ont déploré le racisme et les stéréotypes dont font l'objet les autochtones et ont recommandé l'adoption de programmes de formation interculturels et d'autres types de programmes pour mieux sensibiliser leurs membres aux préoccupations autochtones.

Dans un rapport adressé à la Commission, les Métallurgistes unis d'Amérique conviennent que la culture syndicale favorise un environnement qui est fondamentalement étranger aux autochtones. Bon nombre des recommandations figurant dans le rapport sont destinées au syndicat lui-même et concernent des programmes de sensibilisation et des programmes d'accroissement de la participation autochtone au monde du travail.

La Fédération canadienne des enseignantes et enseignants a déposé un long rapport consacré au racisme et à l'enseignement, et soulignant que bon nombre de ses entités provinciales avaient récemment mis sur pied des comités sur l'éducation autochtone.

Le Congrès du travail du Canada (CTC), la plus grosse centrale syndicale du Canada, a déclaré que les relations entre les autochtones et le monde du travail constituent un problème stratégique pour le mouvement syndical. Il a formulé plusieurs recommandations d'ordre pratique destinées à permettre aux syndicats d'exprimer leur appui aux droits ancestraux et à encourager la participation des membres autochtones, notamment en prenant l'engagement de favoriser l'équité en matière d'emploi pour accroître le nombre de travailleurs autochtones recrutés par les employeurs syndiqués.

Le CTC a également proposé des mesures destinées à minimiser l'effet négatif sur les travailleurs du Canada, syndiqués ou non, des changements relatifs aux droits ancestraux.

Dans son mémoire, le Conference Board du Canada note l'existence de problèmes dans la relation entre les employés autochtones et les employeurs non autochtones, ainsi que les difficultés auxquelles font face les travailleurs autochtones dans un milieu de travail blanc. Il évoque également le conflit qui existe entre le mode de vie traditionnel des autochtones et les nouvelles entreprises dont ont besoin les collectivités autochtones. Sa conclusion est qu'il importe d'harmoniser les activités traditionnelles avec les nouvelles entreprises étant donné que les deux aspects sont nécessaires pour répondre aux aspirations des jeunes tout en permettant à ceux-ci de maintenir leurs liens avec leur collectivité, leur identité et leur culture. Il faut que les employeurs reconnaissent la culture autochtone et tirent parti de ses atouts et des atouts des employés autochtones, affirme-t-il.

Perspective québécoise

Les audiences de Montréal ont été caractérisées par des préoccupations sur les relations actuelles entre les autochtones et les non-autochtones du Québec,

et par l'intérêt considérable que suscite la question de savoir comment la souveraineté du Québec pourrait toucher les droits ancestraux. Comme lors des audiences qui se sont tenues ailleurs, bon nombre des participants non autochtones de Montréal expriment leur appui à l'autodétermination et à un contrôle autochtone accru sur les services destinés aux autochtones. Par contre, contrairement à ce qui s'est passé ailleurs, des voix s'expriment contre ces principes. Plusieurs propositions précises ont été formulées pour faciliter la négociation des revendications territoriales autochtones et de l'autonomie gouvernementale.

Christos Sirros, ministre québécois délégué aux Affaires autochtones, formule une proposition exhaustive concernant l'élaboration de nouvelles relations entre les autochtones et le Québec grâce à une série de mesures concrètes devant mener à l'autonomie gouvernementale. C'est la première fois qu'un ministre du Québec comparait devant une commission royale fédérale depuis les années 30, et c'est le seul représentant provincial à participer à la quatrième série d'audiences.

M. Sirros commence son témoignage par un vibrant appel à la coopération, en soulignant la nécessité d'agir d'urgence, avant que la situation au Québec ne devienne paralysée par la méfiance des autochtones. Il offre la participation du Québec à un processus qui aboutirait à l'abolition de la *Loi sur les Indiens* et de la tutelle actuelle, celle-ci devant être remplacée par une relation négociée et librement consentie par les autochtones.

Le ministre déclare que l'existence de deux cultures distinctes C autochtone et québécoise C doit être reconnue comme une réalité incontestable. *Qu'ils soient ici depuis 4 000 ans ou depuis 400 ans, autochtones et non-autochtones ont le même sentiment d'appartenance à ce territoire.+

Les deux parties sont interdépendantes et le resteront probablement, ajoute-t-il, et elles ont hérité de problèmes qui n'ont jamais été résolus dans le passé, notamment le fait que les autochtones ont été dépossédés et repoussés en marge des sociétés canadienne et québécoise.

M. Sirros recommande que l'on commence par prendre des mesures pour améliorer la situation actuelle, afin d'ouvrir les institutions québécoises à la participation autochtone, tout en améliorant l'infrastructure des collectivités autochtones et en encourageant celles-ci à assumer la responsabilité des services sociaux, de l'administration de la justice et d'autres services. Cette étape comprendrait également la négociation d'ententes entre les peuples autochtones et le Québec au sujet des droits ancestraux sur la faune et sur la participation à la gestion de la faune.

La pièce de résistance des propositions de M. Sirros est la création d'une tribune politique réunissant tous les peuples autochtones du Québec, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral, afin de définir les aspects pratiques de l'autonomie gouvernementale. La moitié des participants à cette tribune seraient des représentants des collectivités autochtones.

Cette tribune aurait notamment pour mandat d'établir les paramètres d'une entente politique sur l'autonomie gouvernementale et de lancer les négociations à ce sujet avec les collectivités ou nations autochtones. Elle aurait également pour fonction d'établir un mécanisme de résolution des différends et des litiges, en s'inspirant du tribunal Waitangi de Nouvelle-Zélande ou de la Commission des traités de la Colombie-Britannique.

*Nous devons rechercher des procédures souples et pertinentes, mettant l'accent sur la transparence et sur la possibilité d'exprimer les ressentiments,

dit-il. Nous devons privilégier le dialogue afin de bien comprendre le contexte, l'histoire et la dynamique des conflits.+

Les commissaires ont demandé à M. Sirros si le Québec était prêt à accepter le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale au lieu d'insister sur la détermination de ce droit par amendement constitutionnel ou par arrêt judiciaire. M. Sirros a répondu qu'il serait préférable de commencer par définir le sens de l'autonomie gouvernementale puisque c'est une question dont la résolution demandera du longtemps, quelle que soit la méthode retenue.

En ce qui concerne les terres et l'autonomie gouvernementale, M. Sirros recommande d'être le moins idéologique et le plus souple possible. Il suggère que les gouvernements autochtones exercent leurs pouvoirs à l'échelle locale ou communautaire dans les régions peuplées, tout en jouissant d'une certaine influence sur les régions environnantes qui seraient destinées à des usages multiples. Une démarche différente pourrait être appliquée pour le nord du Québec.

Le groupe le plus largement représentatif ayant comparu aux audiences de Montréal est le Forum paritaire québécois-autochtone. Son manifeste est le fruit d'un consensus obtenu suite aux délibérations des dirigeants de 11 organisations autochtones et non-autochtones pendant plusieurs mois. Les signataires comprennent les dirigeants du Grand Conseil des Cris, de la nation abénaki, du Conseil des Atikamekw et des Montagnais, et de l'Association des femmes autochtones du Québec ainsi que, du côté non autochtone, de la Confédération des syndicats nationaux, de l'Assemblée des évêques du Québec et de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec. Plusieurs de ces organisations ont également témoigné individuellement devant la Commission.

L'objectif principal du Forum était de trouver un terrain d'entente entre les autochtones et les non-autochtones du Québec afin de formuler des propositions qui seraient acceptables à la fois dans le contexte de l'indépendance du Québec et dans celui d'un État fédéral.

Le Forum a défini plusieurs principes ayant fait l'objet d'un consensus, notamment la reconnaissance du droit à l'autodétermination de tous les peuples vivant au Québec, y compris le droit à la souveraineté politique. Cette reconnaissance devrait s'appliquer à la fois aux 11 premières nations du Québec et au peuple québécois et comprendrait nécessairement une certaine forme d'association.

Les représentants du Forum déclarent que les droits ancestraux des autochtones vivant au Québec comprennent des droits territoriaux et le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale, mais ils reconnaissent également les droits du peuple québécois en vertu de ses trois siècles de présence sur ce territoire. Ces droits politiques et territoriaux devraient être négociés *dans un climat de justice et non pas de relation de pouvoir+, en tenant compte des revendications historiques de chaque peuple autochtone, des droits du peuple du Québec, du droit international et de l'espace vital requis autant par les autochtones que par les Québécois.

Selon le Forum, les autochtones bénéficieraient d'une assise territoriale, alors que les autres territoires, notamment ceux du nord du Québec, seraient cogérés. Les gouvernements seraient établis à l'intérieur des limites territoriales plutôt qu'en fonction de caractéristiques raciales ou ethniques, et les non-autochtones vivant sur ces territoires devraient avoir tous les droits et devoirs des autres citoyens. Des ententes spéciales seraient négociées dans le cas des collectivités

autochtones des régions urbaines.

Dans son manifeste, le Forum précise que, si le statut politique du Québec devait changer, la province assumerait toutes les obligations envers les peuples autochtones auparavant assumées par le Canada. Le Forum recommande la création immédiate d'un organisme mixte québécois-autochtone pour superviser les négociations et pour veiller à l'application juste et progressive des ententes négociées entre les parties. Si le Québec décidait de devenir indépendant, cet organisme superviserait la négociation d'une redéfinition de la relation entre un Québec souverain et ses peuples autochtones.

À plus long terme, le Forum recommande la négociation d'un traité de coexistence devant régir les relations entre les autochtones et les non-autochtones, la création d'un tribunal mixte permanent chargé de l'application du traité, et l'adoption d'une charte commune des droits afin de protéger les droits nationaux individuels et collectifs. Ce tribunal pourrait être créé en s'inspirant du tribunal Waitangi de la Nouvelle-Zélande.

Les membres du Forum admettent qu'il existe des tensions entre les autochtones et la population québécoise, et qu'il est important que les deux parties apprennent à vivre avec leurs différences, en les respectant. *La rencontre historique de 1534 a tout de suite été compromise parce qu'elle reposait sur la force; aujourd'hui, elle devrait être rétablie dans un contexte de justice, d'équité et de respect mutuel. Nos deux solitudes sont devenues intolérables; les peuples québécois et autochtones devraient jeter les bases de ce qui leur permettra de bâtir une alliance entre parties vraiment égales.+

Les commissaires ont demandé aux membres du Forum ce qui se passerait si une première nation du Québec décidait d'adhérer au Canada ou de déclarer que sa souveraineté est internationale.

Romeo Saganash a répondu que chaque nation autochtone devrait prendre sa propre décision si le Québec devenait souverain mais que le but du Forum avait été de dresser un plan à l'intention de tous les peuples vivant sur un territoire commun.

Bon nombre des propositions du Forum ont reçu l'appui d'autres groupes ayant témoigné à Montréal, notamment la Ligue des droits et libertés du Québec, la Centrale de l'enseignement du Québec et la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Gérald Larose, président de la CSN, a fortement insisté sur le fait que les 11 nations autochtones du Québec, bien que petites sur le plan démographique, *devraient avoir le droit d'être traitées sur un pied d'égalité, de nation à nation+.

M. Larose dit que le Québec devrait devenir souverain afin de mettre un terme à la tutelle actuellement exercée sur les autochtones. Comme les relations se sont détériorées au Québec, il est important de se mettre au travail dès maintenant pour définir la nouvelle relation. *Il est urgent que les nations autochtones, dominées pendant tellement longtemps, soient reconnues comme des nations ayant le droit à l'autodétermination, le droit de gérer leurs propres affaires et le droit de choisir leur avenir et de contrôler tous les aspects de leur futur développement+, dit-il.

Lorraine Pagé, présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec, souhaite également que soient reconnues les nations autochtones du Québec et qu'elles finissent par devenir des nations associées, chacune dotée de sa propre souveraineté.

Elle dit que les droits ancestraux devraient être garantis non seulement par les lois ordinaires mais encore par un traité d'association qui prévaudrait sur les lois ordinaires.

Nous pensons que l'accession du Québec à l'indépendance ne change en rien la situation des autochtones par rapport à la

société dominante, déclare M^{me} Pagé. Ce seront toujours des peuples injustement dominés; leur situation ne sera ni meilleure ni pire. La compétence relative aux autochtones sera transférée d'Ottawa à Québec.

D'après la Centrale, le Québec devrait offrir aux autochtones une redéfinition de leur statut politique en fonction des principes adoptés par l'Assemblée nationale en 1985. Le droit des autochtones à posséder leur propre langue et leur propre culture serait ainsi reconnu, au même titre que le droit à l'autonomie gouvernementale et que le droit de régir leur propre développement, de posséder des terres et de contrôler celles-ci.

Le Grand Conseil des Cris prend quant à lui une position relativement différente. Le grand chef Matthew Coon Come conteste l'argument des souverainistes du Québec selon lequel la province pourrait se séparer en gardant son territoire intact et en désavouant les droits territoriaux des autochtones du Québec. Il dit que les Cris ont demandé au gouvernement fédéral de protéger leur droit à l'autodétermination avant que la sécession ne puisse intervenir. Toutefois, les Cris s'inquiètent de ne pas avoir reçu de réponse ou d'assurance à cet égard.

*Nous ne discutons pas ici du droit des Cris à faire sécession mais plutôt du cas où nous serions confrontés à l'éventualité d'une sécession du Québec, ajoute-t-il. Les Cris ne s'opposent pas à l'exercice de l'autodétermination du peuple du Québec sur son propre territoire. Cela dit, si tout le paysage constitutionnel canadien devait être modifié, unilatéralement ou bilatéralement, les Cris auraient le droit de déterminer leur propre statut politique. Dans de telles circonstances, c'est à nous qu'il appartiendrait de déterminer la nature de nos relations avec le Canada, avec le Québec ou avec les deux.+

Selon le grand chef Coon Come, les craintes des autochtones face aux perspectives de sécession du Québec ont augmenté suite à l'élection du Bloc québécois à Ottawa. Les Cris se disent frustrés d'être exclus du processus de décision touchant leur territoire et de l'échec du gouvernement québécois autant que du gouvernement fédéral en matière de mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Les Cris voulaient participer au processus de décision concernant leur territoire, précise-t-il, mais on considère qu'ils s'opposent au développement économique ou au Québec lorsqu'ils veulent défendre leur peuple et défendre ce qu'ils estiment juste.

Des inquiétudes face à la souveraineté éventuelle du Québec ont également été exprimées par Ghislain Picard, chef régional pour le Québec et le Labrador de l'Assemblée des premières nations (APN), lors de la comparution de l'APN à Ottawa. Le chef Picard a critiqué l'exclusion des autochtones lors du débat sur la souveraineté au Québec et il a dit que les premières nations n'acceptent pas l'idée répandue selon laquelle il vaut mieux attendre la souveraineté avant de régler le dossier autochtone.

Exposant la position de l'APN, le chef Picard demande que les gouvernements confirment le droit des premières nations du Québec à l'auto-détermination, y compris un *droit d'option+ au cas où le Québec choisirait la souveraineté, et qu'ils prennent l'engagement que l'avenir politique du Québec ne sera pas décidé sans consultation et négociation préalables avec les premières nations. Il invite le Québec à reconnaître publiquement l'existence des droits ancestraux dans la vieille colonie du Québec et à admettre que la province avait négocié une entente avec les premières nations pour formaliser ses relations de nation à nation.

Les audiences de Montréal ont été les seules où s'est exprimée une opposition notable, pendant la quatrième série d'audiences, à la concrétisation des droits ancestraux. Bon nombre des préoccupations exprimées l'ont été dans le contexte de la détérioration des relations entre les autochtones et les non-autochtones de la province suite à la crise d'Oka en 1990 et à la participation des autochtones à la hausse marquée des ventes de biens détaxés ou passés en contrebande.

L'une des interventions les plus vigoureuses à ce sujet est celle de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), qui se demande s'il est légitime de dépenser à peine plus de trois milliards de dollars par an à l'intention des autochtones au moment où le déficit fédéral dépasse les 40 milliards. Cette organisation demande également si la non-reconnaissance des droits ancestraux par le passé justifie les privilèges qui sont aujourd'hui consentis aux autochtones.

Selon l'UMQ, les relations entre les autochtones et le reste de la société québécoise ne pourront jamais être harmonieuses tant qu'on n'aura pas résolu l'épineuse question de la fiscalité. *Le degré de tolérance de la population du Québec a atteint ses limites et [...] il est déjà dépassé dans les municipalités qui se trouvent à proximité de certaines collectivités autochtones... Les économies locales ont été durement atteintes par la contrebande de cigarettes, d'alcool, d'essence, etc., et les collectivités concernées ne peuvent espérer retrouver leur vitalité tant que les règles du jeu resteront faussées en faveur d'une catégorie de citoyens qui se moquent de la loi.+

Les représentants des municipalités appellent donc les autres paliers de gouvernement à garantir le respect des lois par tous les citoyens. Ils demandent que l'on mette un terme à la situation de dépendance des autochtones et que ceux-ci soient

obligés à l'avenir de payer les services qui leur sont fournis tout comme le font les autres citoyens du Québec. Selon l'UMQ, il serait utile de créer un organisme consultatif comprenant des représentants autochtones et des élus des municipalités afin d'encourager de meilleures relations, mais il est douteux qu'un rapprochement puisse être envisagé sans une révision approfondie du traitement spécial dont bénéficient les autochtones dans des domaines tels que l'impôt et les services gouvernementaux.

Lise Bourgault, ex-députée fédérale dont la circonscription englobait Oka et Kanasatake, exprime quant à elle des critiques envers les Mohawks. Elle affirme que ceux-ci détruisent l'image de tous les peuples autochtones par leur participation à la contrebande et leur mépris des lois, et qu'il est urgent de mettre un terme aux activités de la Société des guerriers mohawk. Elle conteste les arguments avancés en faveur des revendications territoriales autochtones et maintient que la présence des Canadiens d'ascendance européenne a été bénéfique à tout le monde, y compris aux autochtones.

Monique Farar, de la Fédération des pourvoyeurs du Québec, dit à la Commission que les autochtones entravent les services des pourvoyeurs destinés aux chasseurs et aux pêcheurs par leurs activités débridées de chasse et de pêche. Elle propose que tous les résidents du Québec soient assujettis aux mêmes lois en ce qui concerne la faune ou, autre solution, que l'on règle une fois pour toute les revendications territoriales autochtones.

Dans son exposé, André Pelletier, président de la Fédération québécoise de la faune (FQF), décrit les difficultés qu'il a rencontrées lorsqu'il a voulu jeter un pont avec les groupes autochtones, difficultés qui l'on amené à ne même plus oser inviter de conférenciers autochtones aux congrès de sa fédération. M. Pelletier parle également du

manque de contact entre les Québécois urbains et les autochtones. Les gens de la région de Montréal ont beaucoup plus de chance de rencontrer un Haïtien ou un Vietnamien qu'un Indien, dit-il. Ils ont des idées toutes faites sur les Indiens, même s'ils n'en ont jamais rencontré un seul dans leur vie.+

Plusieurs autres participants ont également évoqué des problèmes de relations avec les autochtones dans le cadre de la chasse et de la pêche dans les régions sauvages. Ces problèmes sont exposés dans la section consacrée à la faune.

Les audiences du Québec se sont distinguées des autres par le nombre de propositions précises qui ont été formulées au sujet de la protection des droits ancestraux. Rappelons ainsi les propositions de signature d'un traité de coexistence et d'un tribunal mixte, émanant du Forum paritaire, de participation des autochtones à une assemblée constituante chargée de dresser la nouvelle constitution d'un Québec souverain, émanant de la CSN, et de création d'une tribune politique, émanant de M. Sirros, pour permettre aux autochtones et aux gouvernements de travailler ensemble à la résolution des questions d'autonomie gouvernementale.

La Ligue des droits et libertés du Québec a recommandé d'entreprendre les négociations en se fondant sur les instruments internationaux, comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, pour veiller à ce que les droits des autochtones cessent d'être considérés comme un problème strictement local. Elle déclare que la moitié du territoire du Canada n'a jamais été conquis ni cédé par les autochtones, et que, du point de vue international, les droits indispensables aux autochtones pour la survie de leurs nations ne sauraient avoir été abandonnés.

La Commission des droits de la personne du

Québec a elle aussi proposé le recours aux instruments internationaux pour contrebalancer la position de négociation inégale des peuples autochtones. Elle a souligné la nécessité de reconnaître les droits collectifs autant qu'individuels des autochtones et souhaité voir apparaître une nouvelle éthique de la négociation, fondée sur la reconnaissance réciproque et le respect mutuel.

Armand McKenzie, un avocat inuit, a aussi soulevé la question des normes internationales en matière de droits de la personne. À son avis, la loi fédérale mettant en application la Convention de la Baie James et du Nord québécois a entraîné l'extinction unilatérale des droits des Inuit dans la partie de leurs terres traditionnelles qui est intégrée au territoire de la Convention, ce qui constitue une transgression du droit des Inuit à la protection égale de la loi et à la protection contre toute saisie arbitraire de leurs biens. En guise de recours, il recommande que l'action fédérale soit annulée et que l'on applique les droits internationaux des droits de la personne dans les négociations du Canada avec les Inuit.

Précisons enfin que l'on a rarement soulevé lors des audiences de Montréal les besoins ou les droits des autochtones des régions urbaines. L'Alliance autochtone du Québec, s'exprimant au nom de la population métisse de la province, a recommandé que le droit à l'autonomie gouvernementale soit garanti dans la Constitution pour les autochtones résidant en dehors des réserves, y compris les Métis. Elle a aussi proposé l'adoption d'une charte autochtone des droits pour garantir la protection et l'interprétation correcte des droits autochtones au Canada.

La guérison

Les femmes et la famille

L'Association des femmes autochtones du Canada

et Pauktuutit sont les deux groupes qui ont témoigné à fond sur la situation des femmes et des familles lors de la quatrième série d'audiences. D'autres participants se sont fait l'écho de leurs préoccupations concernant la violence familiale et la violence sexuelle, la condition sociale des collectivités autochtones, et l'égalité des femmes dans les institutions d'autonomie gouvernementale et de développement économique.

Deux organisations ont évoqué les obstacles auxquels font face les femmes autochtones en matière d'emploi, de création d'entreprises et d'obtention de crédit. À Ottawa, Pat Baxter, du Développement économique pour les femmes autochtones du Canada (DEFAC), a déposé un rapport montrant que les femmes autochtones n'ont eu accès entre 1982 et 1989 qu'à 6 % des 345 millions de dollars consacrés par le gouvernement fédéral au programme de développement économique des autochtones.

Selon cette organisation, les femmes autochtones butent sur les critères de prêt normalisés des établissements financiers et ont des difficultés à obtenir des capitaux de départ pour lancer une entreprise et à avoir accès à une formation spécialisée en finances. En outre, les sociétés autochtones de financement ne tiennent pas compte des besoins des femmes autochtones. L'organisation recommande que les établissements financiers modifient leurs critères et étudient des politiques de prêt différentes, comme celle adoptée par la Banque Grameen pour fournir des crédits aux micro-entreprises du Bangladesh.

À Winnipeg, Geri Von Ramin, coordonnatrice d'Aboriginal Women in the Canadian Labour Force (AWCLF), a parlé des *défis sociaux+ auxquels font face les travailleuses autochtones. *Nous sommes surreprésentées sur le plan du chômage et du sous-emploi, de la sous-scolarisation, de l'utilisation des services de santé, des taux de

suicide [...] les femmes autochtones ont le plus faible taux de participation à la population active du Canada.+

Selon M^{me} Von Ramin, les femmes autochtones sont confrontées à la discrimination salariale et à la ségrégation professionnelle. Dans son rapport, son organisation conclut que les lois sur l'équité en matière d'emploi et sur les droits de la personne répondent mal aux besoins des femmes autochtones étant donné qu'elles sont inapplicables et qu'elles ne portent pas sur les obstacles systémiques.

Parmi les recommandations de l'AWCLF, mentionnons la création d'organisations provinciales de défense et de sensibilisation des femmes autochtones, la participation égale des femmes autochtones aux décisions concernant l'emploi sur les réserves, et l'application de la législation sur l'équité en matière d'emploi à tous les lieux de travail, avec des sanctions exécutoires en cas de discrimination.

À Ottawa, le Conseil national des autochtones du Canada (CNAC) a établi un lien entre la guérison des collectivités et familles autochtones et l'objectif de l'autodétermination, et il a appuyé l'idée que la famille doit être l'unité de base aussi bien dans le contexte des droits ancestraux que dans celui des gouvernements autochtones.

Pat Apikan, s'exprimant au nom du CNAC, a déclaré que la famille devrait avoir plus de pouvoirs de décision et devrait devenir le pivot des gouvernements autochtones. *Si nous ne nous intéressons qu'aux droits individuels ou aux droits collectifs, nous risquons de laisser de côté quelque chose qui nous échappe depuis au moins un siècle+, a-t-il dit.

Ce thème a été repris à Winnipeg par Earl Boon, de la North West Company, qui a parlé de la nécessité

de protéger la famille comme entité naturelle et fondamentale de la société et recommandé la création d'un conseil national autochtone de la famille inspiré du modèle de l'Institut Vanier.

À Montréal, le Grand Conseil de la nation abénaki a centré son témoignage sur les répercussions du projet de loi C-31 pour les collectivités, ainsi que sur les problèmes engendrés par la mise en application du projet de loi par le gouvernement fédéral.

Entre 1986 et 1991, a-t-il précisé, la population de deux collectivités abénaki, Wolinak et Odanak, a augmenté de 41 % et de 36 % respectivement, à cause de personnes retrouvant leur statut d'Indien et réintégrant leur collectivité.

Le principal problème causé par le projet de loi C-31, dit le Conseil, est le fait que le gouvernement fédéral n'a pas fourni suffisamment de ressources financières pour faire face à l'afflux de nouveaux membres dans les bandes. De ce fait, la qualité de vie globale sur les réserves a baissé et les relations entre les anciens membres de la bande et les nouveaux sont tendues.

Le Conseil a précisé que les bandes ont le droit d'établir leurs critères d'admission et de dresser leurs propres listes de membres en vertu du projet de loi C-31. Il a reproché au ministère des Affaires indiennes et du Nord d'ignorer ces listes dans l'établissement de ses budgets. À Wolinak, par exemple, la bande a 550 membres mais la liste retenue par le Ministère pour l'octroi de crédits ne comporte que 304 noms.

Santé

Même si la plupart des intervenants sur les questions de santé étaient des non-autochtones, on a constaté une acceptation générale des positions qu'avaient défendues à ce sujet les autochtones lors des séries d'audiences précédentes de la Commission.

Cela concerne notamment l'adoption d'une approche plus générale et plus holistique en matière de services de santé, en confiant essentiellement le contrôle des services aux autochtones eux-mêmes et en ayant plus recours à des autochtones pour la prestation des soins et des services. Parmi les recommandations formulées dans ce domaine, mentionnons le recours accru aux sages-femmes autochtones, ainsi que l'utilisation accrue des remèdes et des guérisseurs traditionnels pour la prestation des soins de santé autochtones. En ce qui concerne l'alcoolisme et la toxicomanie, ce sont des problèmes qui devraient être réglés à l'échelle communautaire, en se fondant plus sur le savoir traditionnel.

À Ottawa, Marcia Mirasty, coordonnatrice de la promotion de la santé pour le Conseil de bande de Meadow Lake, a présenté l'esquisse d'un système holistique de soins de santé fondé sur l'équilibre entre l'esprit, le corps et la religion, et relié au développement de l'autonomie gouvernementale et à la création d'une infrastructure communautaire. Elle a dit que des problèmes sociaux comme la violence familiale, la négligence des enfants et l'agression sexuelle doivent être pris en considération au même titre que les activités de prévention concernant des maladies telles que le diabète, la tuberculose, le SIDA et les maladies transmises sexuellement. En outre, il faut assurer une nutrition adéquate et avoir recours aux aliments et remèdes traditionnels.

Dans sa présentation, l'Association médicale canadienne (AMC) a dit que l'amélioration de la santé dépend de critères socio-économiques et politiques. *Créer plus de services ne suffit pas pour réduire les taux de morbidité ou de mortalité des autochtones. Nous devons entrer dans une nouvelle ère de partenariat avec les autochtones. Nous devons appuyer la prise de pouvoir la plus large possible par les autochtones dans le secteur

de la promotion de la santé... Les médecins jouent depuis longtemps le rôle de porte-parole de leurs patients. Il leur faut aujourd'hui élargir ce rôle pour devenir les porte-parole de la collectivité autochtone.+

Comme d'autres participants, l'AMC a souligné l'écart substantiel qui existe entre les autochtones et le reste de la population canadienne pour ce qui est de la santé et des conditions sociales, comme en témoignent des indicateurs tels que l'espérance de vie (10 ans de moins que pour le reste de la population) et le nombre de décès par blessure ou empoisonnement d'Indiens inscrits (trois fois plus que pour le reste de la population).

Plusieurs groupes représentant des professionnels de la santé et des prestataires de soins ont souligné le manque de travailleurs autochtones, ainsi que les problèmes rencontrés pour redresser la situation. Certains ont mentionné que le nombre de gestionnaires autochtones des services de santé a augmenté mais que les travailleurs spécialisés oeuvrant dans les collectivités autochtones sont encore généralement des non-autochtones. À l'heure actuelle, les besoins les plus criants concernent des travailleurs multidisciplinaires et des agents de santé communautaires.

À Montréal, Ghyslaine Desrosiers, de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, a évoqué la gravité des problèmes de santé des collectivités autochtones, ce qui a amené le ministère québécois des Affaires sociales à déclarer les autochtones, population en danger. Elle a ajouté que les taux de roulement sont élevés parmi les infirmières postées dans les collectivités autochtones. Bon nombre sont de jeunes diplômées qui manquent d'expérience interculturelle. L'Ordre souhaite établir un nouveau partenariat entre les infirmières et les collectivités autochtones, et il recommande une approche écologique des soins de santé, tenant compte aussi bien des facteurs biologiques et envi-

ronnementaux que du mode de vie et du stress.

Le D^r David Kinloch, sous-ministre de la Santé des Territoires du Nord-Ouest, a énoncé plusieurs principes qui ont été adoptés depuis que le gouvernement territorial a assumé la responsabilité des services de santé en 1988. Il s'agit notamment de la participation active des citoyens à la planification et à la gestion des soins de santé, de l'expression des valeurs linguistiques et sociales de la collectivité dans le système de santé, de la prestation locale des services, de la délégation des soins de base à des agents locaux, et d'une participation accrue des autochtones à la prestation et à la gestion des soins de santé.

Selon le D^r Kinloch, les T.N.-O. procèdent actuellement au transfert des services de santé aux collectivités locales et à la création de conseils de gestion régionaux. Environ la moitié des personnes travaillant pour ces conseils sont des autochtones, mais la plupart occupent seulement des postes de soutien. Il n'y a pas de médecins autochtones et peu d'infirmières autochtones dans les Territoires, a-t-il ajouté, bien que la moitié des étudiants des T.N.-O. inscrits dans des programmes de santé soient maintenant des autochtones.

À Ottawa, Judith Stryckman, de l'Association canadienne de gérontologie, a souligné que les indices de revenu, de logement et de santé des membres âgés des collectivités autochtones du Canada sont généralement moins bons que ceux des autres Canadiens âgés, et elle a souligné la nécessité d'avoir des recherches, un enseignement et des politiques qui tiennent compte des besoins de ce groupe.

Selon les estimations de M^{me} Stryckman, 10 % des personnes âgées sont victimes de violence dans les collectivités autochtones, contre 4 % dans le reste de la population. Elle a évoqué à ce sujet les conflits qui peuvent éclater entre les générations lorsque les jeunes autochtones quittent leur famille

pour aller faire des études ou trouver du travail. Des problèmes de santé peuvent apparaître chez les personnes âgées à cause de la solitude, et celles-ci peuvent être terrorisées à l'idée d'être envoyées dans un établissement de soins non étranger à leur culture.

En réponse aux questions des commissaires, M^{me} Stryckman précise que toutes les provinces ont adopté des réformes en matière de soins de santé à long terme dans le but de réduire les soins en établissement au profit des soins dans la collectivité. Les autochtones n'ont pas encore de services répondant complètement à leurs besoins, mais leurs collectivités essuient un refus quand elles essaient de se doter d'établissements qui leur conviennent sur le plan culturel, car il existe déjà trop d'établissements dans le reste de la société.

Dans son exposé devant la Commission, l'Assemblée des premières nations (APN) a mis l'accent sur la guérison traditionnelle et sur le contrôle des services par les premières nations, ainsi que sur la responsabilité du gouvernement fédéral de financer les soins.

L'APN accuse le gouvernement fédéral de négligence et d'abdication de ses responsabilités de fiduciaire parce qu'il a éparpillé les programmes et services de santé entre les divers paliers de gouvernement sans tenir compte des premières nations. Elle rappelle les promesses écrites et orales faites à cet égard lors de la négociation des traités, et elle conclut que bon nombre des problèmes de santé des premières nations trouvent leur origine dans le fait que la santé n'est pas reconnue comme un droit issu des traités.

L'APN formule en tout 27 recommandations concernant essentiellement les soins de santé. Elle réclame le financement fédéral de stratégies des premières nations visant par exemple le diabète, la tuberculose, le SIDA, le syndrome de l'alcoolisme foetal et les maladies mentales. L'Assemblée

préfère un modèle de partenariat entre les systèmes de guérison traditionnels et les systèmes occidentaux, et elle réclame des crédits pour accroître le nombre de professionnels de la santé des premières nations.

Gary Bohnet, du Ralliement national des Métis (RNM), a dit que la situation des Métis est encore pire que celle des autres autochtones du Canada pour ce qui est des services de santé et des services sociaux. Les recommandations du RNM portent essentiellement sur la reconnaissance des pouvoirs des Métis en matière de soins de santé et de services sociaux, et sur l'octroi des ressources nécessaires pour leur permettre de contrôler la gestion des programmes et la prestation des services. Le RNM demande également à bénéficier des prestations de santé non assurées dont disposent aujourd'hui les Indiens et les Inuit, comme les soins dentaires, les médicaments et les lunettes.

L'Association médicale canadienne (AMC) a formulé 10 recommandations allant au-delà du domaine strict de la santé pour toucher des questions d'autodétermination et de développement communautaire. Reconnaissant que l'ampleur des problèmes de santé de la population autochtone est inacceptable, elle a recommandé le règlement des revendications territoriales et la résolution des problèmes fondamentaux qui influent sur la santé des collectivités autochtones, comme le logement, l'approvisionnement en eau, l'évacuation des déchets et l'emploi. Elle a aussi proposé l'adoption d'un système holistique de prestation de soins et de promotion de la santé, fondé sur l'acceptation et le respect de la guérison et des remèdes traditionnels.

Un autre groupe professionnel, la Société canadienne de pédiatrie (SCP), a évoqué la nécessité d'élaborer un partenariat entre les professionnels de la santé non autochtones et les collectivités autochtones, mais sans jamais oublier

qui doit fixer les priorités en matière de santé.

Le D^r Gary Pেকেles, parlant au nom de la SCP, a décrit l'expérience de trois régions où les autochtones ont obtenu le contrôle des organismes de santé, dans le nord du Québec et dans la région de Baffin. Il a dit que le transfert juridique du contrôle ne constituait qu'une première étape vers un vrai contrôle des ressources locales par les collectivités autochtones. On constate une plus grande sensibilité aux problèmes locaux, a-t-il ajouté, mais on continue de mettre l'accent sur les soins curatifs aux dépens des programmes communautaires.

La SCP a déposé au sujet des problèmes de santé des autochtones un mémoire qui avait été préparé en 1969 mais dont les recommandations n'ont jamais été mises en oeuvre. Le D^r Fred Baker, président du Comité indien et inuit de la santé, a dit que des mesures restent nécessaires dans les domaines de la violence, des accidents, des responsabilités parentales et de l'éducation.

La Corporation professionnelle des médecins du Québec a aussi évoqué la nécessité d'un partenariat entre les autochtones et les non-autochtones, mais elle a contesté la priorité accordée à l'autonomie politique.

*L'autonomie est toujours relative, et l'autonomie politique sans autonomie administrative et économique risque de ne rien donner, a-t-elle dit. Il faut éviter la tentation de concentrer tous les efforts sur la création de structures politiques au détriment des autres moyens de prise en charge des services, comme la formation de professionnels autochtones de la santé et l'instauration d'une économie autochtone viable.+

Personnes handicapées

Peu de mesures ont été prises pour résoudre les

problèmes des personnes autochtones handicapées, a-t-on dit à la Commission, même si ces problèmes ont été identifiés il y a 12 ans dans le rapport d'un comité spécial de la Chambre des communes. Le Réseau national des autochtones handicapés et le B.C. Aboriginal Network on Disability ont tous deux souligné la faible importance attribuée à cette question non seulement par les gouvernements mais aussi par les bandes et les organismes autochtones.

Selon Smokey Tomkins, du Réseau national des autochtones handicapés, entre 25 % et 30 % des autochtones du Canada souffrent d'un handicap, et 70 % d'entre eux sont peu scolarisés, ce qui est un facteur déterminant de leur revenu et de leur mode de vie. Cela veut dire que plus de la moitié de tous les autochtones handicapés sont privés d'accès à une pleine participation sociale.

M. Tomkins a déclaré que l'objectif des autochtones handicapés est de participer pleinement à la vie de leurs collectivités et de surmonter les obstacles dans les domaines de l'éducation, du logement, de la santé et des services sociaux. *La dignité et l'estime de soi ne peuvent être atteintes qu'en remplaçant l'ignorance par la compréhension, et la discrimination par l'acceptation+, a-t-il déclaré.

Les deux organismes représentant les autochtones handicapés ont parlé des problèmes de pauvreté, d'isolement, de violence familiale et d'absence de services que connaissent bon nombre des personnes qu'ils représentent. Ian Hinksman, président de l'organisme de la Colombie-Britannique, a évoqué les problèmes de compétence gouvernementale qui entravent la prestation des services. À son avis, les litiges n'impliquent pas seulement les gouvernements fédéral et provinciaux mais parfois aussi les bandes et les conseils de bande.

Le B.C. Aboriginal Network on Disability, qui a comparu à Vancouver, souhaite que les problèmes des handicapés soient traités de manière prioritaire; il recommande que l'on s'attache avant tout à résoudre les problèmes de logement et d'accessibilité, de recyclage professionnel, d'éducation et de sensibilisation, ainsi que les conflits de compétences. M. Hinksman a également parlé de compassion : *Trop souvent, ce mot semble avoir perdu son sens dans la collectivité autochtone. Nous semblons avoir adopté l'attitude de l'homme blanc pour qui c'est moi d'abord et au diable les autres.+

Doreen Demas, du Manitoba Aboriginal Network on Disability, a parlé à Winnipeg de la nécessité d'assurer aux autochtones handicapés l'accès *attitudinal+ autant que l'accès matériel aux services existant dans leurs collectivités. À son avis, les autochtones handicapés sont à toutes fins pratiques laissés pour compte et bon nombre restent cachés dans des établissements de soins. La prestation de services et une participation équitable des handicapés devraient faire partie des institutions d'autonomie gouvernementale, a-t-elle ajouté.

James Sanders, de l'Institut national canadien pour les aveugles (INCA), a dit que la cécité est plus répandue dans les collectivités autochtones que dans le reste de la population. Elle est 500 fois plus fréquente dans la collectivité de Rae Edzo, dans les Territoires du Nord-Ouest, que dans l'ensemble de la population, à cause d'une maladie héréditaire.

M. Sanders décrit un projet coopératif en vertu duquel l'INCA, le Conseil de bande de Hay River et l'Institut culturel déné collaborent pour trouver une méthode culturellement pertinente de prestation des services aux malvoyants. Ce projet est financé par le Conseil de bande, l'INCA jouant le rôle d'expert au sujet de la cécité mais non pas

d'expert quant à la prestation de services aux autochtones.

Langue et culture

La survie et la promotion des langues autochtones ont été l'un des thèmes fondamentaux du témoignage de l'Assemblée des premières nations (APN) pendant la quatrième série d'audiences, comme lors des audiences antérieures de la Commission. D'autres organismes ont parlé de la nécessité de promouvoir et de préserver la culture autochtone, de la manière dont les autochtones sont présentés par les médias, et de la nécessité de lancer de nouvelles initiatives en matière de sports et de loisirs autochtones.

L'APN a commencé sa présentation en donnant la parole à des anciens qui ont parlé de l'importance des langues autochtones sur le plan de la culture, de la spiritualité, des coutumes et des traditions. Ce thème figurait également dans son mémoire où elle dit que *nos langues sont l'élément essentiel de ce que nous sommes comme peuples. Sans nos langues, nos cultures ne peuvent survivre.+

L'APN a cité une étude récente montrant que les langues autochtones sont en déclin, en danger ou en situation critique dans 69 % des collectivités des premières nations, et que plus des deux tiers des collectivités risquent de perdre leur langue dans une ou deux générations si rien n'est fait. Elle ajoute que la plupart des programmes d'enseignement des langues dans les écoles des premières nations sont destinés aux enfants d'âge préscolaire et de niveau primaire, et qu'il n'existe de programmes semblables à l'intention des adultes que dans moins de 20 % des réserves.

L'Assemblée réclame un programme de revitalisation linguistique pour favoriser la guérison, le renouveau et la renaissance des collectivités des premières nations. Ses objectifs sont de

faire en sorte que tous puissent utiliser couramment leur langue maternelle, et d'obtenir la reconnaissance des langues autochtones comme langues officielles dans les collectivités des premières nations, afin qu'elles y soient utilisées dans tous les secteurs de la vie familiale et communautaire.

L'APN a proposé plusieurs recommandations pour atteindre ces objectifs, notamment l'octroi d'un soutien fédéral, l'aide des Églises qui ont tenté de faire disparaître les langues des premières nations dans le passé, et l'action des collectivités. Elle a rappelé que le gouvernement fédéral dépense actuellement 100 fois plus pour promouvoir les deux langues officielles du Canada que les 59 langues autochtones. Ces langues devraient être reconnues dans la Constitution et bénéficier des mêmes droits et du même statut juridique que l'anglais et le français.

Sheila Genaille, du Ralliement national des Métis, a réclamé un soutien fédéral pour la promotion du michif, langue particulière que les Métis ont créée en fusionnant un certain nombre de langues indiennes avec l'anglais et le français. À son avis, le michif, comme les autres langues autochtones, disparaîtra si les gouvernements et les populations ne font pas des efforts concertés pour le préserver.

À Ottawa, Barbara Barnes, de l'Association nationale des centres d'éducation culturelle, a évoqué l'importance de revitaliser les cultures autochtones dans le cadre d'un processus de renversement des effets de plusieurs années d'assimilation. L'Association a pris note de l'engagement du Parti libéral, énoncé dans son programme électoral, de fournir *soutien et assistance pour encourager la guérison dans les collectivités autochtones+. À cette fin, elle recommande de rétablir le soutien financier des 72 centres d'éducation culturels existants, puis de le renforcer, et d'octroyer des crédits pour ouvrir de

tels centres dans les autres collectivités des premières nations.

M^{me} Barnes a mentionné certains des programmes et services dispensés par les centres d'éducation culturelle, concernant notamment les recherches sur les langues autochtones, les musées, les bibliothèques et archives des premières nations, la promotion des conseils d'anciens et la formation interculturelle. Elle a évoqué par ailleurs le problème de l'adaptation de la culture traditionnelle des autochtones au XXI^e siècle.

Les jeunes ne sont pas les seuls qui connaissent des difficultés dans ce domaine, dit-elle. *Je pense que les chefs traditionnels et les anciens du Canada et des États-Unis font face à cette difficulté... Si vous vous renseignez, vous constaterez que nous n'en savons rien. Nous ne savons pas comment nous allons faire. Nous ne savons pas comment faire entrer notre culture dans le XXI^e siècle.+

Des préoccupations ont également été exprimées au sujet de la culture autochtone par des organismes non autochtones. Ainsi, le D^r Emmanuel Stip, du Centre de recherche Fernand-Seguin de l'Université de Montréal, a proposé que des centres culturels soient ouverts dans les collectivités urbaines pour communiquer les langues et la culture autochtones au reste de la population. Le modèle dont on pourrait s'inspirer, a-t-il dit, est celui des instituts Goethe financés par le gouvernement allemand dans maints pays étrangers.

M^{me} Paule Leduc, directrice du Conseil des Arts du Canada, a décrit une série de mesures visant à assurer l'accès équitable des artistes autochtones à ses programmes, notamment la mise sur pied d'un Comité consultatif des premières nations. Cette mesure est cependant critiquée par le Ralliement national des Métis. Sheila Genaille, du RNM, a dit que le nouveau comité ne veut dialoguer

qu'avec les artistes indiens et inuit. À son avis, les institutions culturelles nationales du Canada pratiquent une forme d'exclusion qui repousse la culture et les artistes métis en marge des expositions multiculturelles et autochtones, et les musées nationaux ignorent le rôle central des Métis dans l'histoire de l'Ouest canadien.

À Ottawa, Charles Bury, de l'Association canadienne des journalistes, a lancé une attaque en règle contre la presse nationale et locale pour la manière dont elle traite les autochtones. Il a dit que la presse écrite et électronique *contient souvent de fausses informations, des généralisations abusives et des stéréotypes lamentables sur les autochtones+. Il existe trop peu de journalistes autochtones, la plupart des journalistes comprennent fort mal les peuples et collectivités autochtones, et rares sont les organes de presse pour qui les affaires autochtones méritent une attention régulière. En conséquence, dit-il, *la plupart des Canadiens connaissent très mal les peuples autochtones du pays et leurs préoccupations+.

M. Bury a également formulé des critiques à l'égard des organes de presse desservant les collectivités autochtones, organes qui sont extrêmement rares, dit-il, toujours sous-financés et souvent assujettis au contrôle des conseils de bande ou d'autres instances gouvernementales autochtones. Pis encore, la majeure partie des autochtones du Canada ne sont desservis par aucun organe de presse local.

Des problèmes semblables ont été abordés à Vancouver par la National Aboriginal Communications Society. Ray Fox, son président, a décrit l'évolution des communications autochtones au cours des 25 dernières années et l'appui minime que leur accorde aujourd'hui le gouvernement fédéral. Il a dit que les crédits fédéraux pour la radiodiffusion autochtone ont chuté de

moitié en 10 ans et que les propres analyses du gouvernement ont révélé que le manque de fonds, l'absence de formation professionnelle, le manque de matériel et le manque d'indépendance des radiodiffuseurs sont des problèmes majeurs.

Selon M. Fox, la priorité devrait être d'assurer une meilleure formation des journalistes autochtones et d'octroyer des ressources financières plus stables aux médias autochtones. Les sociétés de câblodistribution devraient être tenues de diffuser des émissions autochtones dans les collectivités urbaines, et Radio-Canada devrait être tenue de respecter son engagement originel d'assurer la diffusion gratuite des émissions autochtones.

M. Fox a également critiqué la politique fédérale de réduction du soutien accordé aux émissions autochtones dans le Nord canadien. Il a exprimé des inquiétudes quant à l'avenir des journaux autochtones puisque le gouvernement les a privés de son soutien. Environ la moitié des 85 publications autochtones du Canada ont aujourd'hui des propriétaires non autochtones, a-t-il affirmé.

À Vancouver, l'Aboriginal Sports and Recreation Association of B.C. a parlé d'une étude sur le lien entre le sport et les loisirs et les autres aspects de la vie autochtone. Lors d'une enquête exhaustive menée auprès des collectivités autochtones de la Colombie-Britannique, l'Association a constaté que seulement 28 % des répondants étaient satisfaits de la nature et de l'ampleur des activités récréatives actuellement disponibles, et que les installations récréatives sont jugées inadéquates dans les deux tiers des réserves.

L'Association a formulé 12 recommandations concernant les installations récréatives, la formation professionnelle, les programmes, la sensibilisation et la participation des collectivités autochtones. Elle affirme qu'il faudrait étudier de

près le faible taux de participation des femmes autochtones aux activités récréatives et elle recommande une politique de relance d'activités sportives traditionnelles comme les jeux d'osselets et la crosse.

Selon l'Association canadienne des loisirs et des parcs (ACLCP), les membres des premières nations devraient avoir accès à des activités récréatives et sportives de même qualité que ceux de la culture dominante.

Le D^r Ralph Nilson, de l'ACLCP, a fourni des informations montrant qu'il n'existe aucune activité de loisir à l'intention des jeunes dans bon nombre de collectivités autochtones, que l'ennui dont souffrent ces jeunes inquiète sérieusement les dirigeants communautaires, et que les programmes récréatifs ont un effet positif sur l'unité des collectivités et la réduction de la criminalité.

Le D^r Nilson critique la proposition de création d'un secrétariat fédéral du sport autochtone, avancée pendant les audiences, en disant qu'il conviendrait plutôt d'accorder la priorité à l'expansion de programmes récréatifs à l'échelle communautaire. Comme les participants non autochtones d'autres secteurs d'activité, il réclame plus de contrôle autochtone sur la planification et la prestation des programmes récréatifs, et il recommande que le système de loisir autochtone soit opportun sur le plan culturel et que le partenariat soit encouragé à l'échelle communautaire.

Éducation

La nécessité d'accroître la participation et le contrôle des autochtones dans le secteur de l'éducation a été soulignée par des intervenants aussi bien autochtones que non autochtones. Les préoccupations en la matière concernent la nécessité d'assouplir les programmes

d'enseignement et de les rendre plus conformes aux caractéristiques des collectivités autochtones, ainsi que la nécessité de mettre davantage l'accent sur les langues autochtones et sur la participation des anciens. L'Assemblée des premières nations a formulé des propositions visant à donner aux premières nations le contrôle total des services d'enseignement par le truchement d'un organisme autochtone indépendant.

On a longuement discuté, pendant les audiences, de ce qu'il faudrait faire pour donner une formation postsecondaire aux autochtones dans des professions telles que l'enseignement et la médecine, et sur la manière dont les universités et collèges devraient répondre aux besoins des étudiants autochtones. La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants et l'Association canadienne des professeurs d'université ont toutes deux réclamé l'abolition du plafond imposé par le gouvernement fédéral au financement de l'enseignement postsecondaire pour les étudiants autochtones.

À Ottawa, des membres de l'Association des collèges communautaires du Canada se sont dits inquiets de la persistance du racisme et du colonialisme dans le système d'enseignement, ce qui reflète à leurs yeux les valeurs occidentales.

Kevin Busswood, de l'Association, a dit que les établissements d'enseignement ne sont pas conscients du message qu'ils véhiculent en présentant le mode de vie industrialisé comme le seul valable. À son avis, il n'est pas très utile de déplorer les effets du colonialisme lorsque ses institutions sont toujours bien vivantes au Canada.

Selon M. Busswood, les enseignants ne comprennent pas encore les problèmes sociaux des collectivités autochtones, et les techniques qu'ils proposent pour y faire face ne fonctionnent pas très bien. *Quand on voyage, on se rend compte que

les collectivités qui sont le mieux parvenues à faire face à l'héritage psychologique du colonialisme sont celles qui ont trouvé le moyen de fonctionner dans leur propre contexte culturel et de tirer profit des atouts spirituels et autres qui existent dans leur culture. Dans nos instituts canadiens de tradition occidentale, nous ne saisissons pas très bien cette situation.+

Pour M. Busswood, c'est avant tout une question de partenariat. Il faut créer de nouveaux établissements d'enseignement conçus et dirigés par des autochtones, afin d'aborder les questions en fonction du contexte culturel autochtone. Idéalement, il devrait y avoir un établissement de cette nature dans chaque région, collaborant avec les autres tout en conservant son autonomie.

L'idée du partenariat a aussi été avancée par d'autres représentants d'établissements postsecondaires, mais dans le cadre de démarches différentes. Plusieurs professeurs de l'Université McGill, à Montréal, ont parlé des relations de l'université avec les populations du nord et les autochtones en citant des programmes qui remontent parfois à plus de 100 ans. Ils ont par ailleurs esquissé des recommandations visant à rendre McGill plus sensible aux besoins des étudiants autochtones, mais ils ont reconnu que l'université a encore beaucoup à faire dans ce domaine, par exemple parce qu'elle ne consulte pas les collectivités autochtones sur leurs besoins particuliers et qu'elle n'offre pas de soutien aux étudiants autochtones sur son campus.

Le professeur John Wolforth, de la Faculté d'éducation de McGill, a évoqué les leçons tirées d'un programme de formation d'enseignants en inuktitut dans leurs propres collectivités, que McGill gère avec le Conseil scolaire de Kativik depuis 1970. À son avis, McGill dispose aujourd'hui d'un bassin d'instructeurs inuit qualifiés qui collaborent avec des professeurs du Sud, ce qui

permet aux jeunes Inuit de recevoir un enseignement de qualité dans leur propre langue. Faire des études dans sa propre langue est fondamental pour la dignité et l'estime de soi.

À Ottawa, la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants a attiré l'attention des commissaires sur l'importance cruciale de l'enseignement en langues autochtones ainsi que sur la nécessité d'avoir davantage d'enseignants autochtones. Elle a aussi présenté un rapport de fond préparé avec ses membres sur le racisme dans le secteur de l'éducation.

Damian Solomon, directeur des Services de perfectionnement professionnel, a déclaré que le modèle traditionnel de formation des enseignants ne répond pas aux besoins des enseignants autochtones. Les universités devraient donc s'efforcer d'innover dans ce domaine. Elles devraient accepter des étudiants adultes en fonction de leur expérience plutôt que de leur niveau d'éducation, et envisager de faire faire des stages à ces étudiants dans des écoles de bande ainsi que dans des écoles traditionnelles.

La Centrale de l'enseignement du Québec a également parlé de la nécessité de faire une plus grande place aux langues autochtones dans l'enseignement, de renforcer le rôle des communautés dans la gestion des écoles et d'augmenter le nombre des enseignants autochtones. Elle signale que le contrôle des autochtones sur leurs écoles au Québec a entraîné une fréquentation scolaire accrue et une réduction du décrochage. Chez les jeunes (5 à 15 ans) Inuit du nord du Québec, par exemple, la fréquentation scolaire est passée de 8 % en 1950 à 98 % aujourd'hui.

À Toronto, l'Ontario Federation of Home and School Associations a exprimé son appui total aux aspirations des autochtones en matière de contrôle sur tous les aspects de l'enseignement dispensé à

leurs enfants, y compris leur droit à leurs propres écoles. Elle a dénoncé les séquelles des pensionnats et de la *Loi sur les Indiens*, et elle a recommandé une plus grande utilisation des langues autochtones dans les écoles et un recours accru aux anciens pour la formation des étudiants autochtones et non autochtones.

Norma Inch, s'exprimant pour la Fédération, a dit qu'il est temps d'éliminer des programmes les stéréotypes négatifs concernant les autochtones et de présenter sous un jour positif l'histoire et la culture autochtones. La Fédération, a-t-elle ajouté, *est en train de gravir la pente côte à côte avec les autochtones+.

Le principal problème évoqué par l'Assemblée des premières nations dans le secteur de l'éducation est d'obtenir la reconnaissance constitutionnelle du droit à l'éducation comme un droit inhérent des autochtones. Le chef E. (Dutch) Lerat a exposé la position de l'APN en réclamant des négociations immédiates sur le transfert aux premières nations de la gestion de l'enseignement, par le truchement d'un organisme indépendant tel qu'un conseil autochtone national de l'éducation. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient abandonner leurs fonctions administratives et cesser de dicter leurs lignes de conduite, et le gouvernement fédéral ne devrait conserver qu'un rôle de bailleur de fonds.

Le témoignage de l'APN reposait sur un rapport qu'elle avait produit en 1988 sur l'éducation autochtone, intitulé *Traditions et éducation*. Selon l'Assemblée, l'éducation est un outil fondamental pour la réalisation et le renforcement de l'autonomie gouvernementale. Elle estime que les premières nations devraient contrôler le secteur de l'enseignement du niveau préscolaire jusqu'au niveau postsecondaire, et que ce contrôle devrait dépasser les limites des réserves pour s'appliquer également aux citoyens des premières nations

inscrits dans des établissements provinciaux ou territoriaux.

Dans son mémoire, le Ralliement national des Métis a proposé l'esquisse d'un programme d'éducation métis reposant sur l'adoption d'une loi fédérale sur l'enseignement métis, ainsi que sur l'utilisation d'établissements conçus et gérés par les Métis, avec leurs propres organismes de gestion, dans toute la mesure du possible. Selon le Ralliement, cette loi permettrait de réglementer toutes les dépenses fédérales consacrées à tous les programmes d'enseignement destinés aux Métis.

Les priorités en matière de dépenses seraient établies conjointement par les gouvernements fédéral et métis, et les établissements dont les programmes ne seraient pas conformes à ces priorités risqueraient de perdre leurs crédits fédéraux. Selon le Ralliement, l'appui fédéral devrait prendre la forme de subventions aux étudiants métis de niveau postsecondaire, qui sont actuellement exclus des programmes de soutien offerts aux étudiants des premières nations. Pendant son exposé, le Ralliement a également proposé de créer une université nationale métisse; la proposition avait été formulée par l'Institut Gabriel Dumont, collègue métis indépendant de la Saskatchewan.

Comme les Métis, l'Inuit Tapirisat a évoqué la nécessité de créer un établissement indépendant d'enseignement postsecondaire inuit qui offrirait un vaste éventail de programmes linguistiques et culturels, ainsi que des programmes universitaires. Les Inuit demandent au gouvernement fédéral de reconnaître l'inuktitut comme langue fondamentale de la culture et de l'identité inuit, et de lui accorder un soutien semblable à celui dont bénéficient le français et l'anglais. Ils réclament aussi le contrôle local des services d'enseignement et la participation des anciens au processus.

Jeunesse

La Commission a déployé des efforts particuliers pour recueillir l'opinion des jeunes, pendant la quatrième série d'audiences, en organisant une série de tribunes sur les campus universitaires en plus de ses audiences régulières. Des étudiants autochtones et non autochtones ont participé à ces tribunes, comme animateurs ou comme membres du public. Ces tribunes se sont tenues à l'Université Carleton d'Ottawa, à l'Université Concordia de Montréal et à l'Université York de Toronto.

Les commissaires ont pris note du fait que la majorité de la population autochtone a aujourd'hui moins de 30 ans. Ils ont donc exprimé le vœu de recueillir l'opinion des jeunes sur tous les aspects de leur mandat et non pas seulement sur les préoccupations particulières de la jeunesse.

Les participants aux tribunes des jeunes ont été invités à donner leur avis sur les quatre éléments clés énoncés dans *Au coeur du dialogue*. La plupart ont surtout parlé des relations entre les autochtones et les non-autochtones mais, comme les autres intervenants, ils ont relié cette question aux problèmes de guérison, d'autodétermination et d'autosuffisance.

Bon nombre d'intervenants ont parlé de partenariat, de compréhension, de communication et de dialogue entre les deux communautés. Beaucoup ont mis l'accent sur la nécessité d'éduquer les non-autochtones sur l'histoire et la culture autochtones, ainsi que sur la nécessité d'accepter la diversité des peuples autochtones et les différences existant entre les collectivités autochtones urbaines et rurales. Les participants ont déploré le racisme affiché par la communauté non autochtone et l'absence de bonne volonté de la part des gouvernements.

Les participants non autochtones ont exprimé leur appui à l'autonomie gouvernementale, mais en évoquant aussi la crainte que ressentent leurs collègues quant à ce que cela veut dire. Les participants autochtones ont souligné la nécessité d'accepter le wampum à deux rangs comme base de l'autonomie gouvernementale. Ils souhaitent que les autochtones aient des pouvoirs réels, que les revendications territoriales soient réglées, et que l'on reconnaisse la transférabilité des droits autochtones. Ils ont par ailleurs critiqué l'idée que les gouvernements autochtones puissent être traités comme des gouvernements inférieurs par rapport aux gouvernements fédéral et provinciaux.

Les intervenants estimaient que l'autosuffisance est étroitement reliée à l'autonomie gouvernementale et qu'il est essentiel que celle-ci s'appuie sur l'accès aux ressources et à une assise territoriale adéquate.

Les recommandations formulées dans ce contexte comprenaient le paiement des frais de l'autonomie gouvernementale urbaine en utilisant les taxes acquittées par les autochtones citoyens, et l'octroi aux collectivités autochtones d'une assiette fiscale par le truchement d'une taxe de 5 % perçue sur les profits de l'exploitation des ressources de leurs terres traditionnelles.

En matière de guérison, les participants autochtones ont dit qu'il est essentiel de préserver l'héritage autochtone et de dispenser dès le plus jeune âge un enseignement en langues autochtones.

À leur avis, l'enseignement de l'histoire autochtone devrait être obligatoire dans les programmes scolaires non autochtones. Ils ont parlé aussi du choc culturel que ressentent les étudiants autochtones lorsqu'ils quittent leurs collectivités rurales pour les collectivités urbaines, ce qui justifierait l'octroi d'un soutien adéquat. En même temps, ils estiment que les étudiants autochtones devraient faire profiter leurs collectivités de ce qu'ils ont appris à l'école, plutôt que de se couper de ces collectivités.

Pour l'avenir, les étudiants ont décrit leur vision d'une société généreuse fondée sur l'harmonie et l'interdépendance. Certains participants non autochtones ont également parlé de la contribution particulière que peuvent apporter les autochtones à la protection de l'environnement.

L'un des thèmes importants des tribunes a été la nécessité d'intégrer les traditions à la société moderne. Lors de la tribune de Montréal, un étudiant mohawk de Kahnawake, Tracee Diabo, a dit comment on devrait intégrer le wampum à deux rangs à la société moderne. À son avis, les autochtones et les non-autochtones ne peuvent coexister sans interaction. Les nouvelles relations entre les deux communautés devraient être fondées sur la séparation des pouvoirs mais tout en permettant le partage des pouvoirs sur les questions touchant les deux sociétés, comme la protection de l'environnement.

Selon M^{me} Diabo, les Mohawks s'en sont toujours tenus au concept du wampum à deux rangs, à un point tel qu'ils ne se sont pas mêlés de politique canadienne, mais cela les oblige à négocier avec le gouvernement canadien. Elle estime que les autochtones devraient être plus actifs sur le plan politique s'ils ne veulent pas que leurs affaires soient gérées par des gens dont ils refusent l'autorité.

En ce qui concerne l'autonomie gouvernementale en milieu urbain, elle affirme que les autochtones devraient conjuguer leurs ressources pour créer une organisation politique et trouver de nouvelles méthodes de renforcement de la communauté autochtone urbaine. S'ils ne deviennent pas plus actifs sur le plan politique, dit-elle, le statu quo ne changera pas et il n'y aura pas d'autodétermination.

Ammond Salter, étudiant non autochtone ayant participé à la tribune de Montréal, a dit qu'il

appartient aux Canadiens non autochtones d'abolir les barrières et de résoudre les problèmes de ressources qui rendent tellement difficile l'évolution vers l'autonomie gouvernementale. Il a comparé la situation à celle qui existe après une guerre, lorsque les belligérants doivent non seulement mettre fin aux hostilités mais également résoudre les problèmes que celles-ci ont créé, de façon à faire renaître l'espoir. Ce qu'il faut aujourd'hui, dit-il, c'est une *passion pour le consensus+, c'est-à-dire un processus de décision inspiré des traditions autochtones et fondé sur la volonté d'écouter chaque participant et de dissiper ses préoccupations.

Les participants aux tribunes des jeunes ont également mentionné ce qu'ils ont personnellement appris sur leurs cultures respectives. À Carleton, Markee Duprie a parlé de la manière dont il avait appris l'histoire du Canada, comme non-autochtone, et de ce qu'il a appris personnellement sur l'histoire autochtone. Tant que les non-autochtones ne seront pas prêts à faire le même effort pour s'informer, a-t-il dit, il n'y aura aucun progrès notable sur les droits autochtones.

À Toronto, André Chamberlain, étudiant en droit du Québec, a décrit comment il avait découvert qu'il était montagnais, trois ans auparavant, après avoir été élevé comme un enfant blanc par sa famille adoptive. Il a ajouté qu'il apprenait chaque jour de nouvelles choses sur son patrimoine autochtone et qu'il le respectait de plus en plus.

Bon nombre des thèmes soulevés dans le cadre des tribunes des jeunes l'ont été aussi lors des audiences. À Montréal, des membres du Groupe des 22, groupe de jeunes autochtones et non-autochtones réunis par le Comité permanent de la jeunesse du Québec, a parlé de la nécessité de mieux se connaître, de renforcer les communications et de corriger les erreurs du passé.

Nous ne pouvons plus penser et agir comme ceux qui, certes avec de bonnes intentions, ont créé les systèmes politiques que nous connaissons aujourd'hui. Il faut remplacer l'affrontement par un processus de résolution des problèmes individuels et collectifs plus sain et plus respectueux d'autrui : consultation, discussion, accord et communication entre égaux, plutôt que quête effrénée de pouvoir.

Le groupe a conclu que les jeunes ne sont pas suffisamment consultés par les anciens sur les questions touchant la vie communautaire et sociale. Ce problème est particulièrement vif chez les jeunes autochtones parce qu'ils ont dû se faire une place dans leur propre collectivité et affirmer également leur identité au sein de la société du Québec, où ils font l'objet de racisme et de préjugés.

Ce groupe a formulé plusieurs recommandations, notamment la nécessité de jeter des ponts entre les jeunes autochtones et non-autochtones, sous forme de lieux de rencontre et d'activités communes, de faire davantage intervenir les autochtones dans les décisions concernant le système scolaire, et d'assurer aux jeunes et aux autres citoyens une plus grande participation aux décisions prises par la communauté.

Les problèmes auxquels font face les jeunes des réserves ont été fort bien mis en relief par un groupe de quatre jeunes Montagnais aux audiences de Montréal. Suzie Basile, membre du groupe, a dit que les jeunes représentent 65 % de la population de sa réserve de Weymontachie, dans l'est du Québec. Elle a souligné la nécessité pour les jeunes de parvenir à l'indépendance et de ne pas rester confinés à des réserves de deux kilomètres sur deux de superficie. Les membres du groupe ont aussi parlé du manque de services récréatifs et d'autres programmes destinés aux jeunes dans leurs

collectivités.

Selon Anik Riverin, les perspectives de carrière des jeunes Montagnais sont extrêmement limitées. Ceux qui choisissent de terminer leurs études et d'aller à l'université sont quasiment condamnés à vivre en dehors de leur collectivité. Les jeunes autochtones et non-autochtones des régions rurales et éloignées font face à un problème systémique, a-t-elle dit, dans la mesure où plus ils poursuivent leurs études, plus ils risquent de ne jamais retourner dans leur collectivité. Quoi qu'il en soit, de nombreux jeunes autochtones qui veulent poursuivre leurs études sont souvent obligés de les abandonner à cause du rythme de vie de la société non autochtone et de l'absence de réseaux de soutien.

L'autodétermination

Autonomie gouvernementale

L'autodétermination et l'autonomie gouvernementale ont dominé les témoignages des quatre organisations nationales représentant les premières nations, les Indiens non inscrits, les autochtones citadins, les Inuit et les Métis pendant la quatrième série d'audiences. Elles ont également occupé une place prépondérante dans les témoignages de nombreux autres groupes autochtones.

Pour ce qui est des groupes non autochtones, beaucoup ont également abordé la question de l'autonomie gouvernementale dans le contexte des futures relations entre les deux communautés. Dans l'ensemble, ces groupes appuient le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale et le droit des autochtones à l'autodétermination, bien que certains aient exprimé des réserves à ce sujet aux audiences du Québec. Ces intervenants ont plus mis l'accent sur la qualité des futures relations avec les peuples autochtones, alors que les groupes autochtones étaient davantage préoccupés par la

reconnaissance officielle de leurs droits et par le souci de préciser comment devrait fonctionner l'autonomie gouvernementale.

Les participants autochtones ont insisté sur l'idée que l'autonomie gouvernementale est inextricablement liée aux droits issus de traités et aux revendications territoriales, et qu'on ne doit donc pas l'envisager hors de ce contexte. Ils rejettent la politique du gouvernement fédéral consistant à séparer les négociations sur l'autonomie gouvernementale de la question des revendications territoriales, en soulignant qu'il existe de nombreux précédents justifiant que les deux questions soient traitées ensemble, par exemple les éléments d'autonomie gouvernementale intégrés à l'entente sur le Nunavut.

Du côté autochtone, on partage généralement l'opinion exprimée par Rosemary Kuptana, de l'Inuit Tapirisat du Canada, selon qui l'autonomie gouvernementale sous-tend pratiquement toutes les revendications fondamentales des autochtones, du développement économique jusqu'à la justice ou à la santé. *Nous ne pouvons redevenir autosuffisants sans reprendre un certain contrôle de nos propres ressources, dit-elle. Or, la structure actuelle de traitement des revendications territoriales est trop restreinte pour permettre ce cheminement. La question de l'autonomie gouvernementale doit être réglée et nos intérêts ne peuvent être sacrifiés dans les coupures budgétaires.+

La Centrale de l'enseignement du Québec est l'une de plusieurs organisations non autochtones du Québec qui considèrent que l'autonomie gouvernementale doit être liée à une assise territoriale, ce qui est aussi l'opinion du Conseil des Atikamekw et Montagnais (CAM). Les enseignants s'opposent à toute forme de gouvernement ethnique et estiment que toute personne vivant sur un territoire autochtone devrait relever du gouvernement

autochtone correspondant, ce qui est également l'avis du CAM.

Cette thèse est cependant contestée par le Conseil national des autochtones du Canada, pour qui le droit à l'autonomie gouvernementale et l'existence d'une assise territoriale sont deux questions distinctes, ce qui est également l'opinion du Ralliement national des Métis, qui a déjà mis sur pied ses propres institutions d'autonomie gouvernementale tout en essayant d'obtenir à la fois la reconnaissance de son droit et la création d'un processus de revendications territoriales. Les participants autochtones des régions urbaines ont proposé plusieurs modèles d'autonomie gouvernementale urbaine car ils considèrent eux aussi que cela procède d'un droit ancestral. L'APN, en revanche, affirme que les compétences reliées à l'autonomie gouvernementale autochtone devraient avoir une assise territoriale mais qu'elles pourraient également s'étendre à la prestation de services particuliers pour les citoyens des premières nations résidant ailleurs.

Charlie Watt, de la Société Makivik, reproche au gouvernement fédéral de ne pas avoir adopté de politique reconnaissant l'option d'un gouvernement non ethnique retenue par les Inuit dans le contexte du règlement des revendications territoriales du Nord canadien. Une telle politique devrait consacrer le principe que des gouvernements non ethniques sont actuellement mis sur pied suite aux négociations avec les Inuit, affirme-t-il, essentiellement dans leur intérêt.

M. Watt réclame la création d'un traité national entre le gouvernement fédéral et toutes les régions inuit. Grâce à ce mécanisme, les institutions nées de l'autonomie gouvernementale dans différentes régions pourraient conclure des ententes intergouvernementales sur les questions intéressant les Inuit.

On a souvent évoqué la Déclaration universelle des

droits de l'homme ainsi que les principes internationaux en matière de droits de la personne comme fondement de l'interprétation des droits ancestraux au Canada, y compris le droit à l'autonomie gouvernementale. À Montréal, la Commission des droits de la personne du Québec a cité les textes des Nations Unies dans son témoignage. Bien qu'il lui semble difficile de définir l'autodétermination dans un contexte international, elle considère que cela ne devrait pas être un obstacle à la mise en application de ce droit pour les peuples autochtones du Canada.

L'Assemblée des premières nations est plus optimiste à cet égard. Elle appelle les gouvernements du Canada *à reconnaître que le droit inhérent à l'autodétermination est le fondement de toutes les politiques, lois et relations concernant les peuples autochtones+, en appuyant cette affirmation sur le fait que le droit des peuples est reconnu en droit international, notamment dans la Charte des Nations Unies.

L'autodétermination, affirme-t-elle, *signifie que nous allons pouvoir contrôler nos vies pour veiller à ce que nos droits, nos langues, nos cultures, nos traditions et nos peuples puissent survivre et s'épanouir... Nous voulons garantir la survie de nos nations, même face à la grande vague d'assimilation qui nous menace au Canada.

*L'autodétermination n'entraînera pas le morcellement du Canada. Contrairement à ce que disent certains de nos détracteurs, notre objectif n'est pas de nous séparer de l'État canadien. Nous souhaitons plutôt établir un nouveau partenariat avec le Canada dans le cadre de notre droit à l'autodétermination. Et nous voulons le faire dans un esprit d'amitié, pas d'hostilité.+

Plusieurs modèles et démarches ont été proposés pour faire la transition vers l'autonomie gouvernementale autochtone. Rappelant leur expérience

des négociations sur l'autonomie gouvernementale ou de la mise en oeuvre de certaines ententes, divers participants reprochent au gouvernement fédéral d'avoir temporisé, pris des mesures dilatoires, agi de mauvaise foi et manqué de volonté politique.

Gerald Morin, président du Ralliement national des Métis, affirme que le RNM et les associations métisses provinciales font tout en leur pouvoir pour exprimer leur droit inhérent à se gouverner. Le RNM, ajoute-t-il, examine la possibilité d'instaurer une sorte de Parlement de la nation métisse, et les gouvernements provinciaux avancent vers la création d'assemblées législatives métisses. Selon l'option envisagée en Saskatchewan, une assemblée métisse adopterait des textes de loi, par exemple une loi sur la citoyenneté métisse qui permettrait aux Métis de décider eux-mêmes qui possède cette citoyenneté. L'assemblée serait composée de dirigeants de la communauté métisse, et les membres de son conseil exécutif composeraient son gouvernement.

Dans son mémoire, l'Assemblée des premières nations demande aux gouvernements de reconnaître la pleine compétence des gouvernements des premières nations et de céder leur compétence dans les domaines requis par les premières nations pour exercer efficacement leurs pleins pouvoirs juridiques. Elle invite les premières nations à élaborer un processus de transition ordonnée vers l'autonomie gouvernementale, mais en soulignant que celles-ci ont le droit d'assumer leurs pouvoirs unilatéralement, sans discussion ou négociation avec les autres gouvernements. Ses propositions comprennent l'abolition progressive de la *Loi sur les Indiens* et la création d'un tribunal spécial au sein duquel les premières nations et d'autres groupes seraient représentés à égalité pour régler les litiges entraînés par la transition.

La démarche de l'APN recueille l'appui de la Manitoba Keewatinowi Okimakanak (MKO), fédération de 25 premières nations et conseils de bande du nord du Manitoba représentant une population de 34 000 autochtones. Le chef Sydney Garrioch, et Michael Anderson, directeur du secrétariat des ressources naturelles de la MKO, décrivent le processus utilisé par la MKO depuis 1981 pour établir un gouvernement régional et mettre en oeuvre les pouvoirs autochtones dans des domaines tels que les services de santé, l'enseignement, les services administratifs et la gestion des ressources. Ils expliquent que la MKO oeuvre sous forme de gouvernement parallèle et décrivent certains des résultats déjà atteints, comme la création d'un programme de baccalauréat en sciences infirmières, la prise de contrôle imminente de l'hôpital de la région, et l'instauration d'un programme de financement à long terme pour créer de nouvelles installations contrôlées par les autochtones.

Comme lors des audiences antérieures, le gouvernement fédéral fait l'objet de vives critiques à la fois pour la manière dont il négocie les ententes relatives à l'autonomie gouvernementale et pour la manière dont il s'acquitte de ses engagements. À Montréal, le Conseil des Atikamekw et Montagnais signale qu'il n'est toujours pas parvenu à une entente de principe, bien que les négociations durent depuis 1979. Il ajoute qu'il lui est difficile dans ce contexte de faire croire à ses membres que les gouvernements veulent sincèrement conclure un nouveau contrat social.

À Toronto, le chef Earl Commanda, du North Shore Tribal Council, critique le processus de décision du sommet vers la base qui règne depuis 20 ans, et il ajoute qu'aucune des collectivités qu'il représente n'a tiré le moindre avantage des interminables pourparlers constitutionnels. Il demande donc la reconnaissance du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale, puis la négociation

d'ententes au niveau communautaire. À son avis, le processus actuel de négociation de l'autonomie gouvernementale, auquel participe son conseil, s'est avéré limité, frustrant et extrêmement bureaucratique.

Pendant les audiences, les commissaires demandent à plusieurs participants quelle devrait être la priorité en matière de renaissance des peuples autochtones : la guérison ou l'autonomie gouvernementale. La réponse est que les deux vont de pair. Les commissaires ont également voulu savoir comment les ententes relatives à l'autonomie gouvernementale des collectivités autochtones devraient être ratifiées mais cette question n'a pas été abordée en profondeur.

Droits issus de traités

Nous avons déjà souligné l'importance cruciale qu'attribuent aux traités l'Assemblée des premières nations et les autres représentants autochtones ayant participé à la quatrième série d'audiences. Le Conseil national des autochtones du Canada a avancé l'idée d'un traité national, mais l'APN a dit préférer le renouvellement des traités existants et la négociation de nouveaux traités dans les domaines où il n'en existe pas. Charlie Watt, de la Société Makivik, a proposé la négociation d'un traité national des Inuit afin de définir les pouvoirs et compétences des diverses institutions inuit d'autonomie gouvernementale. Le Forum paritaire, groupe de dirigeants autochtones et non autochtones du Québec, a également proposé la négociation d'un traité de coexistence qui régirait les relations entre les deux communautés.

À Vancouver, Armand Loth, de la Tribal Chiefs Association of Northeastern Alberta (Traité n° 6), a rappelé un discours de la reine Elizabeth en 1973 dans lequel elle déclarait : *Vous pouvez avoir l'assurance que mon gouvernement du Canada sait qu'il est important de respecter pleinement l'esprit

et la lettre de vos traités.+ Malgré cela, le gouvernement fédéral a résisté obstinément à l'établissement de programmes fondés sur les traités et à des négociations bilatérales, a-t-il ajouté.

Selon M. Loth, le ministère des Affaires indiennes et du Nord a été créé pour freiner et entraver l'application des droits issus de traités, et pour remplacer ces derniers par une législation. Comme d'autres intervenants, il a souligné qu'il faut considérer les traités comme des documents à caractère international.

Allen Badger, s'exprimant pour le même groupe, a exposé les problèmes qu'il a rencontrés dans ses rapports avec le gouvernement fédéral :

Tout ce qui nous est donné par le truchement de textes de loi, comme la *Loi sur Les Indiens*, nous est présenté comme s'il s'agissait de règles liant notre nation. On ne reconnaît pas officiellement nos traités. Le gouvernement fédéral ne leur reconnaît aucune valeur juridique. On ne les reconnaît pas comme des textes internationaux et cela porte atteinte à tout ce que nos chefs et nos conseils veulent défendre [et] à notre droit à l'autodétermination...

Le grand chef Matthew Coon Come, du Grand Conseil des Cris du Québec, a évoqué quant à lui les difficultés qu'ont rencontrées les Cris dans le cadre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, qu'il appelle le *premier traité contemporain violé+ du Canada. Il rappelle qu'il a fallu 20 ans pour négocier cette convention, depuis l'établissement d'une table de négociation jusqu'à la ratification d'un accord de négociation, puis la définition d'un mandat, etc., et que les Cris ne peuvent même plus compter sur la signature d'un ministre pour qu'une entente soit respectée.

Selon le chef Coon Come, la transgression des dispositions de la Convention a dominé les relations entre les Cris et le gouvernement fédéral et entre les Cris et le Québec, à un point tel que les négociations concernant sa mise en oeuvre sont devenues encore plus épineuses que la négociation de la Convention elle-même. Il signale au demeurant que d'autres Indiens n'ont pas été obligés de céder leurs droits fondamentaux, comme les Cris ont dû le faire, pour obtenir des institutions et services mis en place dans le cadre de la *Loi sur les Cris et les Naskapis*, et que les anciens ont été trompés à ce sujet. Aujourd'hui, dit-il, les gouvernements demandent aux Cris d'accepter la construction du projet de Grande-Baleine pour commencer à mettre en oeuvre les dispositions pendantes de la Convention de 1977.

À Winnipeg, des membres du Comité des inondations dans le Nord ont fait état d'expériences semblables pour tenter de faire honorer les promesses faites dans le cadre de la Convention de 1977 sur l'inondation des terres du nord du Manitoba. Selon eux, cette convention aurait dû être considérée comme un traité et comme un ajout au Traité n° 5, et les premières nations attendent toujours qu'on leur donne la propriété des 20 000 hectares promis dans la Convention.

Le Canada, le Manitoba et Manitoba Hydro n'ont pas respecté les dispositions de la Convention qu'ils avaient ratifiée et ont passé les 16 dernières années à minimiser leurs obligations et à procéder à toutes sortes de manoeuvres dilatoires. Les participants accusent le gouvernement fédéral d'avoir manqué de courage politique, et ils critiquent le processus qui a abouti à la nomination d'un arbitre contesté par les premières nations. Au train où vont les choses, disent-ils, il faudra deux à trois autres décennies pour régler les 172 revendications qui restent pendantes.

Lors de plusieurs séances, les commissaires ont demandé comment devrait être mise en oeuvre la relation issue des traités, et ce qu'il faudrait faire pour garantir le respect de l'esprit et de la lettre des traités. M. Badger, de la Tribal Chiefs Association of Northeastern Alberta, a répondu qu'il appartient au gouvernement fédéral de respecter le Traité n° 6. Quant au grand chef Phil Fontaine, de l'Assemblée des chefs du Manitoba, il estime que l'engagement de respecter les traités devrait s'exprimer concrètement dans les actions du gouvernement et dans la relation officielle de nation à nation qu'ont proposée les chefs.

Plusieurs mécanismes ont été suggérés pendant les audiences pour surveiller la mise en oeuvre des traités et des autres conventions, notamment la création d'un tribunal mixte permanent inspiré du tribunal Waitangi de la Nouvelle-Zélande ou des commissions spéciales établies en Ontario et en Colombie-Britannique.

Territoire et revendications territoriales

Les participants autochtones n'ont cessé de mettre l'accent sur l'importance des droits territoriaux des autochtones, notion qui est également largement appuyée par les non-autochtones. Ils ont fait ressortir l'importance du territoire pour les peuples autochtones, aussi bien sur le plan culturel que sur le plan économique. Ils critiquent le processus fédéral de négociation des revendications territoriales, préférant un processus de règlement qui soit juste et indépendant et qui puisse aboutir à des décisions exécutoires. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'idée de relier les négociations sur l'autonomie gouvernementale au processus des revendications territoriales jouit d'un appui considérable.

Aux audiences de Montréal, le Conseil des Atikamekw et Montagnais a demandé à des anciens de dire comment eux et leurs ancêtres

utilisaient leurs territoires traditionnels et ce, jusqu'à une époque récente. Ces participants ont ainsi décrit un système très bien structuré, dont les bureaucrates et les autres non-autochtones n'ont jamais reconnu la valeur, sur un territoire allant du Saint-Laurent jusqu'à la baie d'Ungava.

Avec les Canadiens d'ascendance européenne, ont-ils dit, tout cela a changé. L'ancien Albert Connolly a raconté un séjour qu'il venait juste de faire sur son territoire d'antan. *Aujourd'hui, toutes les terres des Weymontachie sont très pauvres. Là où j'ai passé mon enfance, on trouve aujourd'hui des camps d'été et des chalets. Quand on regarde les montagnes et les rapides des rivières, on ne voit plus que du sable. Les sociétés forestières ont tout coupé... Cet été, nous ne pouvions pas pêcher parce que tout était occupé. Tous nos lacs et montagnes ont été vidés par la coupe forestière ou par l'occupation humaine.+

Pierre McKenzie a décrit avec passion le voyage qu'il avait effectué sur la rivière Moisie jusque dans le territoire traditionnel de son peuple, et les dispositions qu'il fallait prendre pour faire venir le courrier de Fort Chimo par canoë à temps pour que les commandes de fournitures puissent être transmises et livrées par bateau avant le gel.

*Nous, les Indiens, faisons bon usage du territoire, a-t-il dit. Nous devons faire usage de tout ce que les territoires nous offraient car c'est de là que venaient nos remèdes, notre nourriture, notre matériel de chasse, le bois avec lequel nous construisions nos traîneaux, nos cannes à pêche, nos tambours, tout; nous utilisions même les pierres pour lester nos filets de pêche.+

Bernadette Saint-Onge, s'exprimant en montagnais, a raconté ce que son peuple avait perdu suite aux inondations provoquées par les barrages d'Hydro-Québec, construits sans consultation ou consentement des autochtones concernés.Elle a

également mentionné le rôle important que jouaient les femmes dans la société traditionnelle, à la fois pour gérer le foyer familial et pour transmettre les traditions et l'enseignement aux jeunes. Les femmes faisaient un travail essentiel, dit-elle, en fabriquant des raquettes et des mocassins et en faisant la cuisine, et elles devaient s'organiser pour préparer les longues périodes d'absence, pouvant durer 10 mois, lorsque les familles quittaient la côte pour se rendre sur leur territoire traditionnel.

On a dit que nous vivions dans la misère. En ce qui me concerne, j'ai vécu sur la terre et je n'ai jamais eu l'impression que je souffrais ou qu'il me manquait quoi que ce soit. Je n'ai jamais eu ce sentiment lorsque je vivais sur la terre. Je me contentais de ce que j'avais... La manière dont je subsistais me suffisait, il n'y avait rien d'autre.

Dennis Brassard, directeur de la recherche pour le Conseil, a présenté des diapositives du territoire traditionnel des Atikamekw et Montagnais qui s'étend sur 700 000 km². Il a ainsi montré que la quasi-totalité du territoire sert aujourd'hui à des activités forestières, récréatives et commerciales, ce qui laisse très peu de place aux activités autochtones.

Les Atikamekw et Montagnais demandent en conséquence la reconnaissance du caractère autochtone de leur territoire ainsi que la confirmation des droits ancestraux, ce qui se traduirait par une forme de coexistence entre les communautés autochtones et non autochtones. Cela exigerait que les autochtones détiennent un pouvoir de décision sur les activités de développement, et des droits sur l'exploitation des ressources naturelles. Ils réclament par ailleurs la liberté d'accès à leur territoire et la liberté de circulation pour exercer leurs activités traditionnelles, ainsi que l'acceptation d'une politique de

développement durable sur ce territoire.

Ces deux premières nations ont formulé des propositions précises pour l'établissement d'un système plurimodal de répartition des sols, qui comprendrait des zones appartenant exclusivement à la collectivité autochtone et des zones partagées dans lesquelles les activités autochtones traditionnelles continueraient d'être prioritaires. Il y aurait ensuite une troisième catégorie de *zones de conservation+ qui seraient réservées aux générations futures et à l'usage exclusif des autochtones. Il conviendrait par ailleurs de désigner des zones historiques, culturelles ou patrimoniales qui seraient placées sous contrôle autochtone.

L'Assemblée des premières nations n'a évoqué que brièvement les questions territoriales aux audiences d'Ottawa mais elle en a traité en détail dans son mémoire. Elle a souligné la pauvreté des peuples des premières nations et les petites parcelles de terres sur lesquelles ils sont confinés, en comparant cette situation à la priorité accordée aux tierces parties à l'égard des terres traditionnelles environnantes. Le processus de revendications territoriales du gouvernement fédéral est insatisfaisant, dit-elle, et le gouvernement ne s'est pas acquitté de sa responsabilité de fiduciaire envers les peuples autochtones en ce qui concerne leurs terres.

L'APN affirme par ailleurs que les autochtones, aujourd'hui comme hier, ont toujours considéré que les premières nations n'avaient jamais cédé leurs terres à la Couronne mais seulement accepté de les partager avec les nouveaux venus, sur une profondeur maximale de six pouces.

Les recommandations de l'Assemblée portent sur la reconnaissance du droit inhérent des gouvernements des premières nations à la propriété et au contrôle d'une assise territoriale définie et des ressources correspondantes, la négociation d'une

assise territoriale adéquate pour assurer l'auto-suffisance économique des collectivités des premières nations, et le règlement des revendications autochtones en instance concernant les terres et les ressources, par le truchement d'un organisme indépendant, doté de pouvoirs suffisants pour obliger les parties à résoudre les litiges. Plusieurs autres participants ont également formulé des propositions concernant un règlement indépendante des revendications.

L'APN souhaite par ailleurs que les premières nations aient le de porter devant les tribunaux les questions de revendications territoriales et les questions connexes, et elle recommande que le gouvernement fédéral ne soit pas autorisé à invoquer des arguments purement techniques pour priver les premières nations de recours juridiques.

La politique fédérale en vertu de laquelle le règlement des revendications territoriales est conditionnel à l'extinction des droits ancestraux suscite une opposition générale, y compris de l'APN. La Nunavut Tungavik Inc. (NTI), dont les membres ont été obligés d'accepter cette condition dans le cadre du règlement du Nunavut, a exposé les motifs de son opposition à cette politique lors de sa comparution à Montréal.

Elle a d'abord rappelé que les chefs inuit n'avaient accepté cette clause d'extinction qu'avec la plus grande réticence. Elle a ensuite recommandé, comme autre solution à l'utilisation par le gouvernement de la clause provocante de cession et d'extinction globale, que la partie autochtone puisse *reconnaître+ certaines terres comme terres de la Couronne régies par les lois d'application générale.

À son avis, le gouvernement fédéral va à l'encontre de ses propres objectifs en supposant que les modalités des ententes sur les revendications territoriales peuvent être fixées pour toujours. *Il ne

saurait y avoir de détermination acceptable jusqu'à la fin des temps des compromis que doivent faire les sociétés pendant les générations successives. La conclusion d'une entente moderne sur les revendications territoriales doit être considérée comme un début, pas une fin.+

Le Comité canadien des ressources de l'Arctique (CCRA) a présenté à la Commission une analyse exhaustive du processus des revendications territoriales d'un point de vue non autochtone, dont les conclusions sont semblables. Le Comité souhaite un processus d'aménagement du territoire qui soit fondé sur le développement durable, en tenant compte des paramètres économiques et sociaux et en trouvant un juste équilibre entre les rôles et valeurs différents des hommes et des femmes.

Selon le CCRA, les ententes contemporaines sur les revendications territoriales sont axées sur l'établissement des conditions d'exploitation des ressources naturelles mais ignorent pratiquement toutes les questions de justice, de langue, de culture, d'enseignement et de logement. *En conséquence, la contribution du secteur des ressources renouvelables se trouve dévalorisée, tout comme le sont les paramètres sociaux et culturels dont il faut nécessairement tenir compte pour permettre aux gens de mener une vie satisfaisante et enrichissante, dans la dignité.+

S'exprimant au nom du CCRA, Nigel Bankes et Terry Fenge critiquent l'absence de justice sociale dans le versement des indemnités octroyées dans le cadre des ententes sur les revendications territoriales et contestent la proportion de 15 % à 20 % des terres données aux autochtones dans les ententes concernant le nord du Canada. Ils recommandent que les autochtones partagent tous les loyers et revenus engendrés par l'utilisation des ressources appartenant à la Couronne sur les territoires faisant l'objet des ententes, au lieu d'être limités au partage des redevances. Les autoch-

tones devraient également bénéficier d'une représentation efficace au sein des organismes de décision gérant les ressources souterraines autant que les ressources de surface.

La Coalition pour les droits des autochtones (CDA), témoignant à Ottawa, a exposé la nécessité d'octroyer une protection temporaire aux terres autochtones qui font l'objet de négociations. Elle recommande notamment le gel de tout projet de développement industriel ou le partage équitable des revenus issus des ressources. D'autres intervenants ont formulé des propositions semblables.

Selon la CDA, il faudrait examiner la viabilité d'autres modèles de développement économique et de gestion des terres, élaborés par les peuples autochtones, et le processus de négociation devrait tenir compte de l'histoire et du savoir uniques des autochtones ainsi que de leurs besoins.

À titre d'exemple, la CDA mentionne la dévastation du territoire des Cris du lac Lubicon, dont les ressources en pétrole et en gaz naturel ont produit une fuite de revenus estimée à six ou sept milliards de dollars depuis 1979, alors que la collectivité, qui était autrefois autosuffisante, dépend aujourd'hui à 95 % du bien-être social. Elaine Bishop, de la CDA, affirme que l'on n'a accordé aucune protection aux populations ou aux terres et que le litige sur les droits territoriaux des Cris du lac Lubicon n'est toujours pas résolu, 50 ans plus tard. Elle appuie l'idée d'avoir recours à des tribunaux indépendants, comme la Commission d'examen de l'entente du lac Lubicon, pour résoudre les litiges en instance. Ces tribunaux devraient être composés d'une personne nommée par le gouvernement fédéral, d'une personne nommée par la collectivité autochtone et d'une autre personne choisie par les deux parties.

La question juridique des droits fonciers autochtones a été abordée à Montréal par Jacques

Boucher, du Centre de recherche sur la non-violence. Il dit à ce sujet que la Cour suprême d'Australie a récemment révoqué la notion de *terra nullius*, c'est-à-dire l'idée qu'il n'existait pas de droits fonciers avant la *découverte+ par les Européens, et il ajoute que le gouvernement australien a suivi cette décision en reconnaissant en octobre 1993 l'existence d'un droit ancestral inhérent à l'égard du sol. M. Boucher recommande au Canada de suivre cet exemple.

Le droit ancestral à l'égard du territoire est cependant contesté à Montréal par Jacques Proulx, de l'Union des producteurs agricoles. Celui-ci demande si le fait que les autochtones aient occupé le territoire du Québec dans le passé justifie leurs revendications territoriales actuelles; il s'élève en particulier contre les revendications touchant de vastes secteurs urbains. Certes, dit-il, l'UPA est prête à examiner la légitimité des revendications territoriales mais il convient de trouver un juste équilibre entre *ce qui est légal et ce qui est raisonnable+. Des réserves semblables sont exprimées par des représentants de l'Union des municipalités du Québec.

Pour ce qui est de la Fédération canadienne des municipalités, elle reconnaît le droit ancestral à l'égard du territoire mais elle exprime des préoccupations au sujet des conséquences des revendications territoriales sur les recettes municipales et sur le potentiel de développement économique. En conséquence, elle demande que les municipalités ne soient pas exclues du processus de négociation. À Ottawa, le Congrès du travail du Canada aborde l'incidence éventuelle sur les travailleurs des négociations touchant les revendications territoriales, notamment dans les régions dotées de ressources naturelles. Il demande que les syndicats soient inclus dans les comités de tiers mis sur pied pour donner des avis pendant les négociations, comme cela se fait désormais en Colombie-Britannique.

À Toronto, la Federation of Ontario Naturalists demande que l'on réserve *un tantième pour la nature+ et que les revendications territoriales autochtones ne soient pas résolues aux dépens du territoire ou en entravant l'exploitation des parcs et des autres zones de protection. Dans un mémoire rédigé après avoir consulté les quatre premières nations dont le territoire se trouve à proximité d'un parc provincial, la Fédération demande que les droits de chasse et de pêche des autochtones et les droits d'exploitation des ressources naturelles situées à l'intérieur des parcs ne soient pas exercés mais fassent l'objet d'une entente de compensation permettant d'octroyer des droits comparables à l'extérieur des parcs.

Là où des parcs chevauchent des territoires autochtones traditionnels, la Fédération recommande que les autochtones participent à la fois à la gestion et à la sélection des terres réservées aux parcs. Elle propose par ailleurs la création de réserves naturelles des premières nations dans les zones vierges, où les cultures traditionnelles pourraient être pratiquées en harmonie avec l'environnement naturel.

La Loi sur les Indiens et l'administration fédérale

L'une des constantes aux audiences de la Commission royale a été l'expression de critiques à l'égard du gouvernement fédéral et le désir quasi universel de voir la *Loi sur les Indiens* abolie, et la quatrième série d'audiences n'y a pas fait exception, certains participants ayant même fourni des documents détaillés fondés sur des recherches financées par le PAFI.

La gestion fédérale des programmes destinés aux autochtones a été vivement critiquée, tout comme la politique du gouvernement concernant les revendications territoriales et l'autonomie gouver-

nementale, la manière dont le gouvernement envisage les négociations à ce sujet, et la manière dont il met en oeuvre les ententes ratifiées avec les peuples autochtones.

Plusieurs intervenants reprochent au gouvernement fédéral de ne pas avoir respecté son devoir de fiduciaire, c'est-à-dire sa responsabilité, définie par les tribunaux, d'agir dans l'intérêt des peuples autochtones. Des critiques ont été formulées au sujet de la quasi-totalité des programmes destinés aux autochtones : compressions budgétaires, financement insuffisant, pratiques de financement entravant la planification à long terme.

Les propositions formulées pendant la quatrième série d'audiences au sujet de la *Loi sur les Indiens* concernaient généralement l'adoption d'une nouvelle législation entérinant les pouvoirs autochtones, plutôt que l'abolition pure et simple de la Loi. Ainsi, à Montréal, la Manitoba Keewatinowi Okimakanak a parlé de restructurer la *Loi sur les Indiens* et de démanteler le ministère des Affaires indiennes et du Nord en faveur de l'autonomie gouvernementale des premières nations. Cette organisation réclame le transfert aux premières nations du contrôle et de la gestion des responsabilités fédérales en matière de santé, d'enseignement et de développement économique, ainsi que la négociation d'ententes de transfert de revenus et de péréquation à long terme entre le Canada et les gouvernements des premières nations.

L'Assemblée des premières nations réclame quant à elle, dans son mémoire, l'abolition progressive de la *Loi sur les Indiens* dans le cadre d'une transition ordonnée vers l'autonomie gouvernementale. L'APN réserve ses plus vives critiques au système des conseils de bande imposé par la Loi. Ce système, dit-elle, *a sérieusement porté atteinte à nos systèmes de gouvernement traditionnels, notamment à notre système de démocratie par

consensus, qui est quasiment universel chez les peuples des premières nations+. Il faudrait donc le remplacer par des gouvernements fondés sur les traditions autochtones, c'est-à-dire par des systèmes héréditaires, des systèmes de clans, ou de nouvelles institutions intégrant les approches traditionnelles et contemporaines.

L'APN insiste sur la préservation des obligations de fiduciaire de la Couronne – c'est-à-dire des gouvernements fédéral et provinciaux – même après l'abolition de la *Loi sur les Indiens*. Pour elle, cela veut dire que *la Couronne doit être le porte-parole et le protecteur zélé des premières nations+. Les gouvernements devraient divulguer aux premières nations toutes les informations concernant l'incidence particulière de leurs politiques et de leurs lois, et la Couronne ne devrait pas agir à l'encontre des intérêts des premières nations, comme elle l'a souvent fait dans le passé, ni se placer en situation de conflit d'intérêts par rapport aux premières nations.

L'Assemblée n'a pas indiqué en détail comment devraient être financés les gouvernements des premières nations mais elle a fait référence aux obligations de fiduciaire qui devraient accompagner une relation de traité renouvelée avec les premières nations. Elle a formulé plusieurs recommandations concernant le soutien ou le financement fédéral des programmes et institutions qui relèveraient du contrôle des premières nations, et elle a insisté sur le fait que le droit des premières nations à définir et à contrôler leur citoyenneté fait partie intégrante du droit à l'autodétermination.

Le Conseil national des autochtones du Canada a proposé que la *Loi sur les Indiens* soit remplacée par une loi sur les pouvoirs autochtones garantissant la reconnaissance officielle des collectivités autochtones, notamment des autochtones vivant hors réserve. Elle réclame par ailleurs l'adoption d'une loi sur les obligations de fiduciaire

entérinant sur le plan législatif la responsabilité fiduciaire du gouvernement fédéral, et elle demande que l'on mette un terme à la ségrégation des autochtones en fonction du statut ou du lieu de résidence, notamment dans le cas des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire.

Comme nous l'avons déjà indiqué, le CNAC recommande que tous les programmes et politiques ne relevant pas explicitement de la *Loi sur les Indiens* soient gérés par un ministère des Affaires autochtones. Les commissaires ont donc demandé au CNAC s'il pense qu'il devrait y avoir encore un ministre des Affaires indiennes, pendant une période de transition. Ron George, président du CNAC, a répondu que le rôle de ce ministère devrait dépendre du nombre de personnes qu'il représente. Il a souligné, de manière sarcastique, que les trois quarts des autochtones payent des taxes pour financer ce ministère sans en recevoir aucun avantage car ils résident en dehors des réserves.

Le Grand Conseil des Cris et les représentants des premières nations touchés par la Convention sur l'inondation des terres du nord du Manitoba ont évoqué les mesures dilatoires et les longs retards constatés dans la mise en oeuvre des ententes ratifiées avec le gouvernement fédéral. Le chef Allen Ross, du Comité des inondations dans le Nord, estime que le gouvernement fédéral a tenté non seulement d'ignorer le Comité et de détruire la Convention mais aussi de limiter ses responsabilités en ce qui concerne les terres, la surveillance et le financement.

Depuis près de 16 ans... l'action du gouvernement du Canada va à l'encontre des efforts déployés par les collectivités et par le Comité des inondations dans le Nord visant à atténuer l'incidence du projet [de Manitoba Hydro] et à obtenir des mesures compensatoires. Le Canada

ne nous a pas seulement privés de son appui... il a agi contre nous. Le Canada n'a pas seulement fait fi de nos préoccupations... il nous a attaqués. Le Canada n'a pas agi comme fiduciaire de nos ressources et de nos intérêts... il a agi comme partenaire de nos adversaires, le Manitoba et Manitoba Hydro. Telles étaient les politiques du Canada il y a encore trois semaines. Espérons qu'elles changeront avec le nouveau gouvernement.

À Montréal, Roger Gruben et d'autres représentants de l'Inuvialut Regional Corporation ont mentionné le succès des Inuit de l'ouest de l'Arctique dans la mise en oeuvre de la Convention définitive des Inuvialut depuis 10 ans, ainsi que les transformations qui ont ainsi été apportées à la structure économique et sociale de la région.

Il n'en reste pas moins qu'ils critiquent eux aussi le rôle du gouvernement fédéral. Ils ont évoqué les difficultés qu'ils ont rencontrées à convaincre le gouvernement de respecter les engagements et obligations définis dans la Convention. L'action du gouvernement à cet égard manque de cohérence et il n'existe aucun système garantissant que tous les ministères et fonctionnaires sont conscients de leurs obligations. Le gouvernement lui-même fait souvent fi des dispositions de la Convention concernant la passation des marchés publics et le développement économique dans la région, ont-ils ajouté.

Autochtones citadins

La principale question abordée à cet égard a été l'autonomie gouvernementale en milieu urbain : comment devrait-elle être établie et sous quelle forme. Cette question a été abordée en détail par le Conseil national des autochtones du Canada (CNAC) et par l'Association nationale des centres

d'amitié (ANCA), mais c'est aussi une préoccupation majeure des Métis et des représentants des municipalités.

Aucun consensus n'est apparu sur cette question étant donné les divergences d'opinion entre les divers groupes d'Indiens inscrits et les centres d'amitié quant à la meilleure manière de fournir aux autochtones citadins des services adaptés à leur culture. La démarche préférée par l'ANCA et l'Ontario Federation of Indian Friendship Centres, consistant à ne pas tenir compte du statut, est contestée à la fois par les premières nations et par les Métis. Les représentants des centres d'amitié ont par ailleurs admis qu'il existe une autre divergence d'opinion au sein de leur propre mouvement entre ceux qui considèrent que les centres d'amitié ne devraient être que des organismes de services et ceux qui estiment qu'ils doivent devenir des organismes politiques sur lesquels reposerait l'autonomie gouvernementale urbaine.

Dans son mémoire, la Fédération ontarienne affirme qu'il n'y a pas eu de changement appréciable dans la situation des autochtones citadins de l'Ontario depuis que leur situation a fait l'objet d'une enquête en 1981. Ces Indiens continuent de faire face à des problèmes de chômage, de logements inadéquats, d'accès limité à l'enseignement, de racisme, de violence familiale, de mauvaise santé et de manque d'accès à des services adaptés. Il n'en reste pas moins que la population autochtone urbaine augmente rapidement, phénomène également signalé par le CNAC dans son rapport à la Commission.

Ayant analysé quatre modèles possibles d'autonomie gouvernementale urbaine, le Conseil national des autochtones du Canada conclut qu'un système fédéral organisé sur une base communautaire plutôt que géographique constituerait la meilleure méthode pour tenir compte de la diversité et des intérêts communs des autochtones

des grandes villes. Le CNAC envisage diverses possibilités de représentation populaire et de responsabilité, et il propose que les points de départ de l'autonomie gouvernementale urbaine soient l'enseignement et la protection de l'enfance.

Le grand chef Phil Fontaine, de l'Assemblée des chefs du Manitoba, a déclaré à Winnipeg que les institutions d'autonomie gouvernementale urbaine devraient être contrôlées par les gouvernements des premières nations. Il propose que les autochtones citadins reçoivent les services des municipalités ou des provinces et que celles-ci facturent les premières nations concernées. À Toronto, le grand chef Gordon Peters, des Chefs de l'Ontario, propose quant à lui que les autochtones citadins prennent des dispositions avec leurs collectivités individuelles au sujet des mécanismes de prestation de services dans les villes.

Gerald Morin, président du Ralliement national des Métis, estime que les services et programmes destinés aux Métis devraient être fournis par le truchement d'institutions métisses, et il s'oppose à ce qu'il appelle *le concept du creuset autochtone+ que représenterait un système de prestation des services sans considération du statut. Pressé par les commissaires, il affirme que des partenariats pourraient être établis avec d'autres intervenants, à condition que l'on reconnaisse d'abord le gouvernement métis.

Les représentants de l'ANCA affirment que le mouvement des centres d'amitié repose depuis toujours sur la prestation de services sans considération du statut. Terry Doxtator, directeur général de l'Association, affirme qu'il serait difficile de fournir des services en fonction du statut alors que les autochtones citadins font face à des problèmes communs de chômage, de logement et de racisme.

C'est en unissant nos forces dans le cadre des

centres d'amitié que nous pouvons créer un environnement réduisant la tendance à séparer toute la collectivité autochtone du reste de la société, ou à créer des scissions au sein du monde autochtone lui-même.

L'Ontario Federation of Indian Friendship Centres estime que l'autonomie gouvernementale urbaine doit se faire de manière progressive et elle propose plusieurs modèles, notamment le recours à une loi sur la cogestion et l'autonomie gouvernementale. Dans son rapport à la Commission, elle dit qu'il serait possible de créer des institutions gouvernementales autochtones dans les collectivités de petite ou moyenne taille, et de concevoir des organismes d'autonomie gouvernementale dans les grandes villes pour répondre à des besoins spécifiques.

Pour ce qui est de la Fédération canadienne des municipalités, elle recommande d'établir l'autonomie gouvernementale urbaine en s'inspirant de la structure municipale et en coopération avec les instances locales. Le maire John Les, s'exprimant au nom de la Fédération, dit craindre que les gouvernements autochtones n'acquiescent un statut équivalant à celui des gouvernements provinciaux alors qu'ils n'exerceraient essentiellement que des compétences locales.

Les principales préoccupations de la FCM concernent la prestation de services de qualité comparable, dans les zones touchées par les gouvernements autochtones ou dans les réserves urbaines, à ceux des municipalités voisines. Elle souhaite que les municipalités soient consultées pour veiller à ce que l'on tienne compte des implications sur les responsabilités locales et sur le développement économique de toute entente négociée à ce sujet. Elle estime par ailleurs que les autochtones devraient participer aux affaires locales par le truchement de conseils et organismes

municipaux, et elle invite les chefs autochtones à reconnaître les municipalités et les représentants des autorités locales comme des partenaires légitimes et utiles.

Métis

Le principal groupe représentant les Métis pendant la quatrième série d'audiences a été le Ralliement national des Métis (RNM), dont la délégation comprenait des chefs métis de toutes les juridictions où le RNM est représenté : l'Ontario, les trois provinces des Prairies, la Colombie-Britannique et les Territoires du Nord-Ouest. Les objectifs du RNM concernent la reconnaissance constitutionnelle des Métis, la mise en oeuvre de l'Accord relatif à la nation métisse, l'élaboration d'institutions métisses et l'autonomie gouvernementale métisse, ainsi que la création d'un processus de règlement des revendications territoriales des Métis.

Ces objectifs sont partagés par la Métis Society of Saskatchewan (MSS), qui les a exposés à Winnipeg. Clem Chartier a ainsi expliqué la nécessité d'établir l'autonomie gouvernementale métisse en Saskatchewan ainsi que des processus particuliers pour permettre aux Métis de rattraper les autres peuples autochtones, questions que la MSS aborde en détail dans un rapport exhaustif adressé à la Commission.

M. Chartier a évoqué les obstacles auxquels font face les Métis pour faire avancer leurs revendications en matière de terres et de ressources. Il affirme que les Métis ont été exclus du processus des revendications exhaustives en 1981 parce qu'on estimait que les droits qu'ils avaient pu avoir avaient été éteints par le système des titres fonciers. Les Métis ont également été exclus du processus des revendications particulières parce que celui-ci était réservé aux collectivités et bandes indiennes.

En guise d'exemple, M. Chartier explique le ressentiment des Métis suite à leur exclusion de l'examen par la Commission des revendications des Indiens des griefs concernant le polygone de tir de Primrose Lake, sur un territoire touchant à la fois l'Alberta et la Saskatchewan. Des Métis autant que des Indiens inscrits avaient été chassés de ce territoire lors de l'ouverture du polygone de tir au début des années 50, dit-il, mais la Commission, en vertu de son mandat, ne pouvait examiner que les revendications des bandes indiennes.

Les commissaires ont demandé quelles mesures provisoires ils devraient recommander au gouvernement fédéral en ce qui concerne les Métis, étant donné qu'il est peu probable que la Constitution soit modifiée dans un avenir proche pour reconnaître les Métis en vertu du paragraphe 91(24). M. Chartier répond que le gouvernement fédéral pourrait d'abord cesser de prétendre qu'il ne détient pas les pouvoirs nécessaires. Il devrait déclarer publiquement qu'il accepte le principe que les Métis relèvent du paragraphe 91(24) et dire qu'il est prêt à concevoir des programmes et services pour les Métis.

Lors du témoignage du RNM, les commissaires ont demandé qui devrait être considéré comme Métis. Gerald Morin, président du Ralliement, a dit que son organisation représente la nation métisse établie dans les secteurs de l'ouest et du nord du Canada désignés patrie métisse. Si d'autres personnes se considèrent métisses, a-t-il ajouté, *c'est à elles qu'il appartient de s'affirmer, d'affirmer leur identité et de dire comment elles se situent au sein de la fédération canadienne+.

À Montréal, l'Alliance autochtone du Québec est intervenue au nom de près de 14 000 Métis de la province. Ginette Racette, présidente de l'Alliance, a exprimé bon nombre des mêmes préoccupations que les Métis ayant participé aux

autres audiences, mais elle a contesté les efforts déployés par les Métis de l'Ouest pour limiter l'identité métisse aux personnes dont les origines remontent à la colonie de la rivière sRouge. À son avis, la Commission devrait affirmer que la définition de Métis s'applique aussi aux Métis du Québec.

Les priorités de l'Alliance concernent la reconnaissance des Métis du Québec, le recensement, l'enseignement et l'accès à la formation professionnelle en vertu du programme *Chemins de la réussite+. L'Alliance mentionne dans ce contexte les succès enregistrés par la Waskahegan Corporation, qui a construit plus de 1 800 logements pour les autochtones hors réserve au Québec, et elle demande que cet organisme soit autorisé à devenir une institution autochtone autonome.

Comme d'autres intervenants métis, l'Alliance réclame une assise territoriale dans le cadre de la reconnaissance de l'autonomie gouvernementale métisse, ainsi que des droits de chasse et de pêche garantis. Certes, convient M^{me} Racette, l'octroi d'une assise territoriale sera difficile à négocier puisque les Métis vivent un peu partout au Québec et n'ont pas de territoire défini.

Justice

Dans un mémoire exhaustif, l'Assemblée des premières nations expose les différences qui existent entre la justice canadienne et la justice telle que l'envisagent les premières nations, et elle présente des arguments détaillés en faveur d'un système de justice autochtone. D'autres participants aux audiences critiquent le caractère tendancieux du système actuel et traitent notamment de questions d'équité, de droits de la personne et de services policiers. Il est également question de la violence familiale et sexuelle et de la nécessité de trouver des solutions visant non

seulement la punition mais aussi la guérison.

Le mémoire de l'APN sur la justice n'a été que brièvement abordé pendant les audiences. La thèse de l'Assemblée est que la conclusion de l'Enquête sur la justice autochtone au Manitoba peut être appliquée à l'ensemble du Canada, à savoir que l'appareil judiciaire ne répond nullement aux besoins des autochtones. L'APN reproche à l'appareil judiciaire sa cécité culturelle, son ignorance des usages autochtones ainsi que les attitudes discriminatoires et racistes de ses membres, qui ont exacerbé le sentiment général d'aliénation des premières nations.

L'Assemblée compare le système judiciaire contradictoire du Canada aux principes très différents des premières nations, pour qui la justice procède de l'ordre naturel des choses et doit avoir pour objectif primordial la guérison et l'harmonie. Comme le système de justice canadien repose sur des valeurs et des principes étrangers à l'histoire et aux traditions autochtones, il ne saurait répondre aux besoins des populations concernées et ne peut que les opprimer.

Selon l'Assemblée, la situation sociale actuelle des premières nations résulte directement de l'oppression sociale, culturelle et politique qui a caractérisé leur histoire, et le phénomène d'éradication par la loi et par les gouvernements des traditions et systèmes des premières nations persiste aujourd'hui.

*L'appareil judiciaire canadien s'est avéré incapable d'accepter et de respecter les systèmes juridiques des premières nations. Cette cécité délibérée a joué un rôle crucial pour priver les premières nations et leurs citoyens de l'appui culturel nécessaire à la dignité individuelle et à une vie sociale dynamique.+

La plupart des rapports sur la justice autochtone

n'abordent que de manière superficielle la nature particulière des sociétés autochtones, dit l'APN, et sont donc consacrés aux symptômes du problème plutôt qu'à ses racines profondes. Si l'on veut rétablir l'harmonie sociale traditionnelle des premières nations, il faut tenir compte de leur besoin de guérison et d'autonomie. Autrement dit, il faut abolir la domination exercée par les gouvernements du Canada et la remplacer par un véritable partenariat entre les premières nations et les autres paliers de gouvernement.

*Il faut aussi que les gouvernements assument leur propre processus de guérison, ajoute l'Assemblée, car s'il y a un message qui ressort clairement des nombreux rapports d'enquête consacrés à la justice autochtone, c'est que l'appareil judiciaire canadien est dysfonctionnel.+ Citant le rapport de la commission royale sur les poursuites intentées contre Donald Marshall Jr., l'APN affirme que *les Canadiens autochtones ont droit à un système judiciaire qu'ils respectent et qui les respecte+.

Les propositions formulées par l'Assemblée concernent la création de systèmes de justice autochtones et la refonte du système actuel. Pour ce qui est de la justice autochtone, l'Assemblée s'inspire d'exemples issus des gouvernements autochtones traditionnels pour conclure que les principes d'harmonie, de guérison et de responsabilité collective sont partagés par toutes les premières nations et sont étroitement liés à l'exercice de l'autonomie gouvernementale.

Les premières nations devraient procéder au recensement et à la compilation de leurs lois et procédures traditionnelles en consultant leurs collectivités et leurs anciens, dit l'Assemblée, qui souligne à cet égard la nécessité d'une participation communautaire pour rétablir l'harmonie et le respect au sein de la société.

*L'appareil judiciaire canadien ne saurait traiter

adéquatement les problèmes des collectivités autochtones étant donné qu'il est axé sur la punition et sur la dissuasion, principes qui n'exigent pas que l'individu fasse amende honorable envers la société. De ce fait, il ne s'attaque pas aux problèmes qui sont à l'origine des comportements criminels.+

L'APN recommande un examen attentif des coûts de la politique actuelle en matière de justice autochtone car, dit-elle, cela révélera des dépenses massives qui pourraient être réaffectées sans accroître les coûts globaux. Elle met aussi l'accent sur la nécessité d'investir dans un but de développement économique. *Il est peu douteux que ce sont le délabrement économique et les siècles de domination qui sont largement responsables de la plupart des problèmes de désordre social et de criminalité que connaissent les premières nations. Il est temps... d'accepter l'idée que la justice englobe la justice économique.+

L'APN ne formule aucune recommandation sur les liens pouvant exister entre un système de justice autochtone et l'appareil judiciaire canadien. Ces questions pourront être réglées petit à petit, à mesure que les collectivités acceptent des systèmes de justice locaux.

L'Assemblée critique au demeurant les initiatives fédérales actuelles en matière de justice autochtone en disant que bon nombre ont été lancées sans avoir consulté les premières nations. Elle conclut que la reconnaissance des systèmes de justice autochtones pourrait se faire sans exiger de réforme constitutionnelle.

Dans ses recommandations, l'APN réclame la reconnaissance du droit inhérent des premières nations d'élaborer leurs propres systèmes de justice conformément à leurs propres traditions, besoins et aspirations, et elle recommande la création d'un

institut judiciaire autochtone qui aiderait les collectivités locales à élaborer et à mettre à l'essai différents modèles de justice. Elle souhaite par ailleurs que l'on crée un organisme indépendant, relevant du Parlement, pour surveiller les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations des diverses enquêtes sur la justice autochtone.

L'APN estime qu'il y a des signes de discrimination systémique envers les autochtones dans pratiquement tous les aspects de l'appareil judiciaire actuel, allant des services de police jusqu'aux méthodes d'inculpation et aux processus de représentation judiciaire et de détermination des peines. Considérant les nombreuses recommandations formulées par diverses commissions, elle s'attache à 10 recommandations clés concernant notamment la formation interculturelle du personnel judiciaire, la multiplication des programmes communautaires, une plus grande participation autochtone au processus, et une reconnaissance accrue de la culture et des lois autochtones dans l'administration de la justice pénale.

Elle recommande aussi la création de services de police contrôlés par les autochtones, le recrutement d'un plus grand nombre d'agents de police autochtones par tous les services de police, et un meilleur processus de traitement des plaintes concernant l'inconduite de la police. Elle souhaite que des peines inusitées soient plus souvent imposées afin d'empêcher la récidive en rétablissant l'harmonie entre l'accusé, la victime et la collectivité sans envoyer le contrevenant en prison.

L'Assemblée conclut ses propositions en matière de justice en réitérant son inquiétude face à l'inaction et à l'absence de volonté politique dont ont témoigné les gouvernements jusqu'à présent. Voilà pourquoi elle termine en formulant ce qu'elle appelle une recommandation globale exprimée par

cette formule lapidaire : *À l'action+.

À l'exception de l'APN, la plupart des organisations autochtones nationales n'ont traité que brièvement des questions de justice pendant la quatrième série d'audiences. Le Ralliement national des Métis a réclamé la création d'un secrétariat judiciaire de la nation métisse, ainsi que l'établissement d'un système judiciaire métis différent et une plus grande participation des Métis aux activités policières, à la détermination des peines et aux tribunaux. Ron George a pour sa part expliqué comment deux systèmes de justice pourraient coexister dans les collectivités urbaines, en évoquant la coexistence actuelle de la justice militaire et de la justice civile.

L'Association des femmes autochtones du Canada préfère quant à elle un système parallèle de justice autochtone, alors que les représentantes de Pauktuutit estiment qu'il est essentiel que les femmes inuit participent pleinement aux initiatives de justice inuit. Pendant la comparution de ces deux organisations de femmes autochtones, les commissaires ont longuement discuté de la manière dont l'appareil judiciaire devrait agir face à la violence familiale.

À Montréal, le juge Jean-Charles Coutu, dirigeant le Comité consultatif du Québec sur l'administration de la justice dans les collectivités autochtones, a exposé plusieurs options étudiées par son comité.

Il s'agit notamment du recours à la médiation et aux systèmes de justice communautaires, ainsi que de la nomination de juges de paix autochtones pour faire appliquer les règlements des bandes et les règlements locaux. Des cours et juges autochtones pourraient être investis de pouvoirs substantiels dans certains domaines, a-t-il ajouté, comme la protection de l'enfance et la supervision de l'adoption.

Selon le juge Coutu, les juges de paix font face à

des menaces ou risquent d'être isolés dans leur collectivité et il conviendrait que des comités judiciaires de cinq ou six membres soient nommés pour les seconder et pour participer à la résolution des litiges et à la détermination des peines. Ces comités, travaillant avec un service de police autochtone et avec les conseils de bande, pourraient commencer à créer l'infrastructure interne requise pour assurer le maintien de l'ordre dans les collectivités. À l'heure actuelle, très peu de collectivités autochtones ont adopté des règlements adéquats, et certaines n'ont pas de ressources suffisantes pour obtenir des services juridiques. Le juge conclut en disant que le processus d'établissement des systèmes de justice autochtones ne sera pas facile et pourrait prendre de 15 à 20 ans.

La Ligue des droits et libertés du Québec, témoignant à Montréal, est l'un des organismes ayant proposé que les droits ancestraux soient déterminés en ayant recours aux textes internationaux tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme. Selon la Ligue, cette proposition vise à garantir que les droits ancestraux ne seront pas considérés comme des droits purement locaux.

Évoquant la crise d'Oka, la Ligue reproche aux gouvernements d'accorder constamment la priorité au droit au développement économique par rapport aux droits ancestraux, *qu'il s'agisse d'électricité ou de golf+. À son avis, la responsabilité de la crise d'Oka doit être partagée par le Canada, qui a laissé pourrir les revendications territoriales, par le Québec, qui a autorisé la municipalité d'Oka à aller de l'avant avec son projet de terrain de golf, par les autorités municipales et les investisseurs, et par les Guerriers mohawk, qui ont entraîné une escalade de violence inacceptable en prenant les armes.

Des officiers supérieurs de la Gendarmerie royale du Canada ont exposé en détail les efforts déployés

par la GRC en matière de sensibilisation aux préoccupations autochtones et de recrutement d'autochtones. La GRC évolue vers un système de police communautaire et a mis à l'essai plusieurs solutions novatrices, par exemple le recours aux anciens pour faire la police dans les collectivités autochtones. Le commissaire adjoint Leahy, directeur du personnel de la GRC, affirme que celle-ci s'est fixé pour objectif d'avoir 765 agents autochtones d'ici à l'an 2003, soit 5 % de son effectif, contre 371 en 1992.

À Ottawa, l'Association canadienne des policiers a évoqué le problème du statut des agents de police autochtones. Jim Kingston, représentant l'Association, a exprimé sa colère suite au retrait des crédits et au renvoi de 29 agents de police de la Dakota Ojibway Tribal Police Association, du Manitoba, et il a offert à cette association l'appui de sa propre organisation pour l'aider à négocier une première convention collective.

Selon M. Kingston, la plupart des membres des services de police des premières nations ont été désignés agents spéciaux plutôt qu'agents de police, même s'ils exercent exactement les mêmes fonctions. De ce fait, ils ont été privés de protection contre les influences externes et contre les manœuvres politiques, ainsi que de tout droit à la négociation collective. Il recommande que les agents de police autochtones bénéficient du même statut que tous les autres agents de police, et il précise que les membres du service de police des Dakota Ojibway n'auraient pu être renvoyés s'ils avaient été nommés en vertu de la *Loi sur la police* du Manitoba.

L'autosuffisance

Développement économique

Les débats concernant le développement économique autochtone ont porté autant sur les

obstacles causés par le gouvernement fédéral et par la *Loi sur les Indiens* que sur d'autres problèmes entravant les initiatives autochtones. Les participants ont notamment évoqué les difficultés d'accès au crédit et les problèmes de développement économique pour les autochtones citadins, et ils ont vivement recommandé que les premières nations détiennent le plein contrôle des taxes acquittées par leurs citoyens, dans le cadre du droit à l'autonomie gouvernementale.

Comme d'autres participants, l'Assemblée des premières nations a fait valoir la nécessité d'une source de revenu indépendante et stable pour l'autonomie gouvernementale autochtone. Parmi les propositions avancées à cette fin, mentionnons le règlement des revendications territoriales, l'exploitation des ressources naturelles et le partage équitable des recettes tirées des terres autochtones traditionnelles.

Plusieurs participants ont évoqué la nécessité de trouver un juste équilibre entre, d'une part, un développement économique respectant les valeurs autochtones et, d'autre part, la réalité du marché.

Jacques Kurtness, du Conseil des Atikamekw et Montagnais, a dit à Montréal que les membres de son peuple ont besoin non seulement de gagner leur vie mais aussi d'enrichir leur esprit et de transmettre leurs valeurs aux générations futures. Voilà pourquoi il est essentiel qu'ils conservent l'accès à leur territoire. *Nous ne voulons pas que le système nerveux de notre collectivité soit coupé de son corps. Nous voulons que le développement vienne de l'intérieur même de nos collectivités et non pas de paiements de transfert émanant de l'extérieur.+

Lynne Toupin, de l'Association nationale anti-pauvreté, déclare que les autochtones font face à une crise de chômage encore plus grave que celle qui frappe le reste de la société canadienne, et elle

ajoute que les programmes sociaux ne sont pas suffisants pour permettre aux gens de sortir de la pauvreté. Ce que veulent les chômeurs, c'est pouvoir contribuer à la société mais, *avec les programmes d'assistance, nous avons marginalisé tout un secteur de la société car il n'a plus aucune possibilité de se réinsérer dans le monde du travail+.

Selon M^{me} Toupin, le contrôle des ressources naturelles et la création d'entreprises autochtones ne sont pas une panacée. *Si le but du développement économique est uniquement de bâtir des industries hyper-performantes à pratiquement n'importe quel prix, la crise de l'emploi durera et le mieux que l'on puisse espérer est simplement qu'elle s'atténue.+

Le même message a été exprimé par le Service d'assistance canadien aux organismes (SACO), à Ottawa. *Le développement économique a toutes les chances d'échouer s'il n'est pas ancré dans les réalités du marché. De même, les programmes établis aux dépens des valeurs familiales ou des relations sociales ont toutes les chances d'engendrer des coûts sociaux durables.

*Dans une collectivité qui connaît des problèmes sociaux, il peut être essentiel d'aider les gens à surmonter ces problèmes en même temps qu'on lance d'autres activités économiques. S'il n'intègre pas ces facteurs, le développement économique est peu susceptible de donner des résultats durables.+ Le SACO recommande que l'on règle le plus rapidement possible les revendications territoriales autochtones et les litiges relatifs aux ressources naturelles, de façon à produire les capitaux et le climat de stabilité nécessaires au développement économique et communautaire autochtone.

Selon Simona Barnes, de Pauktuutit, la plupart des programmes gouvernementaux n'ont pas été conçus en fonction du développement communautaire ni

des besoins des femmes. À son avis, il est essentiel de fournir des services de garde d'enfants fiables et abordables dans le cadre des projets de développement économique.

M^{me} Barnes a évoqué deux projets pour illustrer le genre de développement holistique que préfère Pauktuutit. Le premier concernait un centre de couture et une garderie d'enfants à Arctic Bay, financé avec l'aide des Travailleurs canadiens de l'automobile. Le deuxième, à Igloolik, était destiné à fabriquer et à vendre des vêtements traditionnels et à fournir des services de counselling aux victimes de violence familiale.

Plusieurs participants ont donné des informations sur les difficultés économiques que connaissent les collectivités autochtones, notamment à cause de taux élevés de chômage et de pauvreté et de perspectives économiques limitées. À Ottawa, Helen Buckley, auteur de publications sur les questions autochtones, a demandé pourquoi cette situation persiste plus de 100 ans après la signature des traités. Elle reproche au gouvernement fédéral d'avoir fourni de l'assistance sociale au lieu d'une assise économique nouvelle lorsque les économies indiennes traditionnelles ont entamé leur déclin, dans les années 50. Aujourd'hui, dit-elle, les services gouvernementaux et le bien-être social comptent pour 80 % des dépenses fédérales consacrées aux autochtones, alors que le développement économique compte pour moins de 5 %.

Selon M^{me} Buckley, les crédits annuels de 175 millions de dollars consacrés à la Stratégie canadienne de développement économique des autochtones sont une goutte d'eau dans l'océan quand on pense à l'ampleur des problèmes des autochtones. La solution est l'autonomie gouvernementale, dit-elle, mais il faut également porter à un milliard de dollars par an pendant les cinq prochaines années les crédits consacrés au

développement économique autochtone.

Le grand chef Phil Fontaine, de l'Assemblée des chefs du Manitoba, reproche au programme *Chemins de la réussite+ d'être sous-financé et de ne pas tenir compte du statut. À son avis, les premières nations signataires de traités au Manitoba ont besoin à elles seules de 200 millions de dollars par an pour la formation professionnelle, alors que tous les peuples autochtones de la province n'en reçoivent actuellement que 21 millions.

Les participants à la quatrième série d'audiences, surtout les femmes, ont évoqué les problèmes d'accès au crédit pour les entreprises autochtones. Selon Pauktuutit, il est paradoxal que les femmes soient souvent intéressées à lancer des entreprises exigeant peu de capitaux alors que les établissements financiers et les organismes de développement économique souhaitent surtout financer des grands projets. Pauktuutit recommande la création de caisses de crédit pour compenser l'absence d'établissements bancaires dans les collectivités inuit. Parlant de développement économique, Simona Barnes affirme que les femmes inuit ont également besoin d'une formation en finances, par exemple en comptabilité et en élaboration de plans d'entreprise.

Pat Baxter, de l'organisation Développement économique pour les femmes autochtones canadiennes, affirme que les établissements financiers devraient accorder la priorité aux besoins des collectivités isolées et rurales, en matière non seulement de prêt mais aussi d'épargne. Les garanties exigées pour l'octroi de marges de crédit devraient être assouplies et les établissements financiers devraient revoir leurs critères de prêt pour pouvoir tenir compte des actifs moins tangibles, des améliorations immobilières et des stocks.

Les représentants de la Canadian Co-operative Association et de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec ont exposé les efforts qu'ils déploient pour offrir des services de crédit dans les collectivités autochtones. Bien que les deux organismes puissent faire état de certains succès, ils rencontrent aussi des obstacles, notamment des difficultés de recrutement de candidats autochtones pour les conseils d'administration des caisses populaires, l'isolement des collectivités autochtones, la proportion élevée de mauvaises créances et le fait que certaines populations n'ont pas l'habitude d'utiliser un établissement financier.

Dans son rapport à la Commission, l'Assemblée des premières nations expose une stratégie visant à assurer l'autosuffisance des premières nations et à réduire leur dépendance économique. Il s'agit notamment d'encourager les entreprises autochtones à fournir des biens et services locaux dans les collectivités des premières nations, de promouvoir les marchés extérieurs pour des industries telles que le tourisme et la foresterie, de développer l'économie traditionnelle avec l'aide des anciens, des chasseurs et des artisans, et d'assurer la participation des autochtones aux industries naissantes, comme les télécommunications et la télédétection.

À l'échelle nationale, l'APN propose la création d'un certain nombre d'organismes autochtones dans les secteurs du développement économique, des banques, de la gestion des affaires et du soutien aux économies traditionnelles. Elle recommande au gouvernement de résoudre les conflits de compétences qui entravent le développement économique des premières nations, notamment en ce qui concerne le contrôle des ressources naturelles, l'industrie du jeu et la fiscalité, et de consentir à signer des ententes adéquates de partage des revenus. L'accès aux terres et aux ressources est une condition indispensable à la pleine participation des premières nations à

l'économie canadienne, dit l'APN, et il conviendrait d'accorder la priorité aux entreprises des premières nations dans les politiques fédérales de marchés publics.

Les participants non autochtones et autochtones ne voient pas d'un même oeil la question des impôts et des taxes. Christos Sirros, ministre des Affaires autochtones du Québec, estime que les autochtones devraient contribuer au financement des services qu'ils reçoivent de leurs gouvernements ou de gouvernements extérieurs, eu égard à leur capacité de payer. Il faudrait aussi envisager d'autres sources de revenu, comme l'exploitation des ressources naturelles, trouver de nouvelles méthodes de répartition des fonds publics des gouvernements fédéral et québécois, et octroyer aux gouvernements autochtones l'accès aux marchés financiers pour leur permettre d'emprunter.

Selon le grand chef Phil Fontaine, de l'Assemblée des chefs du Manitoba, les premières nations du Manitoba doivent être complètement exonérées d'impôt au niveau fédéral, provincial et municipal, étant donné leur droit inhérent à l'autodétermination. À son avis, seules les collectivités autochtones elles-mêmes ont le droit d'imposer des taxes à leurs membres.

L'Assemblée des premières nations maintient elle aussi le principe de l'exonération mais elle formule plusieurs recommandations pour permettre aux gouvernements des premières nations de recevoir les recettes fiscales acquittées par leurs citoyens, le but ultime étant qu'elles perçoivent leurs propres taxes.

Dans son rapport, l'Assemblée évoque certains des problèmes fiscaux que connaissent les citoyens des premières nations, notamment suite à l'imposition de la TPS, et elle se demande pourquoi les gouvernements tiennent tant à percevoir des taxes auprès

des premières nations et de leurs citoyens.

Pour les peuples des premières nations, la fiscalité est un mécanisme de partage des ressources humaines et matérielles dans l'intérêt du bien commun. À nos yeux, nous avons partagé tout ce que nous avons : nos terres, nos ressources, notre mode de vie, nos langues, nos cultures. Qu'aurions-nous de plus à donner? Que peuvent attendre de plus les gouvernements canadiens et la société canadienne?

Selon l'APN, les gouvernements des premières nations auront besoin de sources fiables et indépendantes de revenus afin d'exercer leur droit inhérent à l'autonomie gouvernementale. En plus de recevoir des recettes fiscales de leurs citoyens, ils devraient percevoir une part équitable des revenus issus des ressources naturelles se trouvant sur les territoires autochtones traditionnels, conformément aux engagements pris dans les traités d'origine.

L'APN propose à cet égard un échancier commençant par l'établissement d'un mécanisme convenu pour régler les questions fiscales en instance, continuant avec l'adoption d'une loi fédérale sur le retrait du gouvernement de tous les champs de taxation transférés aux premières nations et aboutissant à terme à la reconnaissance constitutionnelle du pouvoir de taxation des premières nations dans le cadre du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale.

Le Conseil national des autochtones du Canada estime également que les gouvernements autochtones devront exercer à l'avenir leurs pouvoirs fiscaux mais, entre-temps, il conviendrait d'imposer un moratoire de 10 ans sur toute augmentation d'impôt et toute amputation de programme destiné aux autochtones. Cela

établirait un climat de stabilité fiscale qui permettrait de négocier la transition vers l'autonomie gouvernementale urbaine.

Les recommandations du CNAC comprennent l'octroi aux collectivités autochtones du libre accès à leur contribution actuelle au Trésor national, la négociation d'ententes financières à long terme et exécutoires, l'accès aux terres et aux biens publics détenus par les autres gouvernements, et la définition d'une relation entre les autorités autochtones et la Banque du Canada. Ron George, président du CNAC, résume la position du Conseil en disant qu'il veut *contrôler notre propre peuple, nos propres ressources, pour assurer la gestion juste et équitable de celles-ci+.

Le CNAC a produit des chiffres montrant que les impôts acquittés par les autochtones citoyens sont supérieurs à la valeur des services qu'ils reçoivent des gouvernements. L'APN a présenté un argument semblable en ce qui concerne les recettes fiscales que tirent les autres paliers de gouvernement des terres, réserves et citoyens des premières nations.

Aux audiences d'Ottawa, les commissaires ont demandé au CNAC si une partie des taxes acquittées par les autochtones n'est pas tout simplement irrécouvrable dans la mesure où elle sert à financer des choses telles que la défense et le service de la dette. Pat Apikan a répondu qu'il faut d'abord transférer les pouvoirs de taxation aux gouvernements autochtones et que c'est eux qui décideront eux-mêmes de ce qu'ils sont prêts à payer pour ces services.

*L'un des thèmes de notre rapport est que nous payons pour des services que nous n'obtenons pas. Qu'ont fait les Affaires extérieures pour protéger notre réputation à l'échelle internationale? Nous ne voulons plus payer pour quelque chose que nous n'obtenons pas.+

L'Inuit Tapirisat a demandé à la Commission de reconnaître l'importance cruciale des terres, des ressources et de l'environnement pour l'économie et la société inuit en disant que le contrôle devrait en être exercé par des institutions inuit communautaires et régionales. Parmi les problèmes particuliers qu'évoquent les Inuit, citons les coûts élevés de transport et de communications ainsi que l'absence de services financiers et d'entreprises dans leurs collectivités.

Dans son mémoire, l'ITC évoque un problème particulier de restrictions imposées au commerce, aux voyages et à l'immigration inuit, qui entravent les contacts des collectivités inuit canadiennes avec les autres collectivités inuit du monde circumpolaire. Il s'agit notamment d'une législation américaine interdisant l'importation ou l'exportation d'objets d'artisanat produits avec des matériaux que les Inuit utilisent depuis des milliers d'années. L'ITC recommande que la zone de l'Arctique circumpolaire soit désignée zone de libre circulation des peuples et biens inuit.

Ron Swain, témoignant pour le Ralliement national des Métis, affirme que ceux-ci ont un esprit d'entreprise inné mais qu'ils font aujourd'hui face à une crise de développement économique parce qu'ils n'ont pas de territoire, qu'ils n'ont pas accès aux crédits de développement communautaire et qu'ils sont assujettis à la fiscalité. À son avis, des institutions sectorielles métisses sont nécessaires pour garantir aux Métis une plus grande participation à l'activité économique et un plus grand contrôle à cet égard. De plus, les Métis devraient bénéficier d'un contrôle accru sur des initiatives telles que la Stratégie canadienne de développement économique des autochtones dans la mesure où elle concerne les Métis, et de crédits plus substantiels pour les sociétés d'investissement des Métis.

À titre d'exemple de l'esprit d'entreprise et de la

volonté d'autonomie économique des Métis, M. Swain évoque leur rôle dans le secteur du logement. Il rappelle que la nation métisse est à l'origine du programme fédéral de logement pour les ruraux et les autochtones, et qu'elle a prouvé qu'elle est capable de gérer ce programme à moindre coût que le gouvernement.

L'annonce de l'abolition de ce programme en 1994 est catastrophique et complètement inacceptable, ajoute-t-il, car cela sera extrêmement préjudiciable sur le plan social : on verra réapparaître la situation alarmante qui avait justifié la création du programme et des gens seront à nouveau forcés de vivre dans des cabanes et sur les chemins publics.

M. Swain rappelle que le Comité permanent des affaires autochtones avait proposé en 1992 que les autochtones assument le contrôle des programmes de logement les concernant. Il formule en conséquence plusieurs recommandations visant à transférer aux gouvernements métis, avec des crédits adéquats, le contrôle des programmes de logement des Métis.

Il propose par ailleurs l'extension des mesures d'incitation à la propriété domiciliaire. Cette mesure a également été proposée par Pauktuutit, alors que la Ontario Federation of Indian Friendship Centres a recommandé que des sociétés de logement à but non lucratif prennent des mesures pour assurer à terme la propriété autochtone des unités domiciliaires.

Dans son rapport, l'Assemblée des premières nations mentionne que, selon les statistiques fédérales, plus de la moitié des 65 000 logements des collectivités autochtones ne répondent pas aux normes fondamentales de salubrité, et qu'un tiers sont dépourvus d'eau courante et de système sanitaire. Il estime qu'il manque actuellement 11 000 maisons et que 11 000 autres ont besoin d'être rénovées.

Selon l'Assemblée, les mauvaises conditions de vie et de logement des premières nations sont attribuables à l'absence d'assise économique saine dans les collectivités autochtones et au fait que le gouvernement fédéral n'a pas fourni de ressources financières adéquates. L'APN réclame également que les premières nations assument le contrôle des politiques de logement et de la prestation des programmes de logement sans ingérence fédérale, avec un engagement à long terme de financement par le gouvernement fédéral de projets de construction de logements dans les collectivités autochtones.

Emploi

Bien que les questions d'emploi aient été mentionnées par plusieurs participants à la quatrième série d'audiences, la plupart des propositions concrètes à ce sujet émanaient de syndicats. Leurs priorités comprenaient la sensibilisation du monde du travail aux questions autochtones et l'adoption de mesures pour rendre plus efficaces les politiques d'équité en matière d'emploi, dans l'intérêt des travailleurs autochtones.

Cela dit, les syndicats estiment qu'il convient de trouver un juste équilibre entre l'appui aux droits autochtones et la défense des intérêts de leurs membres.

Les représentants syndicaux conviennent qu'il existe du racisme parmi leurs membres et que bon nombre d'autochtones ont une opinion négative des syndicats, phénomène qui a été confirmé par une enquête réalisée par l'organisation Aboriginal Women in the Canadian Labour Force. À Winnipeg, Celeste McKay a dit que, selon ce sondage, seulement 15 % des répondantes estiment les syndicats aptes à répondre aux problèmes d'emploi des autochtones.

Tous les participants syndicaux ont souligné la

faible proportion de travailleurs autochtones chez les employeurs syndiqués. Selon Dick Martin, du Congrès du travail du Canada, même dans les villes ayant 10 % à 15 % de population autochtone, la proportion de travailleurs autochtones dans les unités syndicales n'est que de 1 % à 2 %. Citant des exemples extraits de rapports fédéraux sur l'équité en matière d'emploi, il mentionne que le Canadien Pacifique n'a pas recruté un seul autochtone sur les 625 personnes qu'il a embauchées en 1991, et qu'Air Canada n'en a recruté qu'un.

Selon M. Martin, cela s'explique par le manque de détermination des employeurs envers l'équité en matière d'emploi, par les préjugés et le racisme envers les employés autochtones, par des procédures de recrutement discriminatoires, et par une organisation du travail qui est préjudiciable aux autochtones.

Plusieurs solutions à ces problèmes ont cependant été proposées pendant les audiences. À Toronto, deux dirigeants syndicaux autochtones, Len Hupet et Ethel LaValley, du Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario, décrivent une série de colloques organisés par le syndicat pour sensibiliser ses membres aux préoccupations autochtones, notamment sur l'incidence éventuelle de l'autonomie gouvernementale. Ils ajoutent que leur syndicat a exprimé son appui unanime à l'autonomie gouvernementale et au règlement des revendications territoriales autochtones, lors de son congrès de 1991, mais qu'il lui reste à trouver un équilibre entre son rôle d'agent de négociation et celui de vecteur de changement social.

Selon M. Hupet, les colloques ont eu beaucoup de succès et ont permis de forger des liens plus solides entre le syndicat et les chefs autochtones, ainsi qu'entre le syndicat et ses propres membres autochtones. Quoi qu'il en soit, le syndicat est toujours confronté à certaines difficultés, notamment à cause des informations erronées qui sont répandues

au sujet des questions autochtones et qui suscitent des réactions négatives de la part de ses membres.

Leo Gerard, directeur canadien des Métallurgistes unis d'Amérique, a présenté un rapport concernant deux mines du Nord où le syndicat a réussi à négocier des mesures de promotion sociale pour les travailleurs autochtones. Dans son rapport, le syndicat mentionne qu'il y a deux séries de valeurs culturelles au sein du monde du travail et du monde syndical, et qu'il est indispensable d'abattre les obstacles pour que les syndiqués autochtones puissent faire de leur syndicat un vecteur de changement.

M. Gerard signale que le syndicat fait face à des difficultés car il ne peut participer à un projet tant que l'employeur n'a pas recruté son personnel; or, à ce moment-là, les employés sont essentiellement des non-autochtones. Il constate également que le programme de promotion sociale lancé par le syndicat à Dona Lake, dans le nord-ouest de l'Ontario, a fait face à l'opposition de certains membres de la collectivité autochtone qui voulaient s'en tenir rigoureusement à une entente fédérale-provinciale qui avait été négociée avec l'employeur mais qui n'était assortie d'aucun mécanisme d'exécution. Or, a-t-il ajouté, les syndicats ont le moyen de faire appliquer rapidement et efficacement les dispositions concernant les travailleurs autochtones lorsque celles-ci font partie des conventions collectives.

M. Martin, du CTC, propose que le mouvement syndical appuie les droits des autochtones et que des mesures soient prises pour que ceux-ci soient plus actifs au sein des syndicats et pour minimiser l'impact des changements issus des droits ancestraux sur les employés syndiqués et sur les autres travailleurs.

Il recommande aux syndicats de tendre la main aux collectivités autochtones et de donner une formation interculturelle à leurs propres membres.

Les syndicats devraient en outre être considérés comme parties prenantes des consultations relatives aux questions autochtones, comme cela se fait maintenant en Colombie-Britannique, et le mouvement syndical devrait lancer un débat sur la préservation des droits syndicaux et des droits concernant l'emploi dans les secteurs qui seront touchés par l'autonomie gouvernementale autochtone.

Le CTC évoque ensuite l'échec lamentable des programmes d'équité en matière d'emploi destinés aux travailleurs autochtones, et il invite le monde syndical à collaborer avec les employeurs, les associations d'entreprises, les gouvernements et le secteur du bénévolat pour veiller à ce qu'un plus grand nombre de travailleurs autochtones soient recrutés et, ensuite, conservés. D'autres participants syndicaux sont également en faveur de mesures visant à rendre plus efficaces les programmes d'équité en matière d'emploi. À Winnipeg, M^{me} McKay, de l'Aboriginal Women in the Canadian Labour Force, désavoue la législation actuelle parce qu'elle n'est pas exécutoire et qu'elle ne fait rien pour abattre les obstacles systémiques auxquels sont confrontées les femmes autochtones. Son organisation recommande d'étendre la législation à tous les lieux de travail et d'y inclure des sanctions sévères lorsqu'on peut prouver qu'il y a eu discrimination.

La North West Company, importante société de négoce et de vente au détail du nord du Canada, est la seule entreprise privée à avoir témoigné pendant la quatrième série d'audiences. Earl Boon, son vice-président, a dit qu'elle emploie 1 700 autochtones, ce qui en fait le plus gros employeur privé de travailleurs autochtones au Canada.

M. Boon a exposé plusieurs mesures prises par son entreprise pour résoudre les problèmes des autochtones, notamment ses prises de position publiques pour la consécration de l'autonomie gouver-

nementale comme droit inhérent, son soutien financier à maints organismes et programmes autochtones nationaux et régionaux, et son recours préférentiel, dans toute la mesure du possible, à des sociétés de transport appartenant à des autochtones.

Il a ajouté que son entreprise a mené une campagne vigoureuse pour recruter des autochtones dans son nouveau centre de distribution de Winnipeg où les autochtones constituent aujourd'hui 25 % du personnel et deux cadres sur vingt. La société a également élaboré un vaste programme de formation de un million de dollars à l'intention de ses employés dans le Nord, adapté aux cultures autochtones.

Ressources naturelles

Selon les participants à la quatrième série d'audiences, les ressources naturelles ont un rôle déterminant à jouer en matière de développement économique autochtone mais il convient de tenir compte des différences existant entre les non-autochtones et les autochtones quant à leur gestion. À leur avis, les collectivités autochtones devraient détenir le contrôle des ressources naturelles, ou une partie notable du pouvoir de décision dans les domaines de compétence partagée. De vives critiques ont été formulées au sujet de la performance du gouvernement fédéral quant à son devoir de fiduciaire vis-à-vis des ressources autochtones et à sa gestion de l'environnement.

Tous ces thèmes ont été évoqués à Ottawa par l'Association nationale de foresterie autochtone. Harry Bombay, directeur général de l'Association, dit que c'est le secteur de la forêt qui offre aux autochtones le plus de possibilités d'atteindre l'autosuffisance et de jouer un rôle plus important dans l'économie canadienne. Il suffit pour s'en convaincre de constater que plus de 80 % des

collectivités autochtones sont situées à proximité de zones forestières productives, alors que seulement 3 % de la main-d'oeuvre forestière est composée d'autochtones.

M. Bombay réclame en conséquence l'élaboration d'une stratégie forestière autochtone pour venir à bout des obstacles à la participation autochtone dans cette industrie. Ses objectifs comprendraient la pleine participation des collectivités autochtones à la gestion et à la planification forestières sur les terres et territoires traditionnels des Indiens, l'accès accru des autochtones aux terres de la Couronne et aux autres terres forestières, un appui aux entreprises autochtones, et la reconnaissance des valeurs culturelles et spirituelles autochtones particulières à l'égard de la forêt.

Dans son rapport à la Commission, l'Association analyse plusieurs options qui permettraient de surmonter les obstacles entravant depuis toujours l'accès des autochtones aux terres et aux ressources, ainsi que les problèmes résultant actuellement de la *Loi sur les Indiens*. Ces options vont de la propriété pure et simple ou de la location à long terme des zones concernées jusqu'à la négociation d'ententes de cogestion et à la participation aux organismes consultatifs. L'Association conclut que le mécanisme le moins efficace d'accès aux ressources consiste pour une province à offrir aux collectivités autochtones des *consultations+ sur les zones octroyées à une compagnie forestière.

Selon l'Association, la meilleure forme de coopération entre une province et une collectivité autochtone est un système de cogestion sanctionné par une entente ou par une législation. Les meilleurs exemples à ce sujet sont l'entente de gestion de la région de Sipanok et l'entente forestière de Prince Albert, en Saskatchewan, ainsi que l'accord trilatéral négocié entre le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec et les

Algonquins du lac Barrière.

M. Bombay souligne que le Vérificateur général a conclu que le ministère des Affaires indiennes et du Nord a fait preuve de négligence dans sa gestion des terres forestières indiennes. Il reproche par ailleurs à la Stratégie canadienne de développement économique autochtone de fonctionner en vase clos, sans tenir compte des autres initiatives gouvernementales, et de ne comprendre aucun plan stratégique au sujet du secteur forestier. Finalement, dit-il, les ententes d'exploitation des ressources forestières des terres indiennes sont mises en oeuvre par un ministère fédéral qui ne se soucie guère de questions comme l'autonomie gouvernementale ou les obligations de fiduciaire de la Couronne.

À Vancouver, Armand Loth, de la Tribal Chiefs Association of Northeastern Alberta, affirme que l'agence pétrolière fédérale, Pétrole et gaz des Indiens du Canada (PGIC), n'a pas respecté sa responsabilité de fiduciaire envers les premières nations. Il évoque à ce sujet des problèmes de formation professionnelle et de création d'emplois, ainsi que le fait que PGIC n'a pas consulté les premières nations, et il ajoute que cet organisme n'a pas pris de mesures efficaces pour empêcher les sociétés de forage hors réserve de pomper les nappes de gaz naturel des réserves indiennes.

M. Loth affirme que les premières nations, après avoir examiné les possibilités de cogestion, ont craint que cela ne réduise la responsabilité de fiduciaire du gouvernement fédéral à l'égard des ressources naturelles. Il affirme que PGIC devrait veiller à ce que les premières nations ne soient pas pénalisées par les complexités de l'industrie du pétrole et du gaz naturel, et qu'il convient d'établir une relation de nation à nation conforme au Traité n° 6.

Lors des mêmes audiences, le chef Marvin Charlie évoque les effets désastreux du projet

hydro-électrique Kemano sur les Cheslatta Carriers, dans les années 50, et il prévient que le projet Kemano II de l'Alcan risque de provoquer une nouvelle catastrophe. À son avis, ce projet utilisera 88 % du débit de la rivière Nechako, ce qui sera catastrophique pour la rivière et ses stocks de saumon et provoquera la ruine des 10 premières nations vivant à proximité.

Le chef Charlie explique que son peuple a été forcé de quitter la région du lac Cheslatta et que l'Alcan a fait brûler les maisons de sa bande lorsqu'elle a commencé à construire le barrage Kemano en 1952. L'inondation du territoire a ensuite provoqué la destruction des territoires de chasse et de piégeage de la bande de Cheslatta. Plusieurs membres de la collectivité sont morts de la tuberculose, d'une consommation excessive d'alcool, ou se sont suicidés parce que leur mode de vie avait été perturbé. En 1990, lorsque Marvin Charlie est devenu chef, sa bande dépendait à 95 % du bien-être social.

Selon le chef, le gouvernement fédéral a signé en 1987 une entente avec l'Alcan pour la dispenser de procéder à toute étude environnementale relativement à Kemano II. Le chef demande à la Commission d'appuyer sa revendication d'une enquête judiciaire sur l'entente de 1987, suivie d'une étude environnementale.

Corinne Peters, représentant les jeunes des Cheslatta Carriers, parle de l'incidence de Kemano II sur les futures générations :

Sans la rivière Nechako, nous allons disparaître. Que deviendront les poissons et les animaux? Je veux que Kemano II soit arrêté, et je suis loin d'être la seule. Kemano I a déjà nui à mon peuple et lui nuit encore aujourd'hui. Je vois beaucoup d'anciens qui pleurent à cause de Kemano I. Ils sont à des milles

de leur culture, qui était aussi la mienne. Je vous dis donc aujourd'hui qu'il faut sauver la rivière Nechako. Il faut arrêter Kemano II et laisser notre Mère la Terre comme elle était au début des temps.

Le chef Charlie estime que les gouvernements ont lamentablement échoué dans leur mission de protection des ressources halieutiques, de l'eau, de l'économie et des citoyens. *Ce que je vais vous dire en conclusion n'est pas une menace, c'est un fait : Kemano II sera construit sur nos cadavres.+

À Winnipeg, Darcy Linklater, du Comité des inondations dans le Nord, examine la responsabilité de fiduciaire du gouvernement fédéral en ce qui concerne la Convention sur l'inondation des terres du nord du Manitoba, dont il évalue les avantages pour chaque partie. Depuis la signature de l'entente, il y a 16 ans, les premières nations n'ont reçu aucune des terres qui leur avaient été promises, ni aucun permis d'usage exclusif.

Cela n'empêche pas Manitoba Hydro d'exploiter son projet depuis 1977, à grand profit. Le Manitoba tire chaque année des recettes substantielles de la location de l'eau, et les résidents du Manitoba bénéficient de tarifs fiables et, d'après les normes canadiennes, raisonnables.

À notre avis, les parties ont violé l'entente. Le Canada, fiduciaire de nos terres, n'a rien fait pour veiller à ce que nous obtenions les terres auxquelles nous avons droit et ne nous a jamais aidés à punir le Manitoba pour cette transgression de la Convention.

Nous subissons ce terrorisme écologique appuyé par un gouvernement qui est censé protéger notre peuple, en vertu des traités...

Qu'avons-nous fait pour mériter cela? Nous

n'avons jamais volé les pommes de terre, les poulets ou les cochons de l'homme blanc, ni entravé sa vie. Pourtant, il détruit nos animaux, notre jardin sacré et notre mode de vie.

Les membres du Comité réclament une étude d'incidence écologique tenant compte à la fois des données scientifiques et du savoir traditionnel des anciens. Ils réclament un moratoire sur tout projet de développement jusqu'à ce que les parties aient respecté leurs obligations et que les autochtones aient été indemnisés pour la mauvaise foi dont ont fait preuve le Manitoba, Manitoba Hydro et le Canada.

Toujours à Winnipeg, on a demandé à la Commission d'appuyer un système de gestion intégrée des ressources et des revendications territoriales élaboré par le Southeast Resource Development Council. Norbert Hardisty a évoqué la perte des ressources naturelles suite à l'érosion des droits issus de traités et des droits constitutionnels, et il propose l'élaboration d'un plan de gestion des ressources naturelles fondé sur les connaissances et les principes des Anishnabe.

M. Hardisty compare cette démarche en matière de répartition et de gestion des ressources naturelles à celle de la société non autochtone, qui est fondée sur l'exploitation pure et simple. Il demande au Canada d'exercer ses pouvoirs au nom des Indiens en entreprenant des négociations avec le gouvernement du Canada sur la gestion de toutes les ressources naturelles.

À Ottawa, la Coalition pour les droits des autochtones (CDA) se fait l'écho des critiques formulées par les participants autochtones. Elle indique dans son rapport à la Commission qu'il y a toujours antinomie entre les valeurs non autochtones et les valeurs autochtones, malgré une sensibilisation croissante de la population à l'écologie. Les études d'incidence environnementale sont viciées

par une attitude scientifique qui dévalorise le savoir traditionnel des autochtones et suppose que tout problème peut être résolu par l'argent.

Évoquant le récent examen par le Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales des vols d'entraînement militaire à faible altitude au-dessus des territoires inuit, la Coalition conclut que cet organisme est incapable de protéger les intérêts des autochtones. Il affirme par ailleurs que la désignation des régions du Nord comme terres de la Couronne est à l'origine du fait que les gouvernements et les entreprises privées considèrent que les terres autochtones sont ouvertes et accessibles à tous.

La Coalition recommande que les lignes directrices concernant les évaluations environnementales fédérales soient élargies pour englober l'incidence sociale des projets, et que les évaluations soient exécutées par un organisme indépendant dont les membres seraient approuvés par les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones.

Elle ajoute qu'il convient d'examiner d'autres modèles de développement économique et de gestion des terres, élaborés par les autochtones, afin d'en juger la viabilité, et que *tous les autres paliers de gouvernement [devraient] accepter de céder leurs compétences afin de promouvoir l'élaboration de ces autres modèles+.

La Coalition recommande la création d'un organisme de surveillance des décisions gouvernementales concernant les projets industriels touchant les terres et ressources autochtones. Afin de protéger les terres faisant l'objet de négociations relativement aux droits territoriaux, elle réclame un partage équitable des recettes issues des ressources, un moratoire sur tout développement industriel, et le placement des terres en fiducie pour les peuples autochtones.

Dans ses propositions, l'Assemblée des premières nations demande que les premières nations puissent contrôler les ressources naturelles dans le cadre de leurs droits inhérents et du libre exercice des droits de chasse, de pêche et de piégeage sur les territoires traditionnels. Elle évoque la destruction environnementale constatée sur les territoires des premières nations ou dans les régions environnantes, et réclame que les politiques environnementales soient intégrées aux politiques sociales et économiques.

L'APN exige que l'application des lois environnementales sur les terres des premières nations ne provoque aucun conflit avec le processus d'autonomie gouvernementale, et que le gouvernement fédéral accorde un appui financier aux premières nations et aux conseils de bande pour renforcer leur capacité de gestion de l'environnement et des ressources. Elle recommande aux premières nations de produire des documents sur leur savoir traditionnel en matière d'environnement afin de lui rendre sa place au sein de leurs collectivités, et propose la création, avec appui fédéral, de centres d'excellence du savoir indigène.

Dans son rapport, l'Inuit Tapirisat demande à la Commission de reconnaître l'importance cruciale des terres, des ressources et de l'environnement pour l'économie, la société et la culture inuit, et elle recommande que ces questions soient traitées par les institutions inuit à l'échelle communautaire et régionale. L'ITC réclame par ailleurs l'assurance que les procédures d'évaluation de l'incidence environnementale et sociale des projets tiendront compte des besoins et valeurs inuit.

L'ITC exprime des préoccupations particulières au sujet des projets d'exploitation de mines d'uranium près de Baker Lake, dans la région de Keewatin, des Territoires du Nord-Ouest. Il affirme que ces projets miniers sont complètement inacceptables étant donné que les risques sont beaucoup plus

grands que les avantages éventuels. Précisant que cette position est partagée par la collectivité de Baker Lake, par toutes les organisations régionales de Keewatin et par la Conférence circumpolaire inuit, l'ITC demande aux gouvernements d'accéder aux requêtes inuit de moratoire sur toute activité d'exploitation minière et de raffinage de l'uranium sur les terres patrimoniales inuit.

Chasse et pêche

L'opposition qui existe entre les approches autochtones et non autochtones relativement à la chasse et à la pêche a également été un thème important de ces audiences, tout comme la nécessité de renforcer le contrôle autochtone. Au Québec, certains participants ont parlé de racisme de la part des chasseurs et pêcheurs non autochtones, alors que d'autres se sont plaints de la surexploitation des ressources fauniques par les autochtones. La même polarisation a été constatée en Ontario où des participants autochtones ont formulé de vives critiques à l'égard du ministère des Ressources naturelles en ce qui concerne ses relations avec les autochtones. Plusieurs participants ont recommandé la cogestion des ressources fauniques, mais on a enregistré des positions différentes quant à la mise en oeuvre de ce principe.

À Toronto, Robert Debassige, directeur général et président des United Chiefs and Councils of Manitoulin (UCCM), a évoqué les difficultés qu'a rencontrées son organisation pour négocier une entente avec le gouvernement ontarien dans le dossier de la chasse et de la pêche.

*M. Hyde peut se transformer brutalement en D^r Jekyll. Quand on parle de coopération avec une branche du gouvernement provincial, une autre, le Procureur général, intente des poursuites vigoureuses contre nos membres... Il est difficile de comprendre comment d'autres gouvernements peuvent contester notre droit ou notre aptitude à

nous gouverner quand ils ne sont même pas capables de mettre de l'ordre dans leurs propres affaires.+

Selon M. Debassige, les premières nations devraient avoir la possibilité de rétablir leurs pouvoirs en matière de gestion de la chasse et de la pêche. Il réclame une démarche reconnaissant le savoir traditionnel, tout autant que la science occidentale, dans la gestion de ces ressources. S'il est vrai que rendre justice aux autochtones exigerait des modifications à la manière dont sont gérées et réparties les terres et les ressources, ces modifications seraient bénéfiques à tout le monde, dit-il.

Nous en avons assez d'entendre des tiers se plaindre de menaces envers leur gagne-pain et leurs intérêts parce qu'ils n'admettent toujours pas que nous réclamions simplement notre juste part, afin de préserver nous aussi notre gagne-pain. Nous avons fait nos études et nous pouvons montrer que nos économies ont été systématiquement détruites dans l'intérêt des autres. Si les tierces parties ont quelque chose à perdre, c'est ce qu'elles nous ont volé.

L'UCCM a déposé devant la Commission un rapport décrivant en détail la réduction systématique du contrôle autochtone en matière de chasse et de pêche, en Ontario, au cours du siècle passé. Les auteurs du rapport contestent la manière dont sont actuellement calculés les coûts et bénéfices de la gestion de la faune. Parmi les coûts qu'assument les collectivités autochtones mais dont on ne tient pas compte, ils citent la perte des moyens de subsistance, la perte de savoir, la santé et la cohésion sociale compromises, et l'incidence des amendes et de l'incarcération. En revanche, disent les auteurs du rapport, on peut compter, du côté non autochtone, les revenus

obtenus par la Couronne et les profits engrangés par les sociétés privées et par les exploitants d'activités sportives commerciales.

La question des pouvoirs autochtones à l'égard de la pêche a été longuement abordée par les Saugeen Ojibway Nation Territories aux audiences de Toronto. Ces témoins recommandent que la stratégie du gouvernement fédéral sur les pêches autochtones, en cours d'application le long des côtes de la Colombie-Britannique, soit étendue aux collectivités des premières nations qui pratiquent traditionnellement la pêche dans les eaux intérieures.

David McLaren, s'exprimant pour les Saugeen Ojibway Nation Territories, a décrit les problèmes auxquels continuent de faire face les membres de son groupe, bien que leur compétence juridique et leurs droits en matière de pêche commerciale dans la région de la péninsule de Bruce, en Ontario, aient été confirmés par les tribunaux. Malheureusement, dit-il, cette compétence n'est pas encore reconnue par le gouvernement. Les pêcheurs saugeen ont désormais le droit d'écouler commercialement leur poisson, mais les nations saugeen n'ont toujours aucun contrôle sur la gestion des stocks. M. McLaren affirme que le ministère ontarien des Ressources naturelles envisage de transformer en pêche sportive toute la pêche de la région de la péninsule de Bruce, sans s'inquiéter des conséquences qu'aurait sur l'écosystème l'introduction d'espèces exotiques.

Dans leur mémoire, les Saugeen s'élèvent vigoureusement contre ce qu'ils appellent la *bureaucratie inflexible+ du ministère des Ressources naturelles. *Dans leur vision du monde, il n'y a aucune place pour les autochtones ou pour leurs croyances. De toute façon, on considère que les autochtones ne sont pas aptes à se gouverner. Pour garantir leur exclusion, un racisme bureaucratique assez peu subtil s'est

instauré au sein du gouvernement, ce qui permet à celui-ci de ne pas s'interroger longuement sur les possibilités de cession de sa compétence.+

M. McLaren ajoute que les agents du Ministère semblent avant tout désireux de poursuivre les autochtones dans les cas susceptibles de faire jurisprudence au sujet des droits des premières nations. Il constate également une tendance à criminaliser les infractions en portant des accusations, dans les affaires relevant de la *Loi sur la chasse et la pêche*, en y ajoutant des accusations de possession d'armes à feu et de voies de fait.

Sur la même question, Lester Anoquot estime que le lobbying anti-autochtone de l'Ontario Federation of Anglers and Hunters est une forme de racisme, et ajoute que les agents de conservation du Ministère sont *les suppôts du groupe de pression anti-autochtone+. Les nations saugeen sont favorables au principe de la cogestion et estiment que les différends devraient être réglés par la négociation plutôt que devant les tribunaux.

À Winnipeg, des membres de la Northern Fur Conservation Area Trappers Association évoquent les obstacles créés par le gouvernement relativement à la pêche, à la chasse et à la récolte du riz sauvage. Selon eux, ces ressources ont permis aux populations de subvenir à leurs besoins sans dépendre du bien-être social. L'Association désapprouve les politiques gouvernementales qui font passer la pêche sportive avant la pêche commerciale. Dans son mémoire, elle avance que les autorités se servent du prétexte de la conservation pour fournir du gibier aux chasseurs du Sud et des États-Unis et confiner les chasseurs autochtones à des lopins de terre.

Ces membres réclament des subventions à l'intention des utilisateurs de ressources traditionnelles, comme celles que reçoivent les agriculteurs par exemple. Ils constatent que les

pêcheurs de Terre-Neuve ont été indemnisés quand leurs stocks de poissons se sont épuisés mais qu'il n'existe aucun programme comparable pour les pêcheurs de l'intérieur.

À Montréal, deux représentants de la Fédération québécoise pour le saumon de l'Atlantique C un autochtone et un non autochtone C expliquent à la Commission comment la Fédération a réussi à faire participer les autochtones à la gestion de la pêche du saumon dans les rivières du Québec. Bernard Beaudin, président de la Fédération, dit que la politique de son organisation est d'accorder la priorité à la conservation et à la pêche vivrières avant la pêche sportive et la pêche commerciale. Il estime que 95 % des prises de saumon sont faites par des non-autochtones, contre 5 % par des autochtones, et il ajoute que le problème consiste à éliminer les préjugés concernant la pêche du saumon par les autochtones.

La Fédération canadienne de la faune, témoignant à Ottawa, est l'un des groupes favorables à une gestion coopérative de la faune et de l'aménagement du territoire. Elle appuie l'idée d'octroyer un statut spécial aux autochtones du Canada et de leur consentir le droit exclusif de gérer et d'utiliser la faune sur leurs terres traditionnelles ou leur appartenant en exclusivité.

En ce qui concerne les terres n'appartenant pas aux autochtones, la Fédération recommande la création de comités de cogestion où il y aurait une représentation égale de tous les intervenants : autochtones, gouvernement, municipalités et groupes d'intérêt. Elle souligne la nécessité d'obtenir la participation des groupes environnementaux, en disant que c'est lorsque la contribution des tierces parties était minime ou nulle que l'on a eu le plus de difficulté à régler la question des droits ancestraux en matière de faune. En guise d'exemple, elle cite la stratégie du gouvernement fédéral sur les pêches autochtones et les négo-

ciations de l'Ontario sur la chasse dans le parc Algonquin.

Sandy Baumgartner, de la Fédération, a présenté une entente sur l'utilisation de la faune négociée par l'Association de la faune de la Saskatchewan et la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan, et elle exprime l'espoir que de telles ententes pourront être signées dans d'autres provinces. Elle affirme que les deux groupes ont constaté, après avoir exclu le gouvernement de leurs discussions, qu'ils avaient beaucoup plus en commun qu'ils ne le pensaient.

À Montréal, André Pelletier, président de la Fédération de la faune du Québec, signale que son organisation a adopté à une mince majorité, lors de son dernier congrès, une motion établissant qu'il devrait y avoir une seule catégorie de citoyens au Québec en matière de droits de chasse et de pêche, ce qu'il considère avoir été pour lui une défaite personnelle.

M. Pelletier ajoute que la quasi-totalité des membres de sa fédération sont prêts à reconnaître le droit des autochtones de chasser et de pêcher pour assurer leur subsistance, mais que le problème est de définir ce que cela veut dire. Il se dit également inquiet de ce qu'il appelle des actes de provocation isolés, par exemple d'Indiens pratiquant la chasse avant l'ouverture de la saison.

Monique Farar, de la Fédération des pourvoyeurs du Québec, affirme que les relations sont plus tendues entre autochtones et non-autochtones. À son avis, les pourvoyeurs ont acquis des droits en matière de chasse et de pêche parce qu'ils ont accepté les règlements du gouvernement et qu'ils ont payé pour obtenir leurs concessions, et elle critique les autochtones dont la chasse réduit les ressources fauniques et, par conséquent, les revenus des pourvoyeurs.

Bien qu'elle se dise favorable à un partage

équitable des ressources fauniques, M^{me} Farar ajoute que les autochtones du sud du Québec n'ont pas le même besoin de chasser et de pêcher que ceux du Nord car ils occupent des emplois rémunérés ou reçoivent des indemnités suffisantes pour assurer leur subsistance.

Suzanne Saint-Amour, secrétaire de la Fédération québécoise des gestionnaires de zones d'exploitation contrôlée, estime elle aussi que les relations se sont détériorées. Les ZEC sont des zones spéciales du Québec réservées à la chasse, à la pêche et aux activités de plein air. À son avis, les autochtones détruisent des biens, perturbent les camps et la faune et menacent les non-autochtones dans les zones gérées par ses membres.

M^{me} Saint-Amour évoque à ce sujet un climat de violence potentielle et craint que les choses ne dégénèrent. La Fédération a formulé plusieurs recommandations, notamment celles d'appuyer un processus consultatif avec les autochtones récemment mis sur pied par le ministère québécois des Loisirs, de faire respecter les lois avec plus de vigueur, et de créer des programmes d'échange et de cogestion de la faune.

La question des droits des Métis à l'égard de la faune a été évoquée par la Northern Fur Conservation Area Trappers Association, à Winnipeg, et par le Ralliement national des Métis. Gary Bohnet, représentant le RNM, souhaite que le droit ancestral des Métis d'utiliser les ressources fauniques soit consacré dans la Constitution plutôt que considéré comme un privilège. Il réclame l'établissement avec les Métis de régimes de cogestion de la faune, en disant que les Métis sont tout à fait prêts à y participer. Il recommande enfin que des mesures soient prises sur les 24 recommandations concernant le piégeage autochtone contenues dans un rapport spécial du Comité permanent des affaires autochtones.

À Ottawa, des représentants de l'Inuit Tapirisat du

Canada évoquent les difficultés que connaissent les pêcheurs inuit du Labrador qui sont privés d'assurance-chômage à partir du 15 mai, soit le même jour que dans les autres parties de Terre-Neuve et du Labrador, mais qui ne peuvent pas commencer à pêcher avant le mois de juillet à cause des glaces.

Toby Anderson mentionne le problème des camps de pêche gérés par des non-autochtones dans le nord du Labrador qui, dit-il, produisent 20 millions de dollars de revenus mais ne procurent aucun avantage ni aucun emploi aux Inuit. À son avis, c'est le tourisme qui offre le plus de potentiel de développement économique dans le nord du Labrador, mais les gouvernements sont en train de donner le droit à des tierces parties d'exploiter cette ressource, au sujet de laquelle les Inuit tentaient d'entamer des négociations dans le cadre de leurs revendications territoriales.

Annexe 1

Consultation spéciale auprès des Églises missionnaires

Les 8 et 9 novembre 1993, la Commission a organisé une consultation spéciale à Ottawa avec les dirigeants des quatre Églises missionnaires (anglicane, catholique, presbytérienne et unie). Ces Églises avaient joué un rôle déterminant dans l'envoi de missionnaires dans les collectivités autochtones et dans l'exploitation de pensionnats.

La consultation s'est articulée autour de quatre thèmes : les relations passées entre les Églises et les autochtones; l'origine des pensionnats et leur incidence sur les autochtones et sur les Églises

d'aujourd'hui; la contribution des Églises au processus de guérison; et le rôle des Églises dans la lutte des autochtones pour la justice politique, économique et sociale. Pendant cette consultation, chaque Église a présenté un mémoire et abordé les quatre thèmes susmentionnés. Il y a eu ensuite une période de discussion avec les commissaires puis, le deuxième jour, des ateliers axés sur le processus de guérison et sur le rôle futur des Églises.

Les représentants des Églises se sont engagés à

faire une déclaration commune fondée sur leurs témoignages et sur les discussions pendant la consultation, en mettant particulièrement l'accent sur les pensionnats, et ce, avant la clôture de l'Année internationale des populations autochtones. Cette déclaration se fait toujours attendre.

Au début de la consultation, Georges Erasmus, coprésident de la Commission, mentionne le grand nombre d'autochtones qui ont évoqué pendant les audiences les séquelles du système des pensionnats. *Parmi celles-ci, mentionnons le sentiment d'exclusion qui a touché à la fois la société autochtone et la société non autochtone, l'incapacité de forger des relations parentales ou des liens familiaux, ainsi que la perte de la langue, de la culture, de la spiritualité et de la fierté. Ces effets se sont transmis pendant plusieurs générations et sont peut-être même à l'origine du dysfonctionnement actuel des individus, des familles et de collectivités autochtones tout entières.+

Son collègue René Dussault souligne quant à lui le désir de la Commission de favoriser un rapprochement qui aboutirait à une vraie réconciliation entre les autochtones et les Églises, sur la base de l'acceptation et de l'appréciation des différences culturelles, linguistiques et religieuses. À son avis, les Églises ont une contribution très importante à faire pour corriger l'idée que le Canada a toujours été juste et équitable envers ses autochtones, et pour lever le voile sur ce qui s'est vraiment passé dans les pensionnats.

Chaque représentant des Églises évoque ensuite le rôle historique de son Église à l'égard des pensionnats, et les mesures prises récemment en faveur des autochtones. Les délégations de chaque Église comprenaient une ou plusieurs personnes autochtones partageant la même religion. Dans le cas de l'Église unie du Canada, le président Stanley McKay a évoqué

personnellement ses *cinq années d'incarcération+ comme jeune élève autochtone dans un pensionnat.

Église anglicane du Canada

Le révérend James Isbister, du Conseil anglican des missions autochtones, expose d'abord les efforts déployés par l'Église anglicane pour communiquer sa culture et sa foi aux autochtones suite à la conviction, fort répandue au XIX^e siècle, que les cultures autochtones étaient condamnées à disparaître. Il dit que l'Église anglicane admet le rôle qu'elle a joué dans la rupture du cercle de la spiritualité de la société autochtone et qu'elle tente désormais de réparer cette faute.

L'archidiacre Jim Boyles, secrétaire général du Synode général anglican, évoque la nouvelle orientation prise par l'Église depuis 1969, selon laquelle *l'avenir réside dans l'établissement d'une nouvelle relation avec les autochtones, fondée sur la solidarité, l'égalité et le respect mutuel. C'est ce principe fondamental qui guide l'Église depuis deux décennies. Nous avons fini par comprendre que l'établissement de cette nouvelle relation exigera un processus lent et pénible, et sera très difficile à concrétiser.+

L'archidiacre Boyles précise que le Synode général anglican et le Conseil exécutif national ont adopté près de 80 motions au cours des 20 dernières années pour appuyer l'autodétermination et les droits des autochtones, et que son Église a soutenu pendant cette période le Projet nordique et la Coalition pour les droits des autochtones. Pendant l'été 1993, à l'occasion d'une convocation autochtone nationale, le primat de l'Église anglicane du Canada a présenté des excuses officielles au sujet du rôle de l'Église dans les pensionnats et a reconnu devant les autochtones présents que *nous vous avons déçus. Nous nous sommes déçus nous-mêmes. Et nous avons déçu Dieu.+

Le révérend Isbister ajoute que le primat a pris l'engagement de continuer à favoriser le processus de guérison et de réconciliation concernant la question des pensionnats. Il appelle le gouvernement fédéral à présenter lui aussi ses excuses pour son rôle dans les pensionnats et à consacrer des ressources financières aux programmes de guérison des autochtones qui ont souffert des pensionnats.

Conférence des évêques catholiques du Canada

M^{gr} Adam Exner, archevêque catholique de Vancouver, dit que, même si certains missionnaires ont établi des relations de respect mutuel et de soutien avec les autochtones, le projet missionnaire *a été profondément marqué par le sentiment de supériorité de la culture européenne qui existait à l'époque... Bien que les activités des missionnaires et des éducateurs n'aient pas été les seuls éléments responsables du désordre social et culturel, elles ont parfois contribué au résultat global et à l'affaiblissement moral des autochtones.+

Bien qu'il y ait eu des cas de solidarité, d'amour et d'amitié sincères dans les pensionnats, il reconnaît qu'il y a eu aussi des cas d'oppression, voire d'abus envers les autochtones dans les établissements gérés par l'Église. Ces révélations *nous ont forcés à procéder à un profond examen de conscience. Nous, qui partageons les bienfaits de l'Église, devons aussi partager le fardeau de son passé.+

M^{gr} Exner déclare que le système était destiné à avoir une incidence totale sur les habitudes et la personnalité des enfants, et qu'il était foncièrement raciste. Les difficultés ont été aggravées par le manque de fonds et par le caractère inadéquat des logements, des salles de classe et même de l'alimentation. Il dit que les écoles n'ont été qu'un

volet d'une stratégie gouvernementale globale visant à assimiler ou à intégrer les autochtones.

L'archevêque constate que plusieurs groupes de son Église et plusieurs congrégations ont fait des déclarations publiques suite à leur examen de la question des pensionnats. Des conférences de guérison et des réunions d'élèves ont également été organisées pour permettre aux anciens pensionnaires d'exprimer le sentiment de vulnérabilité, de honte et d'abaissement qui les a hantés dans leur vie adulte.

M^{gr} Remi de Roo, évêque de Victoria, affirme que la conférence des évêques a pris position à maintes reprises sur les questions autochtones, et que l'Église catholique a aussi appuyé le Projet nordique et la Coalition pour les droits des autochtones. Dans leur mémoire, les évêques prennent une série d'engagements et formulent des recommandations concernant la justice économique et sociale, les pensionnats, la spiritualité, les revendications territoriales, l'autodétermination et le racisme.

Pendant la discussion, M^{gr} Exner déclare que des recherches ont montré que la proportion d'enfants autochtones qui sont allés dans les pensionnats varie entre un sur six et un sur dix. À son avis, on risque d'exagérer l'influence des pensionnats étant donné que les autochtones ont eu les mêmes problèmes dans des régions où il n'y avait pas de pensionnat, et qu'il pourrait être utile d'envisager ces problèmes d'un point de vue plus général. *Attribuer simplement les problèmes des autochtones à l'existence des pensionnats ne semble pas correspondre à la réalité+, dit-il.

Église presbytérienne du Canada

Raymond Hodgson, secrétaire associé des missions de justice de l'Église presbytérienne du Canada, affirme que les pensionnats ont eu une incidence

non seulement sur les autochtones mais aussi sur les fidèles presbytériens. *Nous aussi sommes brisés, nous aussi sommes blessés, nous aussi avons besoin de guérison, nous aussi avons besoin de retrouver le sens de ce que c'est qu'être frères et soeurs dans le Christ.+

Comme les autres représentants des Églises, il demande au gouvernement fédéral de reconnaître son rôle non seulement à l'égard des pensionnats mais aussi à l'égard des politiques d'assimilation qu'il a mises en oeuvre et des abus institutionnels qui en ont résulté.

Selon M. Hodgson, il est indispensable de s'attaquer au problème fondamental du racisme systémique qui existe au Canada, et il faut que l'Église écoute les autochtones et leur réponde lorsqu'ils décrivent et définissent la question de la guérison. Il exprime l'engagement de l'Église presbytérienne à travailler dans un esprit d'oecuménisme à la guérison des autochtones et à la réconciliation avec leurs peuples, et il affirme la solidarité de son Église avec les peuples autochtones et avec leurs luttes.

*Pouvons-nous oser espérer? En tant que chrétiens, pouvons-nous contribuer à la guérison et à la réconciliation dans nos propres collectivités religieuses, dans notre nation et parmi les peuples autochtones? Pouvons-nous abattre les barrières qui nous séparent? [...] Pour l'Église presbytérienne du Canada, la réponse est oui.+

Stewart Folster, représentant autochtone de l'Église presbytérienne, évoque lui aussi la politique gouvernementale d'assimilation des autochtones par le truchement des écoles. *Le gouvernement disait qu'il pouvait civiliser les Indiens mais il a eu besoin de l'aide des Églises et des écoles pour mettre en oeuvre son plan diabolique. C'était un vilain triangle.+ Il affirme que cette politique faisait partie du processus de dévalorisation des

Indiens, de négation de leurs droits fonciers et d'interdiction de leurs pratiques culturelles et spirituelles.

M. Folster parle ensuite de sa vie personnelle, pendant laquelle il a connu l'alcoolisme, la violence et le divorce, et il compare la société autochtone d'aujourd'hui à celle d'avant l'arrivée des Européens :

Il n'y avait pas de prisons, pas de bien-être social, pas de protection de l'enfance, pas d'armée sur le pied de guerre, pas de victimes d'agressions sexuelles ni de voies de fait. Il n'y avait pas de foyers pour personnes âgées ni de violence envers les anciens. Il n'y avait pas d'alcooliques et il n'y avait pas d'oppression. Il n'y avait pas de cupidité, de concupiscence ou de matérialisme exigeant que l'on écrase son voisin pour aller de l'avant.

Église unie du Canada

Les représentants de l'Église unie du Canada arrivent à la consultation avec une ceinture d'amitié symbolisant le dialogue continu avec les autochtones, ainsi que la volonté de l'Église d'oeuvrer au rétablissement des relations dans tout le pays. Le révérend McKay, premier président autochtone de l'Église, affirme que les peuples des premières nations *ont un cadeau à faire à toute la société, et ce cadeau est essentiellement la compréhension spirituelle+.

Le révérend McKay critique ce qu'il appelle une deuxième vague d'oppression spirituelle lancée par les mouvements évangéliques qui tentent d'annihiler ce qu'il peut rester des méthodes et valeurs spirituelles traditionnelles dans les collectivités autochtones. Il se dit également inquiet face aux nouvelles formes d'oppression, comme le

système d'adoption, et au retrait par les Églises de leurs représentants des villages autochtones où ils exerçaient autrefois leur mission.

L'ex-président Robert F. Smith parle du mouvement à l'intérieur de l'Église unie qui a amené celle-ci à présenter des excuses officielles aux premières nations en 1986. *Il était devenu évident que [...] quels qu'aient pu être les motifs ou les cas de sacrifice, la complicité délibérée de l'Église avec la politique d'assimilation du gouvernement reflétait une incompréhension, sinon un mépris flagrant, de la culture et de la spiritualité autochtones et entraînait inévitablement le genre de résultats catastrophiques dont la Commission royale a fait le bilan.+

Dianne Cooper, de la section Manitoba et Nord-Ouest ontarien de l'Église unie du Canada, mentionne les questions qui se sont posées dans le cadre des efforts déployés par l'Église pour donner un sens à ses excuses, par exemple pour savoir jusqu'où accepter les différences, quels sont le rôle et la place des non-autochtones dans les paroisses et les organismes régionaux autochtones, les questions de financement, le rôle des femmes, et comment respecter et célébrer la spiritualité autochtone. Elle affirme que le processus a été marqué par des insultes, du mépris, de l'incompréhension et de la colère mais qu'il a finalement abouti à une nouvelle compréhension et au respect mutuel.

Spiritualité autochtone et spiritualité chrétienne

Pendant la consultation, une longue discussion s'engage sur la relation qui existe entre la spiritualité autochtone et la spiritualité chrétienne. Les participants reconnaissent le rôle historique des Églises dans la tentative d'annihilation des pratiques spirituelles autochtones, mais les représentants autochtones et non autochtones des

Églises soulignent la nécessité d'assurer la coexistence de ces deux concepts de spiritualité.

Selon le révérend McKay, il y a une certaine confusion au sein de l'Église unie quant à la question de savoir jusqu'où il faut aller pour accepter la spiritualité et la culture autochtones. La spiritualité autochtone a été annihilée dans bon nombre de collectivités, et maintes cérémonies se tiennent en secret. À son avis, il est possible d'être à la fois chrétien et autochtone mais *un grand nombre des membres de l'Église unie qui sont autochtones diraient que nous sommes chrétiens et que nous avons abandonné le reste. Telle est la tragédie de ce processus de génocide.+

Le révérend Laverne Jacobs, coordonnateur des missions autochtones de l'Église anglicane, fait allusion à ses propres sentiments lorsqu'il dit que les autochtones craignaient de compromettre leur foi chrétienne, et précise le sentiment de confusion qu'il a ressenti :

Il y a à peine 10 ans, je croyais fermement que ces traditions [autochtones] étaient mauvaises. J'avais vraiment peur. Je me souviens de l'effroi que j'ai ressenti lorsque j'ai participé à ma première cérémonie du foin d'odeur. J'étais terrorisé à l'idée d'aller à une cérémonie de purification. On m'avait tellement mis dans la tête que c'était mal, et je ne voulais pas compromettre ma foi chrétienne... Je suis sûr que cela a été une expérience très courante.

Une autre participante autochtone, la soeur Eva Solomon, de la Conférence des évêques catholiques, trace un lien direct entre, d'une part, la condamnation par les Églises des cérémonies sacrées autochtones et leur criminalisation par le gouvernement et, d'autre part, la désintégration et le déclin des peuples autochtones.

Toutes ces cérémonies célèbrent la vie. En les criminalisant et en les condamnant, on a jeté les bases de l'exploitation de ces peuples. C'est comme si l'on avait dit que notre manière de nous gouverner n'était pas assez bonne, que notre manière de parler n'était pas assez bonne, que notre manière d'élever nos enfants n'était pas assez bonne. Or, tout cela faisait partie de notre spiritualité. Et ce rejet a détruit notre peuple. Il a détruit notre esprit.

La soeur Solomon estime que les autochtones ne peuvent retrouver la plénitude de leur être qu'en intégrant en eux-mêmes ces deux manières d'être, ou en étant libres d'accepter seulement la manière traditionnelle ou seulement la manière chrétienne. *Il faut qu'ils aient cette liberté et ils ne l'ont pas eue.+

Plusieurs participants soulèvent la question du changement d'attitudes à l'échelle des paroisses. Le révérend Smith dit que l'Église unie a changé du tout au tout son ancienne politique de dénigrement de la spiritualité et de la culture autochtones, au point de dire aujourd'hui que les membres de l'Église doivent s'asseoir aux pieds des autochtones pour apprendre leur enseignement et avancer avec eux. Il y a cependant un gouffre énorme entre les politiques exprimées par le Conseil général et celles vécues à l'échelle locale.

M. Erasmus convient que le message d'acceptation de la spiritualité autochtone n'a pas encore atteint les fidèles. Il considère que les membres autochtones de l'Église sont toujours colonisés et ont besoin de se libérer ou de se faire dire qu'ils peuvent briser leurs chaînes. Même les excuses faites par les Églises n'ont pas atteint les collectivités autochtones, dit-il.

Les participants évoquent diverses mesures concrètes prises par les Églises pour reconnaître leurs erreurs passées et établir une nouvelle relation. Il s'agit d'excuses formelles, de déclarations de soutien, et d'activités communes des Églises à l'appui des droits autochtones, d'abord par le truchement du Projet nordique, puis, depuis 1989, par le truchement de la Coalition pour les droits des autochtones. Le révérend McKay mentionne une initiative prise par l'Église unie de Colombie-Britannique, qui s'est engagée à recueillir un million de dollars pour créer un fonds de soutien des revendications territoriales des premières nations.

La soeur Solomon affirme que, dans sa région, les catholiques autochtones enseignent les cérémonies autochtones traditionnelles depuis plusieurs années et offrent aux gens la possibilité de les célébrer s'ils le souhaitent. M^{sr} Exner parle des efforts qu'il a déployés pour encourager le christianisme autochtone, par l'action et pas seulement par la parole, notamment en utilisant une étole et une mitre en daim et un bâton d'orateur au lieu d'une crosse, en faisant brûler des herbes traditionnelles au début de la messe et en fumant le calumet de paix en signe de réconciliation.

Guérison

Les représentants de l'Église conviennent que celle-ci devrait participer au processus de guérison lié aux pensionnats, mais soulignent la nécessité d'une longue période d'écoute des autochtones, sans chercher à définir trop rapidement les solutions. Le révérend Hodgson, de l'Église presbytérienne, affirme que l'un des problèmes fondamentaux des Églises est le degré élevé de négation du passé. On a longtemps résisté à révéler les faits et à accepter que les autochtones racontent leur histoire comme ils voulaient la raconter.

La guérison a été l'un des thèmes importants des ateliers qui se sont tenus le deuxième jour de la consultation. Un groupe a établi un lien entre la nécessité de guérir le corps, l'esprit et la foi, et la nécessité pour les autochtones de se sentir en sécurité. Il a défini cette notion en termes de sécurité territoriale, de sécurité des droits ancestraux tels que la pêche et la chasse, et d'assurance que l'Église respecte la spiritualité autochtone. Ce groupe a également mis l'accent sur la nécessité d'organiser des cérémonies de guérison et de mettre sur pied des centres de guérison et des cercles de partage où les personnes pourront se sentir en sécurité pour guérir.

D'autres groupes ont mis l'accent sur le fait que les non-autochtones ont autant besoin de guérir que les autochtones, et sur la nécessité pour les Églises d'exprimer de manière plus visible leur appui aux autochtones et à leurs droits, surtout à l'échelle locale. Selon les représentants des Églises, la guérison doit toucher non seulement les individus mais aussi la relation entre les autochtones et les Églises, ainsi que le gouvernement et le reste de la société canadienne.

Shirley Harding résume ainsi les conclusions de son atelier :

Nous disons que la guérison se produit lorsque nous devenons capables de faire face à la vérité du passé et à la réalité du présent. Nous disons que la réconciliation exige repentir et réparation.

Il nous faut reconnaître constamment le rôle que nous avons joué dans la destruction de la culture autochtone. Nous pensons qu'il est très important pour les Églises d'aller au-delà d'une attitude de défense et de dire quelque chose de très précis sur les pensionnats...

Nous reconnaissons que nous sommes à des points différents du processus de

guérison, selon notre religion, mais que nous avons tous le désir et la volonté de contribuer à la guérison. Nous devons être capables d'être vulnérables et de nous placer à côté des autochtones pendant le processus de guérison.

Un autre groupe a souligné la nécessité d'affronter le problème du racisme et, pour les Églises, de demander pardon à l'échelle locale autant que nationale. Les membres de ce groupe souhaitent une déclaration de fond de toutes les Églises chrétiennes sur l'authenticité de la spiritualité autochtone et sur la nécessité d'un dialogue interconfessionnel.

Les représentants des Églises ont parlé ensuite de la nécessité de contribuer à la sensibilisation et à l'éducation de la population, tout en déplorant le nombre peu croissant de croyants qui appuient les autochtones. Ils ont parlé d'une *écojustice+ à l'égard des autochtones et de leurs revendications territoriales et ont souhaité un partage du pouvoir avec les autochtones, plutôt qu'une imposition de pouvoir.

Annexe 2

Mémoire du premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador

Le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador est l'un des deux gouvernements qui ont adressé un mémoire à la Commission royale pendant sa quatrième série d'audiences.

Dans ce mémoire, le premier ministre de la province, l'honorable Clyde Wells, a souligné que le gouvernement fédéral devrait exercer ses pleines responsabilités constitutionnelles à l'égard des autochtones de Terre-Neuve et du Labrador. Le gouvernement de Terre-Neuve appuie les revendications autochtones concernant une relation directe avec le gouvernement fédéral; selon lui, bon nombre des problèmes des autochtones de sa province émanent du fait que le gouvernement fédéral n'a pas assumé ses responsabilités constitutionnelles et de fiduciaire à leur égard.

Terre-Neuve conteste l'idée que les droits constitutionnels de ses autochtones diffèrent de ceux des autres autochtones du Canada. Comme il n'y avait aucune mention particulière des peuples autochtones dans les Conditions de l'union avec le Canada, en 1949, la province estime que les autochtones devraient recevoir le même statut constitutionnel que ceux de toute autre province, conformément à la condition n° 3 de l'accord.

*Il est de plus en plus clair, dit-il, que les groupes autochtones ne parviendront pas à l'autodétermination ni à l'autosuffisance tant que le gouvernement fédéral n'assumera pas pleinement sa responsabilité constitutionnelle.+

Le mémoire de Terre-Neuve fait allusion à la situation des Innus du Labrador pour illustrer son

argument que le gouvernement fédéral entrave la résolution des questions autochtones dans la province. Il cite les recommandations du rapport McRae sur les doléances des Innus, qui a été publié par la Commission canadienne des droits de la personne en août 1993.

Le rapport McRae invitait le gouvernement fédéral à reconnaître sa responsabilité constitutionnelle envers les Innus, à entreprendre des négociations directes sur l'autonomie gouvernementale, et à négocier des ententes de financement direct avec les collectivités innu de Sheshatshit et de Davis Inlet pour remplacer les mécanismes de financement actuels de Terre-Neuve. Il souhaitait par ailleurs un engagement du gouvernement fédéral à réinstaller sans retard les Innus Mushau de Davis Inlet dans un lieu qu'ils auraient choisi.

Le gouvernement de Terre-Neuve rappelle dans son mémoire qu'il a appuyé les recommandations du rapport McRae, et indique sa volonté d'entreprendre des négociations avec le gouvernement fédéral pour faciliter le transfert administratif. Toutefois, si Terre-Neuve est prête à accepter la réinstallation des habitants de Davis Inlet, elle n'est pas prête à accepter un lieu prédéterminé sans véritable planification.

Terre-Neuve souligne par ailleurs que l'offre du gouvernement fédéral concernant une relation de financement direct avec les Innus comportait l'exigence que ceux-ci s'inscrivent en vertu de la *Loi sur les Indiens*, condition rejetée autant par les Innus que par le rapport McRae. L'autre option offerte aux Innus, la négociation de revendications

territoriales, est en panne parce que le gouvernement fédéral insiste pour que la province s'engage à verser un pourcentage fixe du règlement financier. En se retirant des négociations, affirme Terre-Neuve, *le gouvernement fédéral nie sa responsabilité constitutionnelle et utilise cette manoeuvre pour empêcher non pas le règlement mais le début même de la négociation des revendications territoriales autochtones+.

La province conclut que les autochtones de Terre-Neuve et du Labrador se verront imposer le statu quo tant que la politique fédérale n'aura pas changé, position qu'elle juge intenable. Si le gouvernement fédéral n'assume pas toutes ses responsabilités, les négociations sur l'autonomie gouvernementale se limiteront à une discussion sur la délégation de responsabilités administratives pour les programmes provinciaux d'application générale actuellement dispensés aux autochtones.

*Le gouvernement fédéral détient des responsabilités constitutionnelles envers tous les autochtones de Terre-Neuve et du Labrador, dit la province. Il n'a pas le choix d'exercer ou non ses responsabilités. De plus, lorsque le gouvernement fédéral reconnaîtra sa responsabilité envers les Innus, il devra reconnaître et accepter une responsabilité équivalente envers tous les peuples autochtones de Terre-Neuve et du Labrador, sinon il agirait de manière discriminatoire.+

Le mémoire de Terre-Neuve comprenait également un document de réflexion sur une nouvelle démarche susceptible d'accélérer la négociation des revendications territoriales autochtones. Ce document affirme que ce sont les manoeuvres dilatoires et les exigences déraisonnables du processus fédéral actuel de négociation des revendications territoriales qui ont jeté le discrédit sur le processus.

Elle propose un échéancier de 24 mois pour régler

ces revendications. Son objectif est de faire participer les groupes autochtones dès le début et d'instaurer un processus moins contradictoire et moins fragmenté qu'actuellement. Selon l'échéancier envisagé, les groupes autochtones commenceraient par exposer aux gouvernements ce qu'ils attendent des revendications territoriales, ce qui exigerait trois mois. Les gouvernements auraient ensuite six mois pour formuler une proposition juste et raisonnable.

Cette période serait suivie de trois mois de discussion, et non pas de négociation, entre les groupes autochtones et les gouvernements, et d'une autre période de trois mois consacrée à l'élaboration d'un projet pouvant constituer l'assise d'un règlement provisoire. Ce processus permettrait aux gouvernements et aux groupes revendicateurs de régler bon nombre de questions dans une période de 15 mois, ce qui laisserait neuf mois supplémentaires pour négocier les questions vraiment litigieuses.

Selon Terre-Neuve, ce processus permettrait aux parties d'envisager le règlement des revendications de manière holistique, ce qui rendrait le processus plus compréhensible et plus réaliste. Cela permettrait en outre aux groupes autochtones de résoudre les questions particulières auxquelles des solutions pourraient être trouvées rapidement. La province affirme dans son document que le processus de négociation serait mieux accepté si les groupes autochtones pouvaient contribuer à son instauration, et que la mise en oeuvre pourrait commencer immédiatement.

Elle précise par ailleurs que cette initiative a permis de réaliser des progrès notables dans la négociation de la revendication territoriale des Innus du Labrador. La province exprime donc l'espoir que la nation innu adoptera une démarche semblable pour accélérer le règlement de sa revendication territoriale au Labrador.

Annexe 3

Calendrier de la quatrième série d'audiences

Ottawa (Ontario)

du 1^{er} au 5 novembre 1993

Montréal (Québec)

du 15 au 19 novembre 1993

Ottawa (Ontario)

du 15 au 18 novembre 1993

Vancouver (Colombie-Britannique)

le 15 novembre 1993

Winnipeg (Manitoba)

le 17 novembre 1993

Toronto (Ontario)

les 18 et 19 novembre 1993

Montréal (Québec)

du 29 novembre au 3 décembre 1993

Annexe 4

Consultations publiques des quatre séries d'audiences

Nombre d'intervenants par province et territoire

Province/ Territoire	Individus	Organisations	Total
Yukon	25	24	49
T.N.-O.	100	105	205
Colombie-Britannique	49	213	262
Alberta	90	163	253
Saskatchewan	58	133	191
Manitoba	54	147	201
Ontario	148	302	450
Québec	51	177	228
Nouveau-Brunswick	29	28	57
Î.-P.-É.	9	7	16
Nouvelle-Écosse	11	19	30
Terre-Neuve et Labrador	50	75	125
Total	674	1393	125

**Localités visitées
et nombre de jours d'audiences**

Localités visitées	Nombre de jours d'audiences dans chaque localité
-------------------------------	---

Yukon

Old Crow	1
Teslin	1
Watson Lake	1
Whitehorse	1
Localités visitées:	4
Nombre total de jours d'audiences:	4

Territoires du Nord-Ouest

Cambridge Bay	1
Fort McPherson	1
Fort Simpson	1
Hay River	1
Inuvik	2
Iqaluit	2
Pangnirtung	1
Rankin Inlet	1
Yellowknife	4
Localités visitées:	9
Nombre total de jours d'audiences:	14

Colombie-Britannique

Cranbrook	1
Esquimalt	1
Fort St. John	2
Kamloops	2
Kelowna	2
Kispiox	1
Merritt	1
Port Alberni	1
Prince George	2
Prince Rupert	1
Stoney Creek	1

Localités visitées	Nombre de jours d'audiences dans chaque localité
-------------------------------	---

Colombie-Britannique (suite)

Terrace	1
Vancouver	5
Victoria	1
Localités visitées:	14
Nombre total de jours d'audiences:	22

Alberta

Calgary	2
Edmonton	4
Elizabeth Métis Settlement	1
Fort Chipewyan	1
Fort McMurray	1
High Level	1
Hobbema	1
Lac La Biche	1
Lethbridge	2
Slave Lake	1
Localités visitées:	10
Nombre total de jours d'audiences:	15

Saskatchewan

Buffalo Narrows	1
Île-à-la-Crosse	1
La Loche	1
La Ronge	1
North Battleford	1
Prince Albert	1
Regina	2
Saskatoon	4
Wahpeton	1
Localités visitées:	9
Nombre total de jours d'audiences:	13

Localités visitées	Nombre de jours d'audiences dans chaque localité
-------------------------------	---

Manitoba

Brandon	1
Fort Alexander	2
Roseau River	1
The Pas	2
Thompson	2
Winnipeg	6
Localités visitées:	6
Nombre total de jours d'audiences:	14

Ontario

Akwesasne	2
Big Trout Lake	1
Brantford	2
Kenora	1
London	2
Moose Factory	2
Moosonee	1
North Bay	2
Orillia	3
Ottawa	9
Sault Sainte-Marie	1
Sarnia	1
Sioux Lookout	2
Sudbury	2
Thunder Bay	1
Timmins	2
Toronto	9
Localités visitées:	17
Nombre total de jours d'audiences:	43

Québec

Inukjuak	1
Kahnawake	2
Manouane	1
Maliotenam	1
Maniwaki	1

Montréal 13

Localités visitées	Nombre de jours d'audiences dans chaque localité
-------------------------------	---

Québec (suite)

Restigouche	2
Uashat	1
Val d'Or	2
Waswanipi	1
Wendake	2
Localités visitées:	11
Nombre total de jours d'audiences:	27

Nouveau-Brunswick

Big Cove	1
Kingsclear	1
Fredericton	1
Moncton	2
Tobique	1
Localités visitées:	5
Nombre total de jours d'audiences:	6

Nouvelle-Écosse

Eskasoni	2
Halifax	2
Localités visitées:	2
Nombre total de jours d'audiences:	4

Île-du-Prince-Édouard

Charlottetown	1
Localités visitées:	1
Nombre total de jours d'audiences:	1

Terre-Neuve et Labrador

Cartwright	1
Davis Inlet	1
Gander	1
Happy Valley/Goose Bay	1

Makkovik 1

Localités visitées	Nombre de jours d'audiences dans chaque localité
---------------------------	---

Terre-Neuve et Labrador (suite)

Nain	1
Sheshatshit	2
Saint-Jean	1
Localités visitées:	8
Nombre total de jours d'audiences:	9

Résumé *

Nombre total d'intervenants:	2067
Nombre total de localités:	96
Nombre total de jours d'audiences:	172
Nombre d'intervenants autochtones:	1623
Nombre de groupes autochtones:	1032
Nombre d'individus autochtones:	591

* Ces chiffres ne comprennent pas les tables rondes et les consultations spéciales: milieu urbain [Edmonton, 2 jours); justice (Ottawa, 3 jours); santé et questions sociales (Vancouver, 3 jours); éducation (Ottawa, 3 jours); développement économique et ressources (Ottawa, 3 jours); Métis (Saskatoon, 2 jours; Ottawa, 2 jours); suicide (Aylmer, 2 jours; Ottawa, 2 jours); pensionnats (Canim Lake, 2 jours); réinstallations dans l'Extrême-Arctique].

Postface

Tout comme pour les deux exercices précédents, la Commission a préparé des transcriptions de la troisième série d'audiences. Ces transcriptions, ainsi que celles des deux séries antérieures, sont présentées sur support électronique. Les disquettes s'accompagnent d'un logiciel qui facilite l'accès aux fichiers et la recherche de données. On peut les acheter chez Libraxus Inc., 221, avenue Patterson, Ottawa (Ontario) K1S 1Y4; téléphone et télécopieur : (613) 567-2484.

Désireux de faciliter l'accès aux transcriptions, nous avons envoyé à la succursale principale des bibliothèques municipales de chaque capitale provinciale et territoriale un exemplaire des transcriptions sur support électronique.

On peut aussi acheter des copies imprimées de ces transcriptions en s'adressant à Steno Tran, 1376, avenue Kilborn, Ottawa (Ontario) K1H 6L8; téléphone : (613) 521-0703.

Pour communiquer avec la Commission, le public est invité à écrire à son Service de gestion de l'information, C.P. 1993, Succursale B, Ottawa (Ontario) K1P 1B2. Les observations formulées seront portées à l'attention personnelle des commissaires, qui en tiendront compte dans leurs délibérations.

Pour plus de renseignements:

**Commission royale
sur les peuples autochtones**

C.P. 1993, succursale B

Ottawa (Ontario)

K1P 1B2

Téléphone : (613) 943-2075

Télécopieur : (613) 943-0304

Appels sans frais : 1-800-363-8235 (anglais, français, chipewyan)

Appels sans frais : 1-800-387-2148 (cri, inuktitut, ojibwa)